

Reportage Éco

1ÈRE
ÉDITION

“Des visions
économiques aussi
nombreuses
qu’unicques”



IAE SAVOIE MONT-BLANC
ANNÉE 2023-2024

Économie - Histoire - Environnement - JO - Élections
européennes - Vision étudiante - Portrait - Interviews



SOMMAIRE

CHANGEMENT CLIMATIQUE	7
JEUX OLYMPIQUES PARIS 2024	32
ÉLECTIONS EUROPÉENNES	43
HISTOIRE ÉCONOMIQUE	50
PORTRAITS D'INTERVENANTS	65
ENTRETIENS CROISÉS	73

REMERCIEMENTS

À nos précieux contributeurs et lecteurs,

Nous adressons nos sincères remerciements à Benedicte Serbini, responsable pédagogique de la mention Licence « Économie et gestion » et coordinatrice de notre projet, pour son enseignement du cours de Reportage Économique qui a permis aux élèves de rédiger les articles qui composent le magazine, puis, pour son engagement continu envers ce projet. Nous remercions également Irina Masson, en charge du module « Actions Citoyennes » dans lequel nous avons pu réaliser ce magazine.

Nous tenons également à exprimer notre reconnaissance envers l'IAE Savoie Mont Blanc pour le financement de la première édition de ce magazine.

Nous remercions particulièrement les élèves de Licence 2 d'Économie et Gestion, rédacteurs des articles : Esma Akbay, Nsongo Miguel Alberto Ndinga, Constance Barreau, Charles Beau, Mathilde Bernole, Arnaud Bonnet, Thomas Bordet, Nolan Boutsoque, Leatitia Bouvier, Baptiste Breda—Oberdorf, Mahora Cadoret, Laura Caratis, Lilian Chevallier, Emma Da Cunha, Lina Diaferia, Noélia Dos Santos, Delphine Drumel-Morel, Shana Duchêne, Juliette Duparc, Camille Dupont, Lilyan Faucher, Iléa Germain, Valentin Grange, Leeloo Herman, Victor Inn, Romain Jacquier, Elouan Journée, Selen Kat, Sarah Laulan, Jean-Luc Loko, Mathilde Mansey, Laura Marette, Gabriel Melcrane, Rémy Mistai-Dalmasso, Loane Montegre, Fabien Nicolovici, Yoana Petit, Natacha Roche, Nádía Silva Ferreira, Lukaz Tanguy, Elouan Toussaint, Louis Valtel, Elisa Varignier, Philippe Bevy, Jacinthe Cahagne, Lou Coquin, Gustave Clea, Sarah Danilo, Niklas Engel, Garance Heloir, Lisa Myslik, Robin Pierre, Clément Plralla, Elvina Roy, Dorine Turon pour leurs efforts qui ont permis de créer un ensemble riche et diversifié qui stimule la réflexion et inspire le dialogue.

Dans chacune des pages de ce magazine, ces articles contribuent à enrichir notre compréhension collective des complexités économiques qui façonnent notre monde.

Mention spéciale aux intervenants composés de Dorothee Charlier économiste de l'environnement enseignante à l'IAE Savoie Mont Blanc, Denis Duperthuy vice président du Grand Anecy, Jean Philippe Clerc Directeur de Master à l'Université Savoie Mont Blanc, Jérémy Moulard Docteur en Management du sport à l'institut universitaire des sciences du sport de Lausanne et co fondateur de MatchDay Sport Consultancy, Marie Toussaint à la tête du parti d'Europe Ecologie Les Verts, Aude Pommeret Docteur et professeur en science économiques à l'Université Savoie Mont Blanc et conseillère scientifique chez France Stratégie, Bénédicte Vadon-Goblet professeur d'histoire géographie au lycée Gabriel Fauré, Jean Louis Pin Maître de Conférence en Sciences Économiques, Bruno Patino Président d'Arte, Pierre Baland Responsable du master Management Banque Finance, Mohamed Charhbili doctorant chercheur, Michel Rouault directeur régional de la Banque Postale d'Auvergne Rhône Alpes, Bourgogne et Franche-Comté dont les perspectives éclairées ont enrichi nos reportages économiques. Et plus particulièrement pour Doc'Factory qui a permis de donner vie à notre vision éditoriale.

Sans oublier l'équipe de communication avec Mathilde Bernole et Iléa Germain, chargées du lancement du magazine, de la promotion et de l'événementiel.

Que ce magazine continue à servir de plateforme pour l'échange d'idées, la diffusion de connaissances et la promotion d'une compréhension plus profonde de l'économie.

Avec toute notre gratitude,
Loane Montegre, Apoline Pioro-Ferrari et Natacha Roche,
L'équipe éditoriale du magazine.



THOSAKRS IS CRYING WE NISE
HOUGHT THEY
HAD TIME
TOO
TO
CLIMATE
MELTDOWN

IN OUR
HANDS

IT'S TIME
TO CLEAR

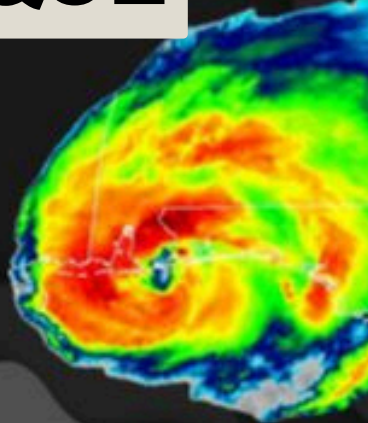
CHANGEMENT CLIMATIQUE

CHANGE

CLIMATE
MELTDOWN



PLANET
B?



WE ARE
SKIPPING
OUR LESSONS
TO TEACH
YOU ONE

THE CLIMATE
IS CHANGING;
WHY AREN'T WE?

BE A PART OF
SOLUTION
NOT THE POL



I'D BE IN SCHOOL
IF THE EARTH WAS
COOL



LA RÉVOLUTION DE L'OCCASION DANS LA MODE

Dans l'ombre des tendances éphémères, émerge un intemporel : la mode d'occasion. Découvrez comment cette révolution vestimentaire transforme la manière dont nous percevons, achetons et portons nos vêtements, avec des implications majeures sur notre conscience collective. Et comment les entreprises s'adaptent à cette montée en puissance de l'occasion.

La mode d'occasion : une histoire en évolution constante qui défie les normes de l'industrie et invite à repenser notre rapport à la garde-robe.



Acheter des vêtements pré-portés ; c'est ce que la mode d'occasion nous offre. Opter pour une consommation plus durable et accessible à tous en termes de budget et qui permet de réduire l'impact environnemental.

La mode d'occasion au cœur de l'économie circulaire, pour une plus grande contribution au développement durable.

La plupart d'entre nous s'est déjà interrogée sur la manière dont ont été fabriqués nos vêtements et l'impact qu'ils ont pu avoir sur la planète; sachant que l'industrie de la mode est l'un des secteurs les plus polluants.

En effet, cette industrie émet 4 milliards de tonnes de CO2/an, elle représente à elle seule 1/10ème des émissions mondiales de CO2. Un thème clé de cette révolution est la montée en puissance de la mode d'occasion, une alternative novatrice et plus

respectueuse de l'environnement qui remet en question les pratiques de consommation traditionnelles. La mode d'occasion s'inscrit ainsi pleinement dans le concept de l'économie circulaire.

L'économie circulaire c'est quoi?

Pour que ça soit assez parlant, on peut inclure l'économie verte et l'écologie industrielle dans l'économie circulaire.

D'après le ministère de la transition écologique, «l'économie circulaire consiste à produire des biens et des services de manière durable en limitant la consommation et le gaspillage des ressources et la production des déchets.

Il s'agit de passer d'une société du tout jetable à un modèle économique plus circulaire».

La mode d'occasion est donc l'incarnation même de l'économie circulaire, favorisant la réutilisation des

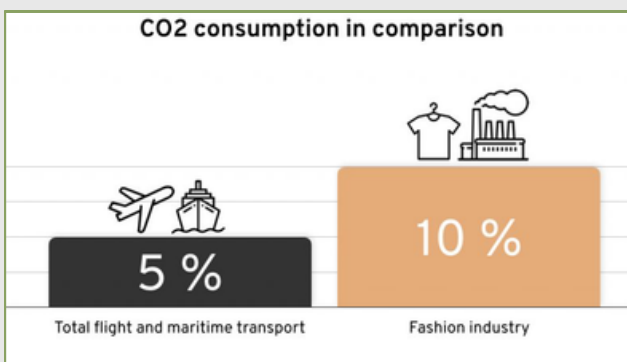
vêtements, en prolongeant la durée de ceux-ci. En suivant cette approche, les consommateurs participent activement à la réduction des déchets textiles. Leurs initiatives s'inscrivent dans une logique de circularité où chaque vêtement est considéré comme une ressource précieuse à conserver.

Une Réduction de l'empreinte carbone

En évitant la production de vêtements neufs, la seconde main contribue significativement à la réduction de l'empreinte carbone qui est de 4 milliards de tonnes d'équivalent de Co2/an.

D'après Earth.org, la Fast Fashion génère plus de CO2 dans l'atmosphère que l'aviation et la navigation réunis. Du processus d'extraction des matières premières à la fabrication et à la distribution, il y a des émissions de carbone évitées grâce à cette alternative durable. Puisque chaque étape de la production de vêtements pollue énormément.

Pour la fabrication d'un t-shirt il faut l'équivalent de 70 douches (en eau potable) et pour un jean on parle de 285 douches (ce qui représente 7000 à 10 000 litres d'eau).



Sensibilisation à la Fast Fashion :

L'apparition de la mode d'occasion a joué un rôle crucial en sensibilisant le public aux impacts sociaux et environnementaux de la fast fashion. C'est grâce à celle-ci qu'on est plus souvent amené à se poser des questions éthiques sur notre consommation et qu'on va chercher à consommer de manière plus respectueuse pour l'environnement.

On est encouragé à se diriger vers une mode plus durable et socialement responsable. Ainsi, environ 30% des étudiants interrogés sur le campus d'Annecy et de Chambéry disent acheter des vêtements.

d'occasion pour des raisons éthiques (sociales et environnementales).

La Fast Fashion : problème et absence d'éthique ?

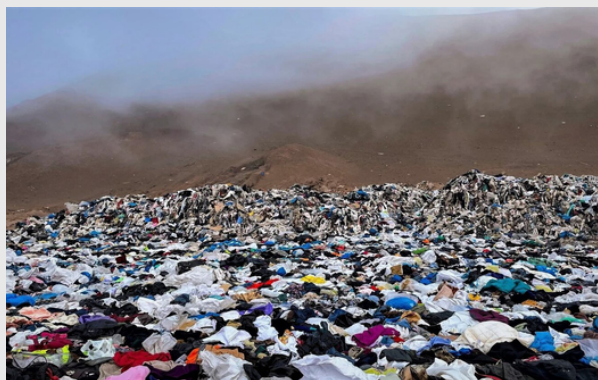
L'industrie de la fast fashion est une industrie à demande constante et de production rapide de nouvelles collections de vêtements, de basse qualité, à prix très abordable. Cependant, plusieurs problèmes éthiques sont associés à cette industrie en commençant par les impacts environnementaux. En effet, en souhaitant produire à bas coûts, les marques se doivent d'utiliser des matières peu écologiques comme le polyester ou encore d'utiliser des pesticides lors des cultures de certaines plantes telles que le coton. La production rapide de vêtements mène à une utilisation dense de l'eau et d'autres ressources naturelles conduisant à une importante émission de pollution.

La volatilité de la mode

La fast fashion est avant tout composée de tendances, lorsqu'un vêtement est conçu, on sait qu'il va être porté à court terme. Une fois que la mode sera passée, il sera mis de côté ou jeté et d'autres habits plus tendances seront achetés à la place. C'est ainsi que fonctionne la mode, ce qui mène à la surconsommation et à l'apparition rapide de déchets.

Le prix invisible de la tendance

Quel est le sort réservé à nos vêtements? C'est la question que l'on peut se poser une fois qu'ils sont passés de mode ou usés. La plupart de ces vêtements jetés dans des bennes à ordures et même de recyclage atterrissent tout droit dans d'énormes décharges à ciel ouvert comme le désert d'Atacama, considéré comme le plus grand désert de textile au monde.



Ce désert, le plus aride de la planète, a vu ses étendues se transformer en l'une des décharges de vêtements la plus monumentale au monde, engendrée par notre surconsommation de vêtements. Les Nations Unies ont d'ailleurs sonné l'alerte, qualifiant cette situation "d'urgence environnementale et sociale planétaire". Les chiffres sont implacables, la production de vêtements a doublé entre 2000 et 2014 et le consommateur moyen achète 60% de plus de vêtements pour les porter deux fois moins longtemps qu'auparavant.

Aujourd'hui, la plupart des vêtements connaissent une destinée précoce, jetés ou incinérés dans l'année qui suit leur production, créant ainsi des quantités astronomiques de déchets.

De plus, les pays vers lesquels nous exportons nos déchets textiles (Asie du Sud et Afrique) ne sont plus capables de traiter ces déchargements massifs de déchets textiles, on peut le voir avec la décharge située à la périphérie d'Accra, la capitale du Ghana, qui est devenue, avec ses montagnes de déchets de 20 mètres de hauteur et composées majoritairement de vêtements, un symbole de cette crise.

Ces exemples parmi tant d'autres montrent qu'il est impératif de réagir rapidement pour réduire cet impact environnemental rocambolique. Aujourd'hui, nous avons développé de nouvelles manières de consommer les vêtements avec la naissance de la mode d'occasion plus souvent appelée seconde-main. Cette nouvelle façon de consommer les vêtements avec la naissance de la mode d'occasion, plus souvent appelée seconde-main, permet un impact plus faible sur l'environnement puisqu'au lieu d'être jetés, les vêtements sont réutilisés. La seconde main permet aussi de s'habiller moins cher tout en restant tendance. C'est une solution pour lutter contre ces montagnes de déchets textiles !

Qu'en est-il du social dans tout ça ?

Qui dit produire à bas coûts et en grande quantité dit délocalisation des usines de production vers des pays où la main d'œuvre coûte moins cher. Notamment des pays en développement, là où les droits de l'Homme et les conditions de travail ne sont pas mis en avant. Ce

qui permet aux entreprises de faire moins attention aux conditions déplorables de travail de leurs employés (exposition aux produits chimiques, utilisation de machines non sécurisées...), mais aussi de les pousser à faire des heures excessives pour des salaires très bas. « Au Bangladesh, les ouvrières sont payées 0,32 \$/h, le plus faible taux horaire du monde » selon greenpeace.fr. De quoi ne pas couvrir leurs besoins essentiels. Cela va jusqu'à exploiter les travailleurs, voire des enfants car dans certains pays le travail des enfants est autorisé. Il est d'ailleurs dit que la fast fashion « est symbole de l'esclavagisme moderne ». Nous pouvons le voir notamment avec la polémique qui a eu lieu au sujet de l'exploitation des ouïghours par l'enseigne chinoise Shein, où les ouïghours sont déshumanisés, en travaillant jusqu'à l'épuisement.

Une manière plus éthique de consommer la mode?

Avec l'émergence de plateformes qui proposent la vente ou l'échange de vêtements d'occasions, on peut considérer que la mode d'occasion est plus éthique. En choisissant d'acheter des vêtements d'occasion, on choisit de réduire l'empreinte carbone qui contribue à la baisse de l'impact environnemental, car on réduit la demande de production de nouveaux articles.

L'achat de vêtements d'occasion permet de prolonger la durée de vie des vêtements, comme si on leur offrait une seconde vie.

Paradoxes de la mode d'occasion: entre « second-hand washing » et greenwashing

Bien qu'acheter de la seconde main ait moins d'impact sur le climat que d'acheter du neuf, la plateforme Vinted est accusée de faire du "Second-hand washing". Effectivement, acheter des vêtements neufs participe à la pérennité de Vinted. C'est en quelque sorte grâce à ce marché primaire que les utilisateurs peuvent ensuite vendre les vêtements neufs qu'ils ne portent plus. La mode d'occasion ne permettrait donc pas de réduire la production de vêtements comme on pourrait le penser.

Aussi, à cause des alertes de nouveaux vêtements mis en vente sur la plateforme; du « portefeuille Vinted » qui se remplit lorsque l'utilisateur vend un article, Vinted incite les individus à consommer davantage.

Forcé de constater que plus le «portefeuille Vinted » se

remplit, plus le consommateur va ré utiliser l'argent perçu pour racheter directement sur la plateforme, ce qui pousse évidemment à la consommation.

Pour ce qui est du service d'achat d'articles d'occasions Zara Pre-Owned, paru en France en septembre 2023, la compagnie appartenant à Inditex est accusée de greenwashing.

Zara continue en mode « business as usual », l'enseigne continue la production de vêtements neufs alors que l'intérêt écologique de la seconde main est de ralentir la production.

De plus, la qualité sur certaines pièces n'est pas forcément au rendez-vous, ce qui n'a plus d'intérêt lorsque des pièces comme celles-ci sont vendues d'occasion car elles ne vont pas durer dans le temps.

Finalement, Zara tente d'attirer une nouvelle clientèle plus soucieuse de l'environnement, avec des moyens financiers plus réduits, dans une logique plus économique qu'écologique.

Enfin, que faut-il retenir ?

La fast fashion a un impact énorme sur l'environnement et la situation sociale.

La surconsommation de vêtements a entraîné une augmentation de la quantité de déchets textiles, créant d'immenses décharges et exacerbant les problèmes environnementaux dans le monde entier. Les délocalisations vers des pays où les coûts de main d'œuvre sont moins élevés soulèvent de grandes inquiétudes quant aux conditions de travail, car elles sont souvent déplorables, voire exploitantes.

Face à ces enjeux, l'émergence de la mode de seconde main offre une alternative plus éthique.

Les plateformes de vente d'occasion comme Vinted peuvent alors être accusées de «second-hand washing», puisque les achats de vêtements neufs continuent de soutenir ces plateformes.

De même, des initiatives telles que Zara Pre-Owned impliquent la production continue de nouveaux vêtements, ce qui soulève des inquiétudes en matière de greenwashing.

Il est essentiel de repenser notre façon d'aborder la mode et de promouvoir des pratiques plus durables. Encourager une consommation responsable, promouvoir la qualité plutôt que la quantité et soutenir des initiatives véritablement vertes sont des étapes importantes.

Mais cela n'est pas sans contradictions. La mode d'occasion peut jouer un rôle important dans la prolongation de la durée de vie des vêtements.

Par Huriye Sevde Yasar, Leeloo Herman et Natacha Roche



L'ÉCONOMIE CIRCULAIRE : LE FUTUR DES ENTREPRISES ?

L'économie circulaire, vous en avez sûrement déjà entendu parler, mais savez-vous réellement ce que c'est ? Quels sont les avantages pour un producteur de mettre en place un système d'économie circulaire dans son entreprise ? L'avenir repose-t-il sur une éco-conception des produits, une consommation responsable, un allongement de la durée de vie des produits et le recyclage ? Et comment faire pour que votre entreprise s'adapte à ces nouvelles habitudes de consommation ?

Comment mettre en place l'économie circulaire ?

Pour mettre en place une économie circulaire au sein de votre entreprise, vous devez adopter une approche progressive. Il s'agit en effet d'un grand bouleversement dans le fonctionnement de votre entreprise. Voici quelques étapes pour réussir votre transition.

La première étape est l'évaluation interne. Il faut commencer par évaluer les processus existants dans votre entreprise. Vous pourriez, par exemple, identifier les étapes de production où les matières premières sont gaspillées. Vous pourriez également cibler les endroits où les matériaux peuvent être recyclés, comme par exemple l'emballage. Vous devez ensuite définir des objectifs clairs concernant l'économie circulaire dans votre entreprise. Ces objectifs peuvent concerner l'augmentation des parts de matières recyclées dans vos produits, ou encore la réduction des déchets, voire l'allongement de la durée de vie de vos produits.

Dans un troisième temps, il va falloir engager la direction à sensibiliser le personnel sur votre nouveau modèle économique.

Cette étape est cruciale, car si elle est mal gérée, elle pourrait susciter de la part des employés des réticences ou des résistances au changement. Prenez donc bien le temps d'expliquer en quoi ce changement est bénéfique et comment vos employés peuvent contribuer à la lutte pour le climat, sans changement négatif sur leur salaire. Il va falloir également travailler avec vos fournisseurs pour mettre en place ce nouveau modèle. Il est possible que certains d'entre eux soient réticents à l'idée d'adopter de nouvelles pratiques ; vous devrez donc probablement en changer, ce qui constitue une autre étape clé du processus.

Réussir au mieux cette transition peut vous donner un avantage face à la concurrence. Ensuite, vous pouvez mettre en place des pratiques au sein de votre entreprise, telles que des systèmes de collecte sélective, limiter l'impression de papier, surtout lorsque ces dernières ne sont pas utilisées, utiliser de l'encre recyclable, limiter la viande si vous disposez d'un restaurant d'entreprise, etc.

Il vous faudra ensuite investir dans la recherche et le développement pour concevoir des produits plus durables, faciles à réparer ou à recycler. Explorez de nouvelles technologies ou méthodes de production respectueuses de l'environnement.

Vous avez suivi toutes ces étapes avec succès ? Félicitations, vous voilà maintenant dans un modèle durable. Mais comment veiller à le conserver ? Mettez en place des indicateurs de performance clés (KPI) pour mesurer les progrès réalisés. Effectuez régulièrement des évaluations pour évaluer l'efficacité de vos initiatives et faites des changements si nécessaire. Mais surtout, n'oubliez pas que l'économie circulaire est un processus évolutif. Restez ouvert aux nouvelles idées, aux technologies émergentes et aux améliorations constantes pour continuer à optimiser vos processus dans une perspective durable.



Définition de l'économie circulaire

L'économie circulaire est un modèle économique visant à réutiliser les matières premières utilisées lors de la création d'un produit pour la production d'un autre produit, les matières premières n'étant ainsi plus jetées lorsqu'un produit n'est plus utilisé ou fonctionnel. Les déchets deviennent les matières premières qui contribueront à la production future. En effet, les ressources sont rares, et l'économie circulaire permet d'en consommer moins, rendant la rareté de ces ressources moins problématique car se conservant plus longtemps dans le temps. L'objectif est d'éviter de gaspiller les matières par le recyclage afin d'être plus

durable et d'économiser l'énergie. L'économie est dite circulaire car elle s'oppose à l'économie linéaire. L'économie linéaire se caractérise par l'extraction de matières premières, puis la fabrication de produits grâce à ces matières premières, ensuite par la consommation de ces produits et enfin par le fait de jeter ces produits. Tandis que l'économie est dite circulaire car au lieu de faire seulement ces quatre étapes à chaque fois, elles vont se répéter. On peut le représenter avec un schéma circulaire d'où le nom d'économie circulaire. Elle repose sur quatre principes : tout d'éco-conception : lors de la conception des produits, il faut

réfléchir à comment intégrer le plus de matières recyclables dans le produit. Il faut également les rendre le plus durable possible. Ensuite, pour la consommation responsable, il faut que les consommateurs achètent plus de produits durables. Puis, pour l'allongement de la durée de vie du produit, il faut faire durer le produit plus longtemps par la réparation de produits ou par la réutilisation de produits. Enfin, pour le tri et le recyclage, il faut trier et recycler les produits consommés pour pouvoir les réutiliser plus facilement. En résumé, l'économie circulaire aide à faire plus avec moins et à économiser nos ressources précieuses pour l'avenir.

Pourquoi l'économie circulaire est un enjeu du futur ?

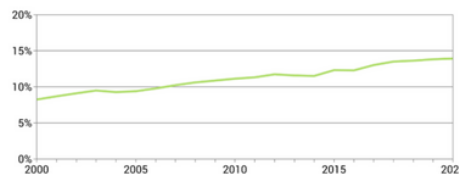
Avec une population du monde en constante augmentation et une demande croissante en ressources, (hors matière première qui est restée relativement stable sur les 20 dernières années). En effet, un pic démographique est attendu en 2060 avec un peu plus de 10 milliards d'habitants sur Terre. Ce qui veut potentiellement dire plus de consommation. Cette consommation qui augmente ne présente rien de bon pour l'environnement, rien qu'aujourd'hui il faudrait 1,75 Terres pour régénérer toutes les ressources consommées par les humains en une année. L'économie circulaire se présente alors comme une solution concrète.

Sur le plan économique, les entreprises adoptant ces modèles économiques circulaires bénéficient d'une compétitivité accrue. Elles parviennent à réduire significativement leurs coûts de production, optimisent l'utilisation

des ressources et répondent efficacement à une demande croissante de produits respectueux de l'environnement. Les entreprises ont donc des intérêts à adopter l'économie circulaire. On peut donc prédire que de plus en plus d'entreprises vont adapter ce système

économique. Il est important de noter que de plus en plus de matières premières sont recyclées dans le monde, il y a eu une augmentation d'environ 50% en 20 ans tandis que la consommation intérieure reste stable, ce qui est un bon signe.

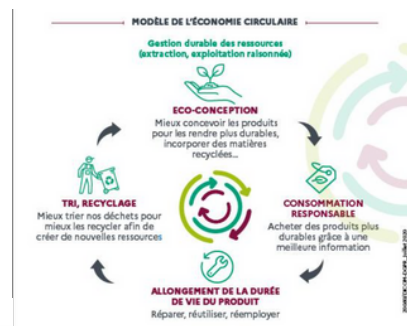
Taux de circularité matérielle¹
Part des flux de récupération de déchets par rapport à la consommation totale de matières



¹ estimation

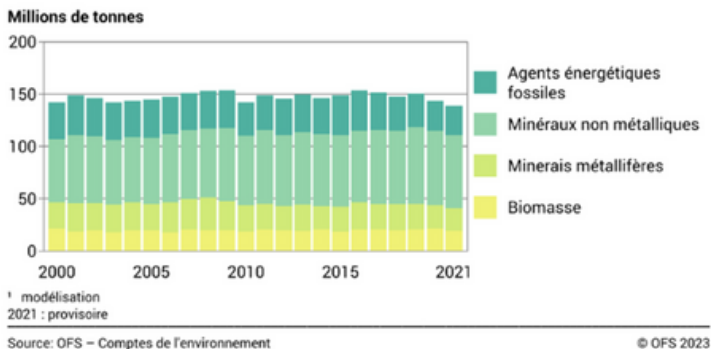
Source: OFS - Comptabilité environnementale

© OFS 2023



Empreinte matérielle

Consommation intérieure de matières premières RMC¹



L'histoire de l'économie circulaire

Comme expliqué précédemment au niveau des réglementations, l'économie circulaire se conforme aux nouvelles normes visant à promouvoir la durabilité. Les entreprises qui adoptent cette approche sont mieux préparées à répondre aux évolutions réglementaires et à éviter les sanctions potentielles. Adopter l'économie circulaire est donc un avantage non négligeable face aux normes futures.

Parallèlement, les consommateurs, de plus en plus sensibles à leur empreinte environnementale, réclament des produits durables, recyclables et fabriqués selon des pratiques responsables. Cet élan vers une consommation plus consciente influence fortement les choix d'achat. Il faut prendre en compte que l'économie circulaire influe, et continuera d'influer sur les consommateurs, c'est donc un enjeu actuel et futur.

Enfin, cette économie circulaire encourage l'innovation et la création d'emplois.

Elle stimule le développement de nouvelles technologies, de processus novateurs et de modèles d'affaires émergents, générant ainsi des opportunités d'emploi dans des secteurs clés tels que le recyclage, la réparation et la conception durable. L'économie circulaire est en constante évolution et pour ne pas être dépassée il faut s'adapter à ces changements.

Conclusion

Au cours de cet article, vous devriez en avoir appris un peu plus sur l'économie circulaire, comment et pourquoi vous pourriez la mettre en place au sein de votre entreprise. Nous espérons que ces informations vous auront été utiles.

La pratique de l'économie circulaire a commencé dans les années 1930 avec la réutilisation de boues et d'ordures, bien que le terme d'économie circulaire n'avait pas encore vu le jour.

En 1966, Kenneth Boulding invente le concept de circularité en économie. Il explique que l'Homme doit mettre en place un système écologique cyclique et de réutilisation des matériaux.

Le terme d'"économie circulaire" est utilisé pour la première fois en 1989 par R. Kerry Turner et David William Pearce dans un livre d'économie de l'environnement.

Mais l'économie circulaire ne commence à être connue qu'en 2000 grâce à l'explosion du prix des matières premières qui a triplé en 10 ans, l'embargo chinois sur les terres rares et l'accentuation de la crise écologique. La fondation Ellen Mac Arthur et de McKinsey explique alors les différents avantages de la mise en place de nouveaux business modèles reposant sur le recyclage, la réutilisation et la réparation.

L'économie circulaire atteint la France en 2009 grâce au premier livre en français sur l'économie circulaire : "Économie circulaire : l'urgence écologique" de Jean Claude Lévy. Puis ne fait que grandir notamment grâce au rapport de l'ADEME en 2013. La loi sur la transition énergétique de 2016 va même reposer sur l'économie circulaire. En 2018, la feuille de route de l'économie circulaire constitue la dernière étape pour officiellement intégrer l'économie circulaire à l'agenda public français.

Elouan Toussaint et Lucaz Tanguy

L'UTMB : un dénivelé tout aussi décourageant que son bilan carbone

Alors que les meilleurs traileurs du monde participent chaque année en Haute Savoie au trail le plus attendu, les locaux, eux, redoutent cet événement.

En plus de bouleverser la tranquillité des habitants, l'UTMB soulève des préoccupations importantes concernant la préservation de l'écosystème alpin.

Qui aurait cru que le sport qui sacralise tant la nature, massacre ce qu'il a de plus cher ?

L'UTMB avait pourtant tout pour plaire : de grands espaces verts à découvrir, un événement convivial au sein de la vallée, le tout initié par un jeune couple.

► D'une course familiale à une course mondiale.

Derrière le succès de l'Ultra-Trail du Mont Blanc, se cache le succès d'un couple : Michel et Catherine Poletti.

En 1999, un incendie, celui du tunnel du Mont Blanc, ternit la réputation de la course de relais autour de ce même sommet. L'événement ne parvient plus à atteindre le quota de participants et s'éteint à petit feu. C'est alors en 2003 que le couple Poletti avec sept autres personnes décident de créer une nouvelle course.

Cette fois, les participants courent sans coéquipiers dans les hauteurs.

Catherine Poletti n'a jamais pu courir mais si elle est tombée amoureuse des trails, c'est parce qu'elle est tombée amoureuse de son mari Michel, lui-même coureur.



Ne pouvant alors participer, Catherine devient la première directrice de la course. Son mari ainsi que les sept autres personnes feront partie des participants. Lors de la première édition, l'objectif était d'atteindre 300 participants. Ce fut déjà un succès puisque plus du double de participants répondirent à l'appel. Puis, le succès ne fut qu'exponentiel. En 2004, l'UTMB regroupa 1400 concurrents, l'année d'après, ce fut 700 de plus. En 2007, les inscriptions furent complètes en à peine 10 heures.

« Avant, on pouvait y participer un peu comme on le voulait, ce qui fait qu'il y avait plus de locaux et moins de renommée », Léa, 20 ans, habitante de la vallée de Chamonix.

Aujourd'hui, l'édition 2023 a atteint des records : **10 000 participants** étaient amassés dans la petite vallée de Chamonix pour le départ. Et sur 10 000 participants, **118 nationalités** étaient représentées.

Une course de tous les superlatifs

En effet, elle est aujourd'hui une des courses les plus prestigieuses du monde. C'est une course où les meilleurs traileurs du monde peuvent se rencontrer, s'affronter mais c'est surtout l'épreuve où les coureurs peuvent tester leurs limites. En plus de courir 171 kilomètres, les coureurs grimpent sur 10 042 mètres de dénivelé positif. C'est à peu près autant que le GR20. Mais là où faire le GR20 en 5 jours est un exploit, Kilian Jornet parcourt l'UTMB en moins de 21 heures.

► La mondialisation de la course déchaîne les consciences écologiques

Un surnombre de personnes dans une nature paisible ? Difficile de penser qu'il n'y a pas de conséquences.

Une empreinte carbone qui s'impose.

En 2019, l'UTMB totalisait une empreinte carbone de 11610 tonnes **équivalent CO2**. Le principal responsable ? La venue des participants. « Les gens viennent de très loin : Amérique, Australie, Japon... », Léa. Les traileurs viennent accompagnés de leur famille en avion. Ensuite, ils se déplacent dans la vallée en voiture, grossissant alors davantage leur empreinte carbone.

Le chiffre est colossal, surtout quand on a en tête que le trail est un sport out-door. Un grand prix de Formule 1 émet tout autant, alors que c'est un sport automobile... Et l'empreinte carbone de la course pourrait être bien plus catastrophique si l'événement concentre chaque année un nombre de participants supérieur aux années précédentes.

Pour donner plus de sens à ce chiffre, prenons en exemple le marathon de Paris. Alors qu'en 2019, la course dans la capitale regroupait 60 000 participants, l'empreinte carbone ne représentait finalement que le double de l'empreinte carbone de l'UTMB... Pour un sport soi-disant nature, on émettra des doutes concernant cet attribut.

Les externalités

Une externalité caractérise le fait qu'un agent économique crée, par son activité (consommation ou production), un effet externe procurant à autrui une utilité ou un avantage, ou au contraire un dommage ou une nuisance sans contrepartie monétaire. C'est une défaillance de marché, qui n'arrive pas à prendre monétairement en charge le surplus (négatif ou positif) : il existe donc des externalités négatives et positives qui sont difficilement mesurées quantitativement. De ce fait, les avantages et les coûts sociaux qu'elles représentent vont différer selon les opinions.

Le premier à parler d'externalité négative est Arthur PIGOU. Parmi les externalités négatives, on cite couramment la pollution. Dans le cadre de l'UTMB, c'est évidemment un point crucial. La venue des touristes engendre une quantité importante d'émissions de gaz à effet de serre ; les coureurs traversent les montagnes en abimant la flore qui est de plus en plus précieuse, ... Les externalités prennent aussi d'autres formes. Par exemple, l'UTMB surcharge les accès routiers et empêche l'accès à des lieux de travail. Le coût social de ce trail est alors élevé.

Une biodiversité perdue.

Si les conséquences environnementales de l'UTMB s'arrêtaient aux émissions de carbone dues aux transports, peut-être qu'il n'y aurait pas tant de contestations. Mais évidemment, elles ne s'arrêtent pas là.

Les pas des milliers de coureurs sur les sentiers déracinent des plantes, détruisent des habitats, réduisent la porosité et les capacités du sol à absorber l'eau et les nutriments, ... Le passage tout simplement des coureurs mais aussi des spectateurs stresse les espèces animales. À l'approche de la période hivernale, certaines espèces animales telles que les marmottes ne peuvent plus suffisamment se nourrir : leur hibernation se complique.

Ces espèces « doivent s'enfuir dans des endroits peut-être plus dangereux pour elles », Jean Philippe Clerc, directeur de Master à l'Université Savoie Mont-Blanc.

De plus, qui dit milliers de participants, dit tout autant de stock de cartons et d'emballages pour le ravitaillement. Les palettes arrivent toujours plastifiées et le tri n'empêche pas les mètres cubes en trop de cartons. Sans oublier que les traileurs consomment énormément de Coca-Cola. C'est certes anecdotique, mais personne n'ignore que c'est la marque américaine qui génère le plus de déchets.

► Une course qui nuit surtout aux communes et aux habitants.

Les locaux ont un « *ras-le-bol* » général de cet événement.

Comme le précise, Jean Marc Peillex, maire de Saint Gervais Mont Blanc dans un article du journal 20 minutes, « l'UTMB, c'est une entreprise commerciale. On n'est plus dans la course associative du début ». La course n'est plus vue comme un moment de partage, de rencontres ou de retrouvailles. Aujourd'hui, les habitants sont surtout handicapés par la course.

Plus de places de parking libres : il faut soit se lever avant l'aube, soit être propriétaire d'un parking privé pour espérer garer sa voiture. Plus de liberté de mouvement : les touristes affluent dans les rues. Piétiner décrit mieux ce que font les habitants quand ils essaient de marcher.

Les solutions des locaux pour éviter ce vacarme sont multiples. Mais elles sont contraignantes. Certains préfèrent ne pas sortir de chez eux, d'autres prennent le large. Ils partent en vacances, loin de Chamonix pour espérer de la tranquillité... n'est-ce pas paradoxal ?

La course est censée être attirante.

Un calvaire sans dédommagement ...

Les habitants ne sont pas dédommagés et les communes ne profitent pas de retombées économiques. « *En termes de retour, il n'y en a que pour la commune de Chamonix. Que ce soit les Contamines-Mont-joie, Saint-Gervais ou les Houches, il n'y a aucune retombée économique* », Jean Marc Peillex dans un article de 20 Minutes.

De plus, avec l'internationalisation du trail, «*ceux qui en profitent le plus, ce sont désormais les marques*», Jean Philippe Clerc. Se pose alors la question si l'UTMB ne serait pas devenue une course de montagne pour riches.

Organiser l'UTMB chaque année devient une aberration. Même des coureurs dont le Français Mathieu Blanchard, en prennent conscience.

Serait-il plus écologique de penser ce trail sur une organisation identique aux jeux olympiques ? C'est-à-dire de l'organiser tous les 4 ans ?

Pour l'instant, la question est toujours en suspens et la vallée de Chamonix ne semble pas s'y résoudre. Alors en 2024, une fois de plus, l'UTMB causera son lot de désolations auprès de la faune et de la flore, mais aussi auprès des habitants des communes.

Garance Heloir, Sarah Dandlo et Elvina Roy



Des sommets en périls : l'économie des stations de ski face au réchauffement climatique

Ecrit par Delphine Drumel & Esma Akbay

Le réchauffement climatique perturbe le modèle économique des stations de ski ; ces dernières doivent s'adapter et redéfinir les activités proposées à leur clientèle.

Selon une étude parue dans la revue scientifique Nature Climate Change "en France, 120 000 emplois dépendent de la pratique des sports d'hiver". Il semble donc impératif de préserver les stations de ski, il faut leur permettre de continuer à vivre. Le changement climatique ne doit pas apparaître comme une fatalité pour elles, il faut plutôt le voir comme un moyen permettant aux stations de rebondir, de se réinventer

Qu'est-ce que le changement climatique ?

Le changement climatique désigne des variations de températures et de conditions météorologiques sur le long terme. Ce concept est né au cours du 19^{ème} siècle lorsque le phénomène de l'effet de serre a été découvert par le scientifique Jacques Fourier. Le changement climatique peut être naturel : il peut être dû à l'activité volcanique sur Terre, à un changement d'orbite de la Terre autour du Soleil...

Mais celui que nous vivons actuellement n'est pas naturel ; il est en réalité lié à l'activité humaine. En effet, depuis la révolution industrielle, qui s'est déroulée aux 18^{ème} et 19^{ème} siècles, d'importantes quantités de gaz à effet de serre ont été rejetées dans l'atmosphère terrestre. De nos jours, les forêts, qui normalement absorbent ces gaz, ne parviennent plus à faire face, d'autant plus qu'elles-mêmes font l'objet de destructions massives. Il y a un effet cumulatif, appelé effet de serre additionnel, lié à l'activité humaine. La température moyenne sur Terre est passée de 15°C durant la période préindustrielle à environ 16°C de nos jours. L'augmentation de température effective est de 1,2°C/1,3°C. Selon les estimations des experts, si nous continuons sur cette lancée, nous pourrions atteindre une température moyenne sur Terre de 19°C en 2100 (soit +4°C).

Depuis plusieurs années, nous assistons à une accélération du changement climatique avec des effets de plus en plus visibles sur l'ensemble du globe.



Station de ski de La Féclaz en Savoie le 14 janvier 2023. L'enneigement n'est que d'une dizaine de centimètres, situation anormale à cette époque de l'année.

Parmi ces effets il y a la réduction de l'enneigement. Ce cas est problématique pour l'activité économique du ski. En France, les stations de moyenne altitude sont fortement touchées. Environ 150 ont dû fermer, et des dizaines d'autres cherchent des solutions pour faire face à ce nouveau défi.

Zoom sur la situation actuelle

Les Alpes et les Pyrénées (principales chaînes de montagnes françaises) connaissent des hausses de températures nettement supérieures au reste de la France. Les températures y ont augmenté de +2°C au cours du 20^{ème} siècle, contre +1,4°C dans le reste de la France selon Météo France.

La situation semble dès lors très mal engagée pour les stations de ski. Ces dernières font face à une situation apparaissant comme étant très alarmante. L'augmentation des températures ne semble pas prête de s'arrêter, et elle menace de plus en plus de stations (cf graphique à droite). L'augmentation des températures impacte la vie des stations. En effet, la neige arrive désormais plus tard dans la saison, l'enneigement est moins abondant, entraînant une fonte plus rapide, et par conséquent une fermeture plus précoce des stations.

Selon le Ministère de la transition écologique et de la cohésion des territoires :

« En Europe, les Alpes ont perdu près d'un mois d'enneigement ces 50 dernières années. Le manteau neigeux tend à s'y constituer plus tard en hiver, quelle que soit l'altitude. Dans les Pyrénées, même constat. L'enneigement s'est fortement réduit depuis 50 ans, notamment sur les versants sud. Dans les Pyrénées centrales, le manteau neigeux a perdu la moitié de son épaisseur ».

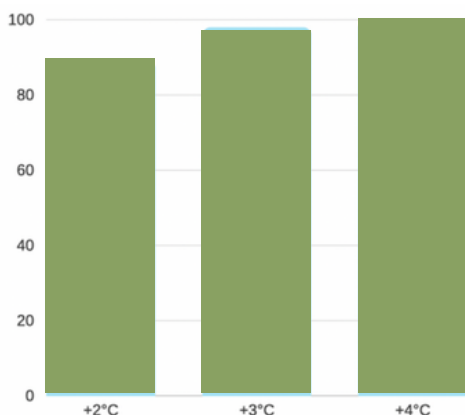
La situation est alarmante dans tout l'hexagone. Elle est rendue particulièrement critique par l'importance du ski dans l'économie. Selon les chiffres de l'association nationale des maires des stations de montagne :

« L'activité touristique en hiver représente neuf milliards de chiffres d'affaires et 72% des vacanciers pratiquent principalement le ski ».

Ce montant considérable montre qu'il est primordial de s'intéresser au problème des stations de ski, et qu'il faut chercher des solutions pour limiter ou s'adapter au changement climatique.

De nombreuses stations ont déjà été contraintes de cesser leur activité. Mais la fermeture des stations de ski françaises n'est pas l'objectif retenu pour le futur : certaines stations pratiquent la fuite en avant en voulant maintenir le manteau neigeux à tout prix et d'autres veulent se diversifier ou se réinventer avec des pratiques respectueuses de l'environnement.

Pourcentages des stations de ski menacées selon l'augmentation des températures



Les fermetures de stations entraînent un manque à gagner très important pour les communes en matière de recettes fiscales, ainsi que la perte de centaines d'emplois.

Cependant, pour certaines stations, la fermeture du domaine skiable apparaît comme inéluctable. C'est principalement le cas pour des stations de basse et de moyenne montagne.

Ces stations sont les premières touchées par le changement climatique. C'est par exemple le cas pour des stations telles que *Gérardmer* dans les Vosges, ou encore *La Sambuy* (qui vient de fermer définitivement) à Faverges qui enregistrent respectivement **des déficits économiques de 1,5 million d'euros et 500 000 euros**.

Les stations connaissant des déficits économiques importants doivent donc impérativement trouver des solutions. En effet, si elles ne parviennent pas à compenser le déficit économique auquel elles font face elles sont amenées à fermer, avec une dette à payer colossale.

Cependant il est désormais possible pour ces stations de développer une économie toute autre. Il existe des activités différentes, mais pouvant se montrer toutes aussi attractives que le ski. Le plus compliqué est de convaincre la clientèle de l'attractivité de ces nouvelles activités. En effet sur 100 personnes interrogées, **95% se disent pessimistes ou très pessimistes quant à l'avenir des stations de ski**. Il va donc falloir d'une part que les stations entament une transition quant à leurs activités, et d'autre part qu'elles parviennent à convaincre leur clientèle que les nouvelles activités mises en place sont toutes aussi attrayantes que le ski.

Comment les stations de ski peuvent-elles se réinventer ?

Le manque de neige touche les stations de ski depuis maintenant plusieurs décennies. La solution idéale a tout d'abord été le canon à neige, le premier ayant été mis en place dans les Vosges en octobre 1963.

La France compterait désormais près de 15 000 canons à neige sur son territoire selon le site Peisey Info. Mais les canons à neige ne représentent pas une solution pour l'avenir.

Ils demandent en effet une quantité d'eau considérable et non négligeable. Selon le site TechnoAlpin :

“Près de 1000 mètres cubes d'eau sont nécessaires pour l'enneigement de base (env. 30 cm de hauteur de neige) d'une piste d'un hectare”.

Or, nous manquons de plus en plus d'eau. Certaines stations ont trouvé la solution des retenues collinaires pour pallier ce manque, mais ces dernières entraînent des déviations de cours d'eau.

Ces déviations sont problématiques car elles impactent les milieux aquatiques, elles réduisent le débit des cours d'eau et entraînent un rechargement moindre des nappes phréatiques. Ainsi les canons à neige, couplés aux retenues collinaires ne semblent pas être une solution pérenne.

Certaines stations françaises, telles que Bessans en Savoie, ont fait le choix du Snow Farming. Une technique bien moins polluante. Le Snow Farming consiste à stocker de la neige à la fin de l'hiver et à la recouvrir d'une importante couche de sciure afin de limiter la fonte.

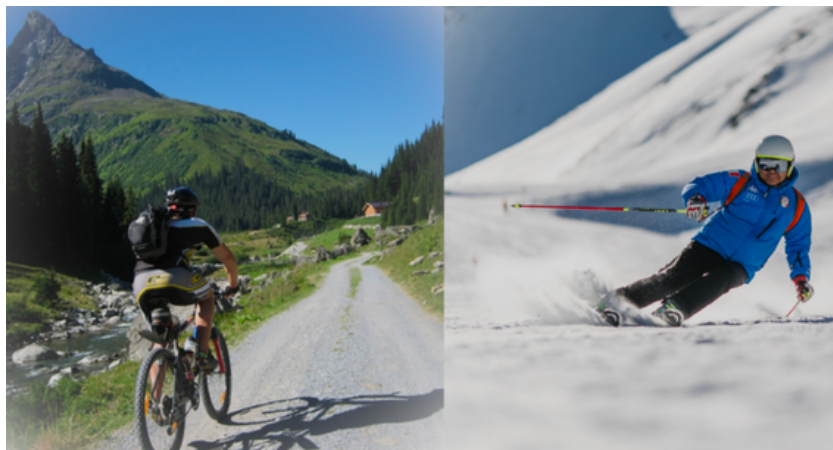
Lors de l'hiver suivant la sciure est retirée, la neige est étalée, permettant ainsi aux stations pratiquant cette technique d'ouvrir plus tôt dans la saison (souvent dès début novembre). Mais cette technique reste peu pratiquée. De plus certaines stations se servent de ce procédé en le couplant à l'utilisation de canons à neige : la neige stockée est ainsi artificielle. Pour les stations n'ayant pas les moyens et les infrastructures, cette solution semble donc compromise.

Ainsi dans certaines stations le ski semble être amené à s'éteindre. Mais ce constat ne doit pas apparaître comme une fatalité pour ces stations de ski. Ces dernières doivent développer une nouvelle économie, avec des activités différentes. Les stations doivent être innovantes si elles veulent parvenir à se maintenir à flot.

Lorsqu'il n'est pas possible de faire du ski à cause d'un enneigement insuffisant certaines stations proposent des animations, des randonnées accompagnées, du parapente, de la spéléologie... En bref les activités ne manquent pas. De nombreuses parviennent ainsi à se réinventer. Même des stations de haute montagne n'étant pour le moment pas impactées par le changement climatique et le manque de neige développent des activités parallèles au ski.

Le développement des stations 4 saisons

La solution la plus propice pour l'avenir semble être le développement des stations 4 saisons. Cette solution est adoptée par de nombreuses stations depuis quelques années, même des stations de haute montagne, telles que Courchevel ou Tignes, l'ont adoptée. Tignes, par exemple, était par le passé une station dans laquelle il était possible de skier toute l'année, son célèbre slogan était “365 jours de ski par an”. Mais la situation a bien changé, il n'est désormais possible de faire du ski d'été que de mi-juin à mi-juillet et seuls les sportifs de haut niveau peuvent accéder au glacier. Pour les autres personnes venant dans la station en été, il faut trouver d'autres activités, c'est pour cela que la station développe un modèle 4 saisons très important. Ce nouveau mode de fonctionnement des stations de ski est appuyé par le gouvernement dans son récent plan Avenir Montagne.



Une station 4 saisons vit toute l'année, avec un panel d'activités très variées. En été il est par exemple possible de faire du VTT, de la luge d'été, de la randonnée, de l'accrobranche, du tir à l'arc, de l'équitation... Toutes les stations 4 saisons sont différentes, le modèle de développement ne sera pas le même selon la taille de la station, son altitude, sa configuration...

Les stations- village par exemple auront plus de facilité. En effet, elles apparaissent comme plus familiales et agréables. Mais cela ne doit pas empêcher des stations ayant des architectures plus singulières, comme Tignes et Les Menuires, d'attirer des clients tout au long de l'année.

Depuis plusieurs années la montagne attire de plus en plus. Les épisodes caniculaires l'été étant de plus en plus fréquents et importants les gens font le choix de passer leurs vacances à la montagne. Cela leur permet d'échapper à la canicule, tout en prenant du plaisir en altitude grâce aux nombreuses activités mises en place.

Ce nouveau modèle des stations de ski permet aux clients de bénéficier d'activités très attrayantes. Ainsi les stations se réinventent, et leur modèle économique ne repose plus essentiellement sur l'hiver, mais sur des activités 4 saisons innovantes et plus respectueuses de l'environnement



Ci-dessus la station d'Avoriaz en été, véritable terrain de jeu pour les mordus de VTT de descente



Station-ville de Zermatt en Suisse avec vue sur le mont Cernin

L'Urgence d'une Transition Alimentaire Durable en réponse au Changement Climatique

Ecrit par Elouan Journée, Victor Inn & Loane Montègre

1/3 des émissions de gaz à effets de serre et 90% de la déforestation sont causées par notre système alimentaire selon l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)

Au cours du XXème siècle, notre production alimentaire a connu une augmentation considérable et a généré de multiples dégradations environnementales. Des changements sont à opérer dans notre manière de produire et de consommer notre alimentation sous menace d'engendrer des irréversibilités climatiques et socio-économiques à gérer pour les générations futures.

Un peu d'histoire...

Depuis 500 000 ans, l'alimentation de l'être humain est en perpétuelle mutation.

En commençant par chasseurs-cueilleurs nous avons découvert l'agriculture, créé les premières transformations alimentaires, le commerce, le transport, découvert la diversité des denrées aux quatre coins du Monde...

Arrivée au 19ème siècle, la révolution industrielle créa un bouleversement dans la production et la consommation de notre alimentation. Ce changement est caractérisé par la transformation des produits bruts en produits finis tels que le blé en farine, nous voilà aux prémices de l'industrie agroalimentaire moderne.

Ce dernier a permis l'amélioration, en quantité et en qualité, de notre alimentation, en découle une nette croissance du niveau de vie, de l'espérance de vie et du bien-être des individus.

Et la planète dans tout ça ?

Corrélé à cela, l'engrenage climatique continue, nous sommes face à une aberration climatique et socio-économique, d'après l'ONU (Organisation des Nations Unies) 1 personne sur 3 dans le monde ne mange pas à sa faim tandis que 30% de la nourriture produite est jetée.



Le préambule d'une nouvelle ère...

Cependant, notre système commence à se heurter à de nombreuses limites : dégradation de la biodiversité, utilisation de masse des énergies fossiles (dans la production, le transport, la transformation, la conservation...), surconsommation des ressources d'eau et des sols; sans évoquer les nombreux problèmes de santé causés par une surconsommation de sucre et de gras.

Et la planète dans tout ça ?

Corrélié à cela, l'engrenage climatique continue, nous sommes face à une aberration climatique et socio-économique, d'après l'ONU (Organisation des Nations Unis) 1 personne sur 3 dans le monde ne mange pas à sa faim, tandis que 30% de la nourriture produite est jetée.

Nous ne pouvons plus faire abstraction de l'impérativité à agir pour limiter le réchauffement climatique afin de préserver la planète et ses ressources. L'ONU a proposé 17 Objectifs de Développement Durable afin d'améliorer le monde dans sa globalité avec des objectifs socio-économiques et climatiques ambitieux tels que éradiquer "la pauvreté et les inégalités en assurant une transition écologique et solidaire à l'horizon 2030" (selon le ministère de l'écologie français). Avec l'hyperconnectivité du monde actuel, une redirection vers un système plus responsable affecterait inmanquablement le système alimentaire !

Il est donc clair qu'une seule solution possible soit envisagée, le changement.

Notre système alimentaire doit transiter vers un modèle axé sur une alimentation durable ayant de faibles conséquences climatiques, assurant une sécurité alimentaire et nutritionnelle tout en garantissant une accessibilité à ce système pour les générations futures.

Le saviez-vous ?

D'après le site du gouvernement, un français à émis en moyenne 9,5 tonnes de CO2 en 2017, et l'alimentation en était responsable à hauteur 2,1 tonnes !

Afin de mettre en marche ce changement, une transition économique est nécessaire.

Nous pourrions commencer par prendre en compte les externalités négatives et positives dans les marchés, ce qui permettrait de promouvoir les manœuvres durables au profit d'autres polluantes mais plus rentables.

Cette notion nous permet d'introduire **l'investissement** au profit de la durabilité. La transition vers une alimentation responsable et durable nécessite une levée importante de fonds afin de mettre en place tout un nouveau système. Le problème est qu'à court/ moyen terme l'investissement responsable risque d'avoir une rentabilité inférieure à d'autres investissements plus polluants, toxiques.. Pour contrer cet effet ,des incitations économiques de la part des politiques publiques doivent être mises en place telles que des avantages fiscaux, des bonus écologiques, des investissements publics massifs..

D'autres part , des incitations à une **production** responsable sont aussi nécessaires avec des subventions à l'égard de pratiques agricoles respectueuses de l'environnement (encouragé dans le pacte d'orientation pour le renouvellement des générations en agriculture) et la mise en avant des labels responsables.

A la finalité d'un **investissement** massif et une production verte, une consommation d'alimentation durable est nécessaire. Notre rôle de consommateur est déterminant puisque, plus qu'une finalité, nous pouvons devenir l'acteur du commencement vers cette nouvelle transition alimentaire !

Il est donc clair qu'une seule solution possible soit envisagée, le changement.

Un paradoxe qui pose problème

Bien que nous soyons volontaires de manger plus consciencieusement, il reste un grand pas entre nos convictions et la réalité de notre consommation. La génération Z ayant grandi avec la notion de réchauffement climatique et des conséquences dramatiques qu'il engendre est la même qui constitue la "génération Mcdo" ou allégoriquement l'uberisation. Ce paradoxe s'explique par la préférence pour l'accessibilité directe, des coûts de consommation faibles, la pression sociétale inconsciente et la publicité massive de ces empires de la restauration rapide.

Vous l'aurez compris, notre système alimentaire est à bout de souffle. Mettons nous ensemble en marche vers le changement et si vous y êtes réticent, rappelez-vous de ce beau proverbe qui dit..

“SOYONS LE CHANGEMENT QUE NOUS VOULONS VOIR DANS LE MONDE”



L'exemple de Danone

Parallèlement aux géants de l'alimentation délétère des entreprises s'engagent à façonner le monde de demain.

La multinationale Danone, leader dans l'industrie agroalimentaire, fait objet d'exemple dans ce domaine en soutenant l'agriculture régénératrice et en favorisant l'économie circulaire des emballages.

Cette société à mission redonne à l'alimentation sa place en tant que facteur d'accroissement et de santé pour les populations, tout en respectant notre planète et ses limites.

Concrètement, par où commencer ma transition durable ?

Pour protéger notre planète et notre santé, nous pouvons adopter des gestes simples au quotidien

- 1. Manger moins de viande.. mais mieux. La consommation de viande est conseillée à hauteur de 3 à 4 fois par semaine. Privilégions une viande de qualité labellisée "Label rouge" ou "Agriculture biologique"*
- 2. Consommer des produits locaux, de saison et certifiés !*
- 3. Limiter au maximum le gaspillage alimentaire*
- 4. Réduire la consommation de produits transformés au profit de produits bruts*

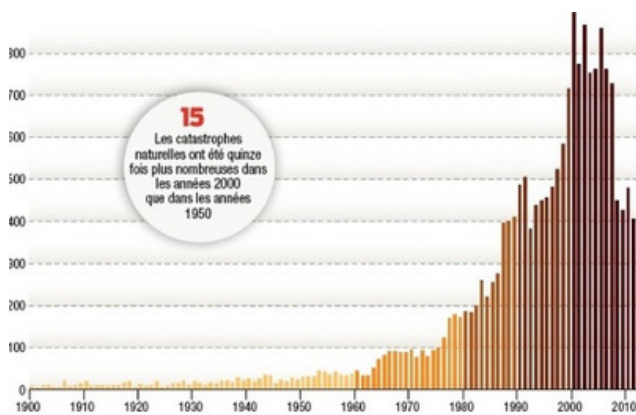
Une valeur économique à la nature

Écrit par Laura Caratis et Yoana Petit

Dans la course à la monétarisation de la nature, une question cruciale persiste : attribuer une valeur économique à la nature la protégera-t-elle réellement ?

Et si votre potager avait une valeur de 800 €, que choisiriez-vous ? Mais alors si nous arrivons à donner une valeur à la nature, parviendrons-nous à la protéger ? Grâce à sa valeur ?

Nos sociétés modernes ont toujours voulu évaluer économiquement tout ce qui nous entoure, qu'il s'agisse de biens ou de services. Il est désormais évident que tout a une valeur, sauf la nature jusqu'alors. Nous ne sommes pas sans savoir que le réchauffement climatique nous met face à des situations inédites telles que des catastrophes climatiques. Ces dernières années, nous avons dû par exemple faire face à des tempêtes, cyclones ou ouragans toujours plus violents. Selon l'ONU, en moyenne une catastrophe a été enregistrée par jour au cours des 5 dernières années, entraînant quotidiennement le décès de 115 personnes.



Source : [Nombre de catastrophes naturelles recensées par an depuis 1900 \(hors catastrophes industrielles ou complexes\)](#) | Alternatives Economiques

Mais c'est alors que nous observons que nous n'avons plus le contrôle, que nous voulons donner une valeur à ce qui peut paraître comme une ressource inestimable. En effet, malgré cette impression d'abondance que l'on a de la nature, celle-ci décline à vue d'œil. Pour simple exemple, en 2022, nous avons constaté une perte de

la superficie des forêts de 4,1 millions d'hectares, soit l'équivalent de la surface de la Suisse, ce qui a entraîné l'émission de 2,7 gigatonnes de CO₂, correspondant aux émissions annuelles de l'Inde.

Mais alors si nous arrivons à donner une valeur économique à la nature, parviendrons-nous à la protéger ?

LE CONCEPT DE MONÉTARISATION

Cela nous conduit donc à faire appel au concept de monétarisation. Dans ce cas, il s'agit de donner une valeur monétaire à la nature, à l'environnement ou à un de ses éléments écologiques.

Attribuer une valeur économique aux services rendus par la nature pourrait fournir des incitations financières pour encourager la conservation et une utilisation plus durable des ressources naturelles.

Dans la même optique, nous pourrions également penser à la financiarisation de la nature. On parle de financiarisation quand ce sont des capitaux financiers qui interviennent ou lorsque sont utilisés les mécanismes de la finance, comme la bourse ou la titrisation.

LE CONCEPT DE MONÉTARISATION

Assigner une valeur à la nature est un moyen de trouver des substituts aux services qu'elle nous rend.

Nous parlons de services écosystémiques pour définir les bénéfices gratuits que la nature offre aux sociétés humaines. Il s'agit donc d'un terme purement anthropocentré.

Ces services sont classés selon 3 types : les services d'approvisionnement (eau ou matières premières), de régulation (pollinisation), et culturels (services récréatifs et activités en plein air).

Les valeurs accordées à la biodiversité correspondent à tous les bienfaits que nous tirons directement de notre environnement. D'un côté, nous pouvons attribuer à la nature des valeurs d'usage direct (consommation, énergie, matières premières), indirect (services de régulation) et des valeurs d'option (usage potentiel dans le futur, tel que la durabilité).

LA COURSE À LA MONÉTARISATION

Différentes méthodes d'évaluation ont été mises en place dans l'optique de trouver une valeur équivalente à la nature et ses services.

Il existe 2 grandes familles de méthodes : les méthodes directes et indirectes. Les méthodes directes sont exprimées sur le marché en question contrairement aux méthodes indirectes, basées sur les individus.

Dans le cadre de la préservation de la nature, on pourra retenir la méthode indirecte des coûts d'évitement, qui se base sur la fonction d'utilité des individus, soit leur satisfaction. Elle peut être intéressante pour évaluer la valeur que ces derniers sont prêts à donner pour éviter un dommage sur la nature, en calculant les dépenses futures qu'ils évitent par leurs actions présentes pour se protéger d'une dégradation de leur environnement. Ici, même si l'intérêt est individuel, cela permet indirectement de protéger et alléger les dommages environnementaux.

Il faut noter que les méthodes d'évaluation utilisées dépendent de ce que l'on veut chiffrer, dans le temps et l'espace et de l'urgence à laquelle on fait face.

LA TAXE CARBONE

Prenons l'exemple du CO₂. Afin de limiter la pollution, le CO₂ émis fait l'objet d'une pénalisation monétaire prenant la forme de droits d'émission ou de taxation (marché carbone).

La tonne équivalent CO₂ (eq CO₂) est un indice introduit par le GIEC, permettant de comparer les impacts que les gaz à effet de serre ont sur l'environnement en simplifiant cette comparaison avec l'euro.

En 2022, la tonne d'équivalent carbone était de 90 euros selon la Banque de France. Elle a subi une augmentation significative et constante depuis les années 2000, puisqu'en 2012 par exemple, elle était de seulement 3 euros.

Ainsi, le cours de cette ressource fluctue dans le temps et sa valeur n'est pas fixe.

LE POINT DE VUE ÉCONOMIQUE

Pour en savoir plus sur le sujet, nous avons interrogé Mme Charlier, économiste de l'environnement et enseignante à l'IAE de USMB d'Annecy.

Selon elle, donner une valeur aux biens naturels implique

de donner un référentiel que nous connaissons bien: l'argent. En effet, nous sommes plus à même de comprendre les évolutions de valeur quand celles-ci correspondent à de l'argent. Suite à cette attribution de valeur, nous pourrions constater les évolutions de valeur dans le temps, savoir si les biens s'améliorent ou alors se détériorent, et ce que cela implique économiquement.

Concernant la monétisation, « il existe différents outils pour donner de la valeur, en fonction de l'urgence et du type de biens/services. Par exemple, si une espèce végétale importante est en voie de disparition sérieuse, l'outil sera la régulation et l'imposition de non-exploitation totale. Si l'urgence est moins absolue, peut s'agir de "modifications endogènes des comportements", avec des outils informationnels, comme en agissant sur les prix ou avec des labels.»

Une fois la valeur donnée, vient la question de la monétisation. Celle-ci peut prendre différentes formes en fonction de la situation. Dans certains cas, elle va donner lieu à une indemnisation.

Evidemment, les mécanismes de compensation font appel à une valeur de référence, ce qui nous montre un point essentiel de l'enjeu de la monétisation.

Mais « c'est là que la question éthique intervient. Nous avons des critères parfaitement objectifs, quantitatifs, pouvant être vus comme sous dimensionné par rapport à la valeur réelle qui est intangible ».

Finalement, malgré le fait que ces méthodes peuvent encore être perfectibles, Mme Charlier reste « convaincue que certains biens ont besoin d'être évalués ».

LE RAPPORT STERN

Nous pouvons également nous pencher sur les effets du réchauffement climatique sur l'économie, pour voir les avantages de la préservation de la nature par la monétisation.

Publié en 2006, le rapport Stern montre que la dégradation de l'environnement impact négativement le PIB des pays.

Si nous n'arrivons pas à protéger la nature au quotidien, il peut être bénéfique ici encore de lui donner une valeur, pour mettre en place les politiques nécessaires. Au-delà de l'aspect de protection et parce que nos sociétés modernes sont pour la plupart anthropocentrées, nous pouvons y voir un intérêt économique, pouvant servir de levier à la protection et favorisant la bonne croissance des pays et l'augmentation constante du PIB.

LES DÉBATS SE SOULÈVENT

Bien sûr, une question se pose. Est-il éthique de donner une valeur à la nature ?

L'évaluation économique de la nature est vue chez certains comme une « dérive néolibérale du vivant ».

De ce point de vue, fixer une valeur à la nature revient à fixer un prix à tout, tomber dans des dérives qui « désenchangent la vie ». Le risque de marchandisation est donc pour beaucoup un enjeu majeur de cet objectif de valeur pour la nature.

Nous avons pu interroger M. Denis Duperthuy, vice-président du Grand Annecy en charge des finances, conseiller municipal et conseiller communautaire, contre la monétarisation de la nature. En effet, M. Duperthuy fait partie des dirigeants de l'association Les Annéciens, qui se sont opposés récemment à la décision de la ville de mettre en place un barème de l'arbre.



Les premiers arguments sont économiques.

Il explique premièrement qu'il paraît difficile de donner une valeur économique à la nature, ne reflétant qu'un aspect objectif de ce qu'elle représente. La valeur du bois par exemple n'a pas la valeur symbolique sociale et écologique de l'arbre en lui-même.

De plus, il est possible de retrouver un effet pervers à cette monétarisation, les coûts de destruction de la nature étant intégrés aux calculs économiques.

Dans l'exemple d'un projet immobilier, le promoteur prend en compte dans son calcul la valeur des arbres qu'il va devoir supprimer et l'intégrera au coût initial de construction se répercutant sur les futurs consommateurs.

Selon l'association les notions de permissions et interdictions seraient plus pertinentes pour protéger la nature, car il n'y a pas de détournement possible. Il est vrai que donner une valeur à la nature peut aider à la dédommager, mais il est justement trop simple de l'intégrer dans les coûts.

Fixer une valeur ne garantit donc pas que tout le monde prenne des décisions pour la protéger.

Mais la question éthique reste la plus forte.

La monétarisation de la nature fait appel à une forme de dénaturation et d'objectivisation de la nature et tout ce qui la compose. « Il a bien sûr une sphère économique, qui a un grand rôle à jouer dans la société, mais tout dans la vie n'est pas économique : il faut réussir à dessiner des frontières sur le fait qu'il y a plusieurs sphères dans la vie. Le chant d'un oiseau dans un arbre, la fraîcheur qu'il amène en été ne doivent pas être vus sous l'aspect économique, pour ne pas laisser partir la forme d'enchantement des choses naturelles, ou de réalité ressentie par les individus ». La nature est un bien commun à l'humanité, auquel on doit donner un statut particulier.

Ainsi, pour protéger autrement la nature, les solutions peuvent être la réglementation ou les aides financières au bénéfice des villes ou pays en manque de moyens pour protéger la nature efficacement. La réglementation évite le détournement des normes par l'argent.

En outre, nous pouvons y voir une opportunité de création d'emplois, spécialisés dans la protection et la conservation de la biodiversité, comme une manière de rémunérer les services écosystémiques de la meilleure des manières.

Globalement et à tous les niveaux, l'important est la sensibilisation et l'action collective. Comprendre qu'il est indispensable de protéger la nature, que sans elle l'économie n'existe pas, et qu'il y a des choses que l'Homme ne maîtrise pas. Finalement, nous pourrions dire qu'avant de penser donner une valeur économique

à la nature, il faut lui attribuer une valeur sociale.

ET À L'ÉTRANGER

À une autre échelle, il peut être intéressant de regarder dans d'autres points géographiquement éloignés.

Nous avons eu la chance de rencontrer cette année un indigène de Colombie, nous ayant expliqué leurs modes de vie et leur rapport à la nature.

En effet, ces peuples ont pour point commun un profond respect pour la nature.

Prendre soin et vivre en harmonie avec la nature fait partie intégrante de leur quotidien, c'est pourquoi elle à une valeur inestimable à leurs yeux.

Aujourd'hui, les peuples indigènes sont une minorité représentant 3% de la population sur Terre, et détenant malgré cela 80% de la biodiversité sur leurs territoires. Ils sont la preuve que donner une valeur morale et non économique à la nature peut fonctionner et suffire pour la protéger.

Évidemment, il faut prendre en compte leurs modes de vie pour comprendre comment cela est possible. Mais nous pouvons donc mettre en lumière le problème suivant: nos sociétés modernes sont anthropocentrées et cela va peut-être au-delà de donner une valeur à la nature.

Par Laura Caratis et Yoana Petit

CONCLUSION

L'évaluation de la valeur de la nature fait l'objet de nombreuses études et controverses. Des travaux comme ceux de Stern montrent l'importance de la nature et ses services écosystémiques dans nos économies.

Naît donc de cette problématique l'enjeu de la protection de la nature par la monétarisation, se heurtant aux questions éthiques.

De plus, la dimension de la juridiction peut s'ajouter au débat. Celle-ci est à prendre en considération dans le cadre de la mise en place de politiques et de mesures pour la protection de l'environnement. Rappelons l'exemple de la catastrophe d'Exxon Valdez, ayant causé le déversement de 42 millions de litres de pétrole brut au large de l'Alaska. De nombreux procès ont eu lieu afin de dédommager les personnes directement impactées par ce désastre, sollicitant donc le fait de donner une valeur à des éléments naturels. Depuis, de nombreuses législations et réglementations ont vu le jour afin de prévenir l'arrivée de tels incidents, et de protéger la nature, pour assurer un équilibre durable entre humanité et environnement



La transition écologique, un changement de cap dans nos habitudes de consommation !

Tout le monde en est conscient, entre chaleur extrême et tempêtes orageuses, les populations doivent s'adapter au changement climatique. Consommateurs et producteurs se retrouvent alors confrontés à des modifications de leurs comportements d'achat.

Selon le ministère français de la transition écologique, en 2020, pour près de deux Français sur cinq, la volonté de « laisser aux générations futures un environnement de qualité » est la principale raison d'agir à l'échelle individuelle en faveur de l'environnement.

Cette préoccupation croissante au sein de nos sociétés s'explique par l'urgence d'agir avant que les conséquences ne deviennent irréversibles, ce qui affecterait considérablement la vie de l'Homme. Cela implique en particulier de faire face à la disponibilité limitée des ressources.

L'ÉCONOMIE CONFRONTÉE À LA RARÉFACTION DES RESSOURCES

Notre économie actuelle fait face à ses propres limites : c'est le cas de l'épuisement des ressources. En effet, bien que nous pensions que les ressources sont disponibles en abondance ; en réalité, elles sont limitées.

Cela renvoie au concept de la rareté relative des ressources qui se caractérise par l'écart entre la demande croissante de ressources et les limites intrinsèques de la planète. En d'autres termes, la demande excède l'offre de la planète, ce qui pose problème.

Il existe plusieurs formes de raretés dont une prédominante pour notre société : les raretés anciennes. Effectivement, l'insuffisance de ces dernières a des répercussions majeures sur l'économie dans sa totalité.

L'exemple le plus évocateur est le pétrole : sachant que notre économie est fortement dépendante de cette ressource, toute pénurie aurait des conséquences dévastatrices pour la société.

Vous l'aurez compris, l'économie n'a pas d'autre choix que de prendre en considération ces conclusions. Dans le cas contraire, elle causera sa propre perte : l'insuffisance des ressources entraînera de nombreux conflits et inégalités.

Face à ces constats, cette dernière se doit de tendre vers un modèle économique et social durable d'où l'avènement de la transition écologique.

LES ENTREPRISES FACE À LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE

La transition écologique implique d'adopter de nouvelles approches de consommation, de production, de travail et de vie collective dans le but de relever les défis du changement climatique. Par conséquent, sa réalisation nécessite des modifications dans nos méthodes de production et de consommation.

Pour les entreprises développées, l'adaptation risque de prendre du temps et de l'argent.

Bien que l'ensemble de la société soit déjà touchée par les conséquences du réchauffement climatique, les entreprises sont au premier rang dans la réduction des émissions de gaz à effet de serre.

Face à l'urgence climatique, les entreprises doivent remettre en cause l'intégralité de leur chaîne de production pour rester dans une trajectoire de croissance durable. Ce qui pose problème, c'est que les conséquences du changement climatique ne sont pas symétriques en fonction de la localisation géographique des entreprises : le climat ne sera pas le même en France et en Amérique du Sud.

“7 ENTREPRISES SUR 10 TOUTS SECTEURS CONFONDUS N'ONT PAS ENCORE ÉTABLI DE PLAN POUR SOUTENIR LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE”

Jusqu'ici, les entreprises sont habituées à s'adapter au contexte économique, social et politique en perpétuel changement. Elles sont capables de trouver des solutions techniques et organisationnelles appropriées.

Cependant, l'aspect environnemental se veut plus incertain : leur organisation traditionnelle ne permet plus de gérer les conséquences pour s'en prémunir.

Le constat est clair : la transition écologique ne se fera pas sans une transformation profonde des industries. Le défi n'est pas tant le manque de volonté, mais plutôt les coûts considérables pour les entreprises. Selon l'étude menée par l'Observatoire des territoires : 7 entreprises sur 10 tous secteurs confondus n'ont pas encore établi de plan pour soutenir la transition écologique. En effet, l'adaptation au changement climatique entraînera une réduction du revenu mondial de 23 000 milliards de dollars en 2050. Toutefois, il serait irrationnel d'attendre pour économiser puisque cette inaction coûterait environ 1 000 milliards plus cher qu'en anticipant.

UNE OPPORTUNITÉ POUR CRÉER SA PROPRE ENTREPRISE

« Si on ne saute pas sur l'occasion quand un rendez-vous comme celui-là nous est proposé, c'est qu'on n'a pas conscience de l'importance du sujet » d'après Julien Dière, fondateur de Hydequip, une entreprise d'équipements électro-hydrauliques.

Selon lui, il est difficile d'engager une transition écologique avec une organisation déjà établie et un manque de ressources financières et humaines. Les nouvelles entreprises ont donc plus que jamais l'opportunité d'émerger dans ce cadre d'un développement plus durable.

Il est essentiel de minimiser l'empreinte écologique tout en maintenant une rentabilité économique.

Les entreprises intégrant dès leur début la Responsabilité Sociale des Entreprises bénéficient de nombreux avantages comme la réduction des coûts de production mais aussi une image de marque positive pour les consommateurs.

EXEMPLE DE LHYFE



Fondée en 2017 par Matthieu Guesné, Lhyfe est une entreprise qui produit de l'hydrogène vert et renouvelable. Sa levée de fonds de 28 millions d'euros lui permettra d'installer son premier site en Vendée et doubler ses effectifs.

Même si de nombreuses entreprises s'engagent réellement en faveur de l'environnement, certaines utilisent la transition écologique comme un argument marketing. En réalité, les actions mises en place sont trompeuses et superficielles : cela correspond au greenwashing. C'est le cas d'Air France ou de Total qui annoncent un produit ou service respectueux de l'environnement alors qu'en réalité il ne l'est pas ce qui est contraire aux pratiques durables.

Dans l'ensemble, les producteurs s'adaptent à la transition écologique, mais c'est aux consommateurs de faire des choix durables pour promouvoir un mode de vie respectueux de l'environnement. Ce qui a conduit à l'émergence de nouveaux comportements d'achat.

“40 % des jeunes interrogés se disent très préoccupés par le changement climatique”

Pour expliquer au mieux ces nouvelles manières de consommer nous avons réalisé une enquête. Les résultats ont été certainement impactés par le public ayant participé : en effet, notre étude se limitait aux étudiants de l'Université Savoie Mont Blanc et visait les 17-25 ans. En raison de la taille limitée de l'échantillon de participants, notre enquête n'est pas représentative de cette tranche d'âge.



Effectivement, nous avons réalisé un sondage qui a permis de mettre en évidence des points clés comme l'engagement des jeunes dans la transition écologique et leur volonté de prendre des mesures concrètes pour protéger l'environnement. Comme cité précédemment “40% des jeunes interrogés se disent très préoccupés par le changement climatique”.

Face à cette première conclusion, une majorité des jeunes enquêtés ont changé leurs habitudes de consommation pour réduire leur impact environnemental.

Concrètement l'engagement des jeunes passe par des gestes simples et quotidiens comme le tri des déchets à 88%, l'emploi d'une gourde réutilisable au lieu de bouteilles en plastique à 82% et l'utilisation des transports en commun quotidiennement à 72% .

D'après l'étude menée par le gouvernement 74% des 30-39 ans consommeraient régulièrement des produits bio et durables contre seulement 30% des 17-25 ans dans notre sondage. Cela s'explique principalement par une différence de niveau de vie majeure entre ces deux classes d'âges. Dans l'étude du gouvernement, les Français âgés de 70 ans et plus sont ceux qui recourent le moins à l'alimentation bio. Pour autant, on ne peut pas affirmer que la tranche d'âge des 70 ans et plus agit moins que les autres. En effet, leurs actions pour lutter contre le changement climatique sont tout de même bien présentes.

Selon notre âge, nous avons donc diverses manières d'agir en faveur de l'environnement entre autres, car nos motivations sont différentes. Il y a donc une capacité inégale des ménages à se diriger vers des habitudes plus responsables bien que la grande majorité des consommateurs soit convaincue de l'importance des enjeux environnementaux.

CONCLUSION

C'est une évidence, le monde change sous l'effet du réchauffement climatique. Notre économie moderne, fondée sur une énergie abordable et immédiatement disponible fournie par les combustibles fossiles, nécessite une transformation profonde. Pour des raisons économiques, sociales et surtout environnementales, le monde a besoin de l'action de chacun pour se tourner vers une croissance durable. Nous savons que retarder l'engagement des entreprises et celui des consommateurs serait payer le coût de l'inaction dans quelques années et nous serions plus touchés par les conséquences irréversibles. Mobilisez-vous pour créer ensemble un monde plus durable dont notre survie dépend.

Par Solène Fillatre, Éléa Fiardi, Emma Da Cunha



JEUX OLYMPIQUES PARIS 2024



Jeux Olympiques, Jeux Sociales et Economiques

Ecrit par Raphael Jacquier, Jean Luc Ioko et Fabien Nicolovici

Avec un investissement colossal de 12 milliards d'euros prévu pour les Jeux Olympiques de 2024, Paris se prépare à être le théâtre d'un spectacle économique sans précédent.



Au-delà des exploits sportifs, ce reportage explore les ramifications financières, dévoilant les conséquences anticipées et les opportunités potentielles qui façonneront le destin des entreprises et des particuliers dans cette aventure olympique.

Nous pouvons donc nous demander si ces Jeux Olympiques seront réellement bénéfiques à Paris et même à La France en général grâce aux bénéfices économiques que cela va apporter mais aussi grâce à la publicité que cela va faire pour le pays, ou si cet évènement sera perçu comme un échec à cause des dérangements causés pour la population Parisienne ou même économique à long terme en regardant si le budget va être respecté et les nouvelles infrastructures utilisées à long terme. Ce reportage plonge donc dans l'analyse des conséquences prévues et potentielles des jeux olympiques 2024 sur le tissu économique français. Des perspectives sur les investissements aux opportunités d'affaires imminentes en passant par les répercussions sur l'emploi et le quotidien des citoyens nous explorerons les divers points de vue de cet évènement économique.

Un événement qui cache un concept clé.

Pour cela nous devons donc introduire le concept clé qui va nous guider tout au long de cet article : **les externalités.**

Nous appelons externalités ou effets externes des transferts de valeur sans compensation monétaire qui dépendent des décisions d'autres producteurs (effets externes de la production) ou d'autres individus (effets externes de la consommation). Ces effets externes résultent de l'interdépendance entre les agents économiques du système de production. Ces externalités peuvent être *négatives* ou *positives*.

La pollution causée par les terrains industriels est un exemple d'externalité négative.

En effet, les activités industrielles génèrent des coûts négatifs, qui sont supportés non pas par les entreprises polluantes mais par l'ensemble des communautés touchées par les impacts négatifs. C'est pour cette raison que les économistes ont défendu le principe du pollueur-payeur, qui permet d'internaliser les coûts de la pollution industrielle. D'un autre côté l'ouverture d'un parc aquatique à proximité d'un restaurant est un exemple d'externalité positive car le restaurant va bénéficier de l'affluence de personne pour avoir plus de clients dans son restaurant.

Pigou lorsqu'il a présenté son concept de l'économie du bien-être a étudié des situations non optimales où l'augmentation du bien être pour un agent économique entraînait la baisse du bien être pour un autre agent et a alors mis en avant le concept d'externalités.



Les JO vont être source de nombreuses actions. Ces actions vont être génératrices de nombreuses externalités, certaines seront positives et d'autres négatives. Ce qu'il faut retenir c'est que les JO vont avoir un impact sur l'ensemble des agents économiques. Nous verrons donc ici le point de vue des externalités positives pour les entreprises et le point des externalités négatifs avec les habitants Parisiens.

Des Jeux entraînant des externalités positives...

Les Jeux Olympiques de Paris 2024 représentent un événement d'ampleur, générant des impacts économiques et sociaux substantiels. Selon une étude du Centre de Droit et d'Economie du Sport (CDES), l'impact économique lié à l'organisation des Jeux Olympiques est estimé entre 5,3 et 10,7 Milliards d'euros. Ces Jeux ont le potentiel d'élever l'image et la renommée de la ville hôte, tout en stimulant le tourisme et en favorisant le développement durable.

Les JO peuvent stimuler l'économie locale en attirant des touristes, des investissements et en créant des emplois temporaires et permanents dans les secteurs du tourisme, de la construction, de l'hôtellerie, etc.



Les Jeux olympiques nécessitent souvent des investissements dans les infrastructures, comme la construction de stades, de logements, de transports en commun, etc. Ces améliorations peuvent bénéficier à la ville même après les Jeux, améliorant la qualité de vie pour les résidents. Ainsi pour février un village des médias sera bâti à Dugny, en Seine-Saint-Denis pour héberger 24 000 journalistes et 1300 professionnels des médias. Une question peut être posée, lorsqu'aura lieu la fin des JO le bâtiment vont-ils être détruits ou alors redistribués aux locaux ?

L'objectif est souvent de maximiser l'utilisation à long terme de ces bâtiments pour bénéficier à la communauté locale, au-delà de la période des Jeux.

... Mais aussi des externalités négatives

Les coûts de préparation et d'organisation des Jeux olympiques peuvent souvent dépasser les estimations initiales, laissant aux gouvernements locaux des dépenses considérables à supporter. (Retour vers le passé).

Les Jeux peuvent perturber la vie quotidienne des habitants en raison de la construction, de la congestion, des restrictions de déplacement et de la hausse temporaire des prix.

"À Paris, c'est déjà plus de 5.000 chambres qui ont été déconventionnées, mettant les familles à la rue"

Explique Ink., Le membre de Youth For Climate évoque également *"l'énorme rôle de Airbnb (sponsor des JO 2024) qui va faire un énorme profit et faire exploser la hausse des loyers dans la cité phocéenne"*, ainsi que la réquisition des logements étudiants CROUS

Les villes où les pays hôtes peuvent contracter des dettes importantes pour financer les infrastructures nécessaires aux Jeux, ce qui peut être difficile à rembourser.

La construction d'infrastructures et l'organisation des Jeux peuvent avoir un impact sur l'environnement, comme la destruction d'espaces naturels, la consommation d'énergie, et la production de déchets. Les JO n'ont jamais respecté leurs taux d'émissions.

Nous comprenons donc qu'un équilibre entre bénéfiques économiques, sociaux et environnementaux va devoir être trouvé pour faire de ces Jeux Olympiques un succès.

Témoignage laissé par un parisien :

« Je veux partir pour ne pas subir la cohue dans les transports, les prix exorbitants pratiqués dans les bars et les restos, la fermeture des quais de Seine avant la cérémonie d'ouverture alors que je cours beaucoup... »

Les effets de l'expulsion des étudiants de leurs logements Crous.

L'organisation des Jeux olympiques de Paris 2024 pose également des difficultés pour les étudiants, notamment en matière de logement.

Plus de 2 000 étudiants vont devoir quitter leur logement Crous, qui vont être réquisitionnés par l'Etat pour pouvoir loger les agents publics mobilisés pendant les Jeux, comme les forces de l'ordre, les soignants et les pompiers. Cette décision a été contestée en justice par des associations étudiantes, qui dénoncent une atteinte au droit au logement et à la continuité des études.

Face à cette situation, la ministre de l'Enseignement supérieur, Sylvie Retailleau, a annoncé que les étudiants concernés recevront une indemnité de 100 euros et deux places pour assister à des épreuves olympiques.

Elle a également assuré que les étudiants seront relogés sans surcoût dans d'autres résidences Crous en Île-de-France, s'ils en font la demande. Elle a rappelé que les Jeux olympiques de Paris 2024 permettront de créer de nouveaux logements étudiants après les Jeux, grâce à la reconversion des infrastructures olympiques.

Cette mesure d'indemnisation et de relogement vise à limiter les conséquences négatives de la réquisition des logements étudiants, qui pourrait entraîner des perturbations dans les études, des difficultés financières ou des problèmes de mobilité pour les étudiants. Les étudiants expulsés ne pourront pas profiter pleinement des jeux olympiques même s'ils auront 2 places offertes. (Le Figaro, Le Point, Campus France / 2023)

Logement de courte durée

Les Jeux Olympiques de Paris vont être un événement sportif et culturel qui attirera des millions de visiteurs du monde entier. Pour se loger, ces derniers auront le choix entre les hôtels et les logements de location courte durée, comme Airbnb.

La location de courte durée implique la location d'un logement meublé qui peut être à la nuit, à la

semaine ou au mois, qui est destinée à une clientèle de passage. Ce mode de location est très prisé par les touristes.

Pendant les Jeux olympiques de Paris 2024, prévus du 26 juillet au 11 août, la demande de locations de courte durée devrait fortement augmenter, entraînant une hausse des tarifs.

Le tarif moyen d'une nuit à Paris était de 330 euros en octobre 2023 et va passer à 990 euros pendant les Jeux Olympiques, soit une augmentation de 200 %.

Les arrondissements avec la nuit en moyenne la plus chère seraient le VIII^e (avec 2 436 euros par nuit) et le I^{er} (avec 1 916 euros par nuit), les moins chers seraient le XX^e (avec 592 euros par nuit) et le XIX^e (avec 608 euros par nuit). Les villes d'Île-de-France accueillant des épreuves olympiques, telles que Saint-Denis ou bien Nanterre connaîtraient également une hausse des tarifs, variant de 300 à 600 euros par nuit. Les propriétaires de locations de courte durée pourraient réaliser des profits conséquents. Les propriétaires de locations de courte durée participent au budget des Jeux grâce à la taxe de séjour qui pourrait rapporter 12 millions d'euros à la ville de Paris pendant les Jeux. (Parsport, boursobank, newsairbnb / 2023)



Les éléphants blancs :

Les vestiges des Jeux Olympiques

Ecrit Par Louis Valtel, Elisa Varignier et Celeste Achard

L'organisation des Jeux Olympiques (JO), que tous les pays s'arrachent, n'est pas aussi rentable qu'on le pense. En effet, de part les infrastructures mises en place et la forte organisation que cela nécessite, les coûts deviennent souvent exorbitants, et quand tout est fini, les villes accueillantes gardent parfois des séquelles à travers des infrastructures inutilisées et encombrantes.

Depuis 20 ans, 50 millions d'euros sont dépensés chaque année dans des infrastructures inanimées, pour des JO partis depuis longtemps. (Sport et société - 2021)

“Des budgets largement dépassés...”

“Des budgets largement dépassés...” Le report d'un an des Jeux Olympiques de Tokyo en raison de la pandémie, est estimé avoir entraîné des coûts de 2,8 milliards de dollars pour le Japon (les deux tiers financés par des fonds publics). Cela s'ajoute à un projet qui avait déjà dépassé son budget initial. En effet, lorsque Tokyo a remporté l'organisation des Jeux en 2013, le comité de candidature anticipait une dépense finale de 7,3 milliards de dollars. Cependant, cette estimation a été révisée à la hausse en décembre 2019, atteignant 12,6 milliards de dollars avant le report, puis grim pant à 22 milliards de dollars. Selon les rapports des journaux financiers Nikkei et Asahi, le coût réel de l'organisation des Jeux Olympiques devrait finalement atteindre 28 milliards de dollars (figure 1).

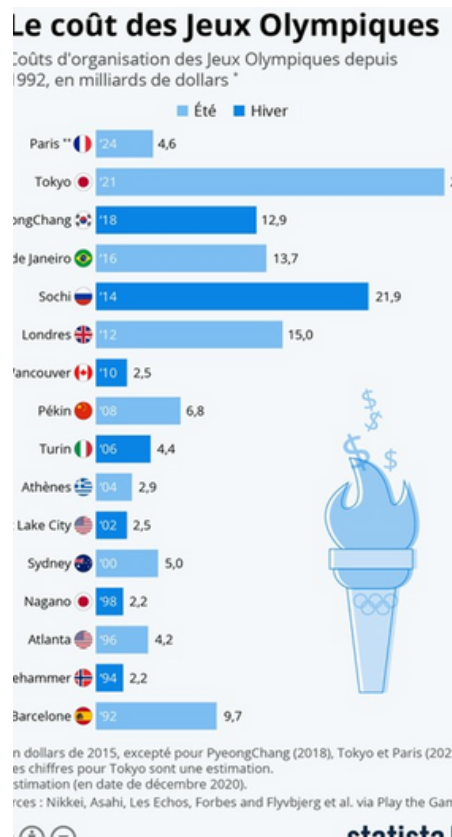


FIGURE 1, STATISTA 2021

Si cette somme se confirme, les Jeux d'été de Tokyo deviendront les plus coûteux de l'histoire récente. (Statista-2021)

Externalités

Ce concept a souvent été utilisé pour désigner la nuisance d'une activité économique sur l'environnement et ses communautés (biodiversité, population animale, habitats...). Mais de manière précise, une externalité désigne un effet secondaire, un impact de l'activité principale d'un agent, qu'il soit économique ou non, sur quelqu'un ou quelque chose qui n'a aucun lien avec cette activité. Sans qu'il n'y ait de dépense ou de compensation financière en contrepartie. Il en existe deux sortes: l'**externalité négative** qui survient lorsqu'une organisation, une entreprise ou un agent, de par son activité, a des effets négatifs sur d'autres agents sans les indemniser. À contrario, l'**externalité positive**, ce sont les effets positifs que peut avoir un agent sur un autre, sans que celui-ci ait payé pour en bénéficier.

La problématique des "éléphants blancs"

L'expression « éléphant blanc » désigne un mégaprojet, souvent d'infrastructure, qui amène plus de coûts que de bénéfices à la collectivité. D'après Jérémy MOULARD "À partir des années 90 - 2000, avec les problèmes des JO de 2010, la coupe du monde au Brésil en 2014, etc, il y a eu une succession de naissances d'éléphants blancs. Dans les 15 - 20 dernières années, les gens commencent à être dans une optique de durabilité et de conscience écologique." Pour la petite histoire, la métaphore de l'éléphant blanc provient de la tradition des princes indiens qui s'offraient ce cadeau somptueux. . Selon Carmen Grasmick, codirectrice de l'association de protection de la montagne Mountain Wilderness, on estime à 3000 le nombre d'aménagements abandonnés dans les montagnes françaises. (voir figure 2). Ces infrastructures restent donc des dépenses constantes pour les territoires qui les possèdent. Wladimir Andreff, économiste, souligne que le coût réel des investissements pour les JO dépasse systématiquement de 30 % au moins le coût initialement annoncé. Il cite l'exemple des Jeux d'été de Munich en 1972 et mentionne une augmentation pouvant atteindre jusqu'à 400 % pour les Jeux de Londres en 2012. (wedemain - 2014)

À l'époque de Grenoble, la ville connaît une croissance économique et démographique si remarquable qu'on évoque communément le "miracle grenoblois".

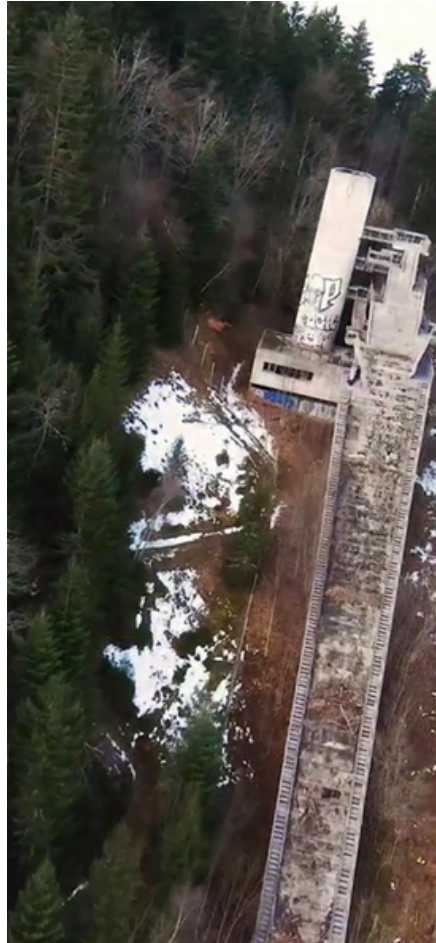


figure 2, Grenoble: rampe de ski des JO de 1968 à l'abandon

“Au-delà de la simple organisation d'un événement sportif, cette initiative revêt un caractère d'opération d'intérêt national.”

Au-delà de la construction d'un stade et d'un village olympique, Grenoble entreprend la création d'une nouvelle mairie, d'un nouvel hôpital, d'un hôtel de police, d'une caserne de pompiers,

d'une maison de la culture, d'un palais des expositions, d'une nouvelle gare de voyageurs, d'un nouvel aéroport, ainsi que d'une nouvelle autoroute la reliant à Lyon, sans oublier plusieurs axes routiers. Au-delà de la simple organisation d'un événement sportif, cette initiative revêt un caractère d'opération d'intérêt national. En revanche, il existe des situations où les choix n'ont pas été optimaux pour les populations locales. Selon J.MOULARD, “Ces infrastructures sont coûteuses à construire, la problématique est que derrière elles ne répondent pas aux besoins des populations (exemple: nombre de places trop important dans les stades construits pour la coupe du monde au Qatar). (...) Cela peut amener à des problématiques d'image; comme le déplacement des populations et les structures délaissées.”. Un comité interministériel est mis en place en janvier 1966, sous la présidence du Premier ministre, afin d'étudier les problématiques liées à cette organisation. Il est donc crucial de noter que l'État assume une part significative, prenant en charge les trois quarts d'un investissement global de 1,1 milliard de francs (soit aujourd'hui 1,6 milliards d'euro). (wedemain - 2014)

La catastrophe grecque de 2004...

Près de la moitié du budget total des Jeux a été allouée à la transformation de la ville (figure 4) et, de manière plus générale, de la Grèce, à travers des projets tels que la construction d'un tramway, d'un réseau de transport suburbain, et enfin la modernisation et l'extension du métro d'Athènes. Ces initiatives ont apporté des avantages directs à la population.

Cependant, en ce qui concerne les installations sportives, la ville grecque n'a pas réussi à anticiper la période post-olympique, devenant ainsi un exemple de ce qu'il faut éviter. En optant pour la construction de l'ensemble des sites de compétition, la capitale a fait un choix surprenant en matière de durabilité. À ce jour, seulement 30% des sites de compétition ont été réaménagés, laissant les autres sous la forme d'énormes "éléphants blancs", terme utilisé par les critiques des Jeux d'Athènes 2004. En plus du coût total de 9 milliards d'euros, dont une partie provient du soutien financier de l'UE, l'État grec et sa capitale doivent consacrer chaque année, depuis la fin des Jeux, 50 millions d'euros à l'entretien des sites olympiques à l'abandon. (sportetsociete - 2021)

Figure 4 , Répartition des dépenses olympiques sur le budget de l'État - 2015

Paris 2024: un projet qui semble plus raisonnable ...

Les budgets présentés ci-dessus (figure 3) illustrent clairement l'intention de concevoir un projet olympique qui optimise l'utilisation des installations et infrastructures existantes. Telles que des enceintes sportives majeures comme le Stade de France, un système de transport public dense et performant, des aéroports dotés d'une capacité suffisante, ainsi qu'un hébergement en quantité et en qualité adéquates. De plus, l'intégration d'infrastructures temporaires contribue également à contenir ces investissements. (international.franceolympique).

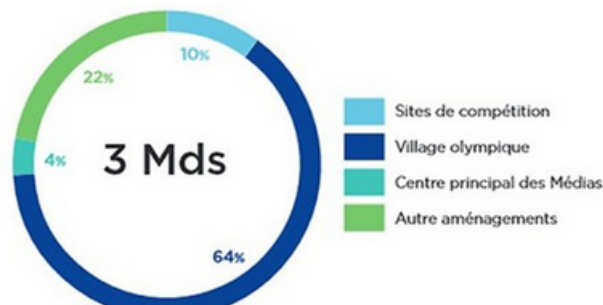
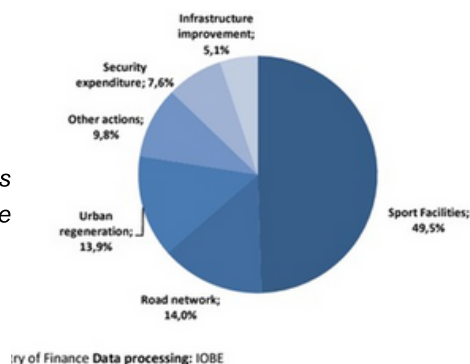


Figure 3, budget prévisionnel des JO Paris 2024



“Pour le futur des JO, il y aurait 4 solutions: Organiser dans des endroits qui ont déjà des équipements. Par exemple, pour les JO de Paris 2024, ils ont utilisé 95 % des équipements déjà existants. Co-organiser: Organiser les JO dans plusieurs pays à la fois. Création d'un site olympique mondial à Lausanne: idée de Pierre de Coubertin. Utiliser un seul et même lieu, à chaque fois. Organiser des JO mais sans spectateurs, uniquement avec les acteurs. C'est une théorie plus qu'une réalité.”, comme nous l'a évoqué J.MOULARD.

Jérémy MOULARD, docteur en management du sport, l'Institut universitaire des sciences du sport de Lausanne en tant que chercheur et expert en stades. Cofondateur de MatchDay Sport Consultancy qui accompagne les autorités publiques et les associations sportives dans l'évaluation, la conception, la planification et le développement de politiques sportives, dans leurs projets d'équipements et le respect des trois du développement durable: économique, social et environnemental.

100 EUROS ET 2 BILLETS POUR LES JEUX OLYMPIQUES CONTRE UN LOGEMENT RÉQUISITIONNÉ, LE PRIX DES JO POUR LES ÉTUDIANTS PARISIENS

Écrit par Mathilde Bernole, Constance Barreaux, Lina Diaferia

Le compte à rebours des Jeux Olympiques de 2024 a commencé, mais pour plus de 3 000 étudiants, c'est synonyme de délogement.

Cette décision exceptionnelle fait déjà réagir la communauté étudiante, confrontée à la perspective de devoir quitter leurs logements à partir du 1er juillet 2024.

Cette décision n'est-elle pas le reflet de la place accordée aux étudiants au sein de notre société ?

PARIS 2024

Les Jeux Olympiques (JO) sont un événement sportif international qui se déroule tous les 4 ans, et qui met en compétition les athlètes de nombreux pays dans un très grand nombre de disciplines sportives. Paris n'avait pas vécu cela depuis 1924. Cette année, les JO d'été vont se dérouler en partie dans la capitale du 26 juillet 2024 au dimanche 11 août 2024 et du 28 août au 8 septembre pour les jeux paralympiques.

Ainsi, la ville compte accueillir pas moins d'un demi-million de personnes, les loger, mais aussi assurer leur sécurité.

Depuis leur création, les JO sont donc un événement à forte influence qui génère de nombreux avantages économiques et sociaux pour le pays organisateur.

Ils permettent de stimuler la croissance grâce aux investissements dans les infrastructures, de développer le tourisme en mettant en avant la ville de Paris, mais aussi la création d'emplois temporaires. Au total, cet événement mondial va permettre de générer 181 000 emplois dans les secteurs du tourisme, de la sécurité, de la construction mais aussi principalement liés à l'organisation des Jeux. De plus, d'un point de vue social, ils renforcent la présence de l'héritage sportif et culturel pour les générations à venir mais aussi la promotion du sport pour un mode de vie sain et actif des populations. Cependant, tandis que les JO promettent des retombées positives sur l'économie, la réquisition des logements Crous suscite de grandes

préoccupations pour les étudiants en situation de précarité faisant face à cette situation.

Les étudiants se battent pour l'or, mais les propriétaires décrochent l'argent avec la hausse des loyers

Paris se prépare donc à réquisitionner pas moins de 3200 logements en résidence Crous dans le but d'héberger les personnes impliquées dans l'organisation de l'événement. Une décision qui soulève des inquiétudes, en particulier parmi les 2200 étudiants qui devront être relogés pour libérer de l'espace pour les services publics.

Cependant, au-delà de la logistique s'ajoute le problème persistant du coût élevé des logements dans la capitale, renforcé par l'arrivée imminente des JO.

En moyenne, un logement du Crous à Paris s'élève à environ 460 euros par mois, toutes charges comprises. En comparaison, un appartement de taille similaire au Crous de Strasbourg coûte seulement 300 euros TTC. Une disparité frappante entre les deux villes qui permet de mettre en lumière les défis financiers auxquels sont confrontés les étudiants parisiens.

Lorsqu'on examine les logements étudiants hors du Crous, la différence de coût devient encore plus prononcée. À Paris, le loyer moyen s'élève à environ 800 euros TTC, tandis qu'à Grenoble, la même taille d'appartement revient à environ 600 euros. Une réalité qui accentue la pression financière sur les étudiants de la capitale déjà vulnérables.

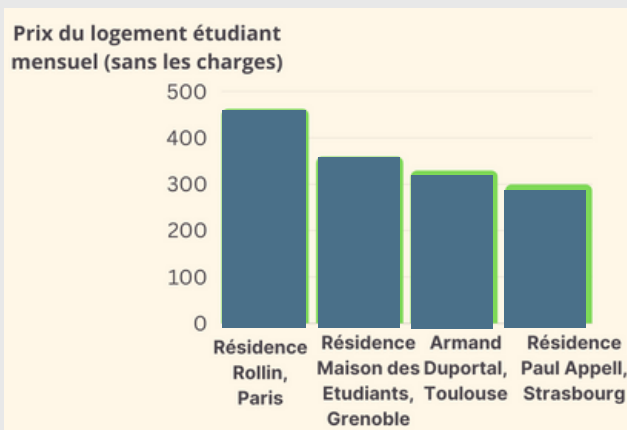


Figure 1 : Comparaison des loyers de logements étudiant dans différentes ville françaises en résidences Crous : <https://www.lescrous.fr/>

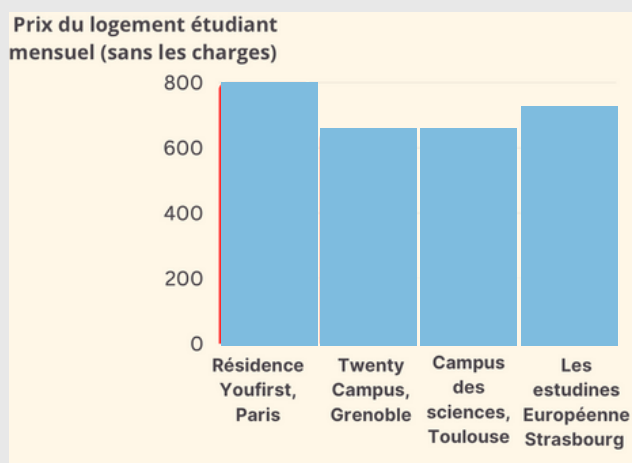


Figure 2 : Comparaison des loyers de logements étudiant dans différentes ville françaises en résidences privées : <https://www.studapart.com/fr?>

2 MOIS DE FORTE AUGMENTATION À PRÉVOIR

L'approche des JO à Paris suscite également des préoccupations croissantes quant à son impact sur le coût de la vie, en particulier en ce qui concerne le secteur de l'immobilier saisonnier et de l'hôtellerie. Les acteurs économiques, tant professionnels que particuliers, semblent saisir l'occasion de maximiser leurs marges lors de cet événement d'envergure. Selon un communiqué de l'Office du tourisme et des congrès de Paris (OTCP), une augmentation significative des prix des chambres d'hôtel est à prévoir, atteignant environ 314%. Cette flambée tarifaire se traduirait

également par une multiplication des prix des locations à court terme, avec une fourchette allant de 4 à 6 fois le tarif quotidien habituel, selon un article du Parisien daté du 27 juillet 2023.

Cette hausse vertigineuse s'ajoute aux coûts déjà élevés des loyers en région parisienne, créant une situation problématique pour les étudiants. Pour ces derniers, envisager la location d'un studio pendant les deux mois d'été sans un soutien financier adéquat devient quasiment impossible. L'incertitude gouvernementale non seulement concernant le relogement pendant la période des JO, mais également les aspects logistiques liés à un éventuel déménagement ne fait qu'accroître l'inquiétude des étudiants concernés. Ces démarches engendrent des coûts supplémentaires que les étudiants ne pourront assumer seuls et même si le gouvernement a annoncé des aides dont les détails n'ont pas encore été précisés.

De plus, les bourses ne sont pas versées pendant les mois d'été, créant une période particulièrement difficile pour ceux qui ne peuvent assumer deux mois de loyer sans soutien financier. La situation devient encore plus précaire pour les étudiants boursiers, déjà financièrement vulnérables, contraints de quitter leur logement sans pouvoir bénéficier de l'aide financière de l'État.

PRÉCARITÉ ÉTUDIANTE

La précarité étudiante se réfère à la situation économique difficile et instable vécue par les étudiants, caractérisée par des ressources financières insuffisantes pour subvenir à leurs besoins de base.

Cette précarité peut prendre différentes formes, notamment le manque de revenus, des conditions de logement précaires, une alimentation insuffisante, l'incapacité à couvrir les frais de scolarité et d'autres dépenses liées aux études.

Sur le plan économique, la précarité étudiante peut résulter de divers facteurs tels que des frais de scolarité élevés, le coût de la vie dans certaines régions, le manque d'opportunités d'emploi pour les étudiants, et parfois le manque de soutien financier de la part de la famille.

Elle peut également découler de circonstances imprévues telles que la perte d'un emploi à temps partiel, des problèmes de santé, ou d'autres urgences financières.

Les conséquences de la précarité étudiante peuvent affecter gravement la santé mentale et physique des étudiants avec pour conséquence des difficultés à se concentrer sur leurs études, mettant en péril leur réussite académique.

Les gouvernements, les établissements d'enseignement supérieur et les organisations caritatives mettent en place des mesures pour atténuer la précarité étudiante, telles que des bourses, des prêts à taux réduit, des aides sociales et psychologiques.

D'après le site du ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche, les chiffres pour la rentrée 2023 révèlent une réalité alarmante : 56 % des étudiants font face à des difficultés financières, tandis que 37,5 % bénéficient de bourses sur critères sociaux. Néanmoins, 4 % des étudiants se trouvent dans une situation de précarité, soulignant l'urgence d'une action concertée pour garantir un accès équitable à l'éducation et améliorer les conditions de vie des étudiants.

Selon un article de BFM TV, daté du 13 septembre 2023 :

"Les étudiants sont très en dessous du seuil de pauvreté", alerte l'association. L'Insee explique que ce seuil est fixé en France par convention à 60 % du niveau de vie médian de la population. En 2019, il correspondait à un revenu disponible de 1102 euros par mois pour une personne seule. Mais l'enquête de Linkee montre qu'une écrasante majorité des 5115 étudiants interrogés vit en dessous de ce seuil. 91,7% d'entre eux vivent avec moins de 1000 euros par mois et 47% d'entre eux vivent même en dessous de 400€ par mois. "

UNE COMPENSATION EN SIGNE DE MÉPRIS ?

Le gouvernement français a récemment annoncé une compensation de 100€, accompagnée de deux places pour une épreuve des JO, pour les étudiants contraints de quitter leur logement pendant la période estivale. La nouvelle mesure gouvernementale a été difficile à digérer pour les étudiants, et l'annonce de la compensation proposée a suscité des doutes quant à la prise au sérieux de leurs préoccupations par les autorités.

Les étudiants ont le sentiment d'être méprisés.

LES SYNDICATS : UN SOUTIEN PLUS QUE NÉCESSAIRE

Cependant, ils se sentent soutenus par les syndicats étudiants, notamment par l'Union Nationale des Étudiants de France (UNEF), qui se positionne comme leur porte-parole sur divers sujets, mettant particulièrement l'accent sur la précarité.

Éléonore Schmitt, représentante de l'UNEF, a été interviewée à plusieurs reprises par les médias, exposant les réalités alarmantes de certaines situations vécues par les étudiants.

Adrien Liénard, trésorier de l'Union nationale des étudiants de France (Unef) s'est également exprimé sur le sujet : « En tant qu'étudiant, on préférerait une réforme des bourses à la hauteur pour lutter contre l'inflation plutôt que d'avoir des places pour les Jeux olympiques. Si le gouvernement veut des chambres de Crous, qu'il réquisitionne celles qui sont inoccupées"

L'Union Étudiante n'a pas tardé à répondre aux annonces gouvernementales, notamment à celle concernant la compensation.

Le 26 octobre 2023, France Info a tweeté : "Paris 2024 : les étudiants dont le logement est réquisitionné pour les JO recevront 100€ et deux places pour des épreuves olympiques ».

En réponse, l'Union Étudiante a déclaré dans un tweet : "100 balles, un mars et le mépris en bonus."

En résumé, la communauté étudiante, même ceux qui ne sont pas directement touchés par la réquisition de logements, exprime un fort sentiment d'injustice face aux mesures gouvernementales liées aux JO de Paris 2024.

La question de la précarité étudiante et de l'adéquation des compensations proposées reste au cœur des débats et des revendications étudiantes.

Alors que les projecteurs se tournent vers les JO, il est donc essentiel de ne pas perdre de vue les défis économiques auxquels sont confrontés les étudiants et les résidents de la région parisienne. L'impact financier de l'événement ne doit pas compromettre la stabilité économique des citoyens, en particulier ceux qui sont déjà en situation de fragilité financière.



ELECTIONS EUROPEENNES



Élections européennes : immigrations, quel impact économique selon le parti Identité et Démocratie ?

Écrit par Baptiste Breda & Lilyan Faucher

Quel est le réel impact de l'immigration sur le marché du travail européen par rapport à ce qu'avance le parti Identité et Démocratie en vue des élections européennes de juin 2024 ?



Photo Parti Identité et Démocratie

Selon le site Observationsociété, 44% de la population immigrée en France provient d'Afrique et 36% arrivent d'autres pays européens. Seulement 6% proviennent d'Amérique et 14% d'Asie.

Cependant, parmi les 2,5 millions d'émigrés européens, la majorité des migrants européens vont dans les pays plus développés comme les Etats-Unis, le Canada ou le Royaume-Unis. Ces choix se justifient par un marché du travail plus attractif que dans leur pays d'origine.

La vision du parti ID

Identité et Démocratie est un groupe politique au parlement européen. Fondé le 12 juin 2019 sur les bases du groupe

Europe des nations et des libertés, il est orienté de la droite à l'extrême droite. Les idéologies mises en avant par le groupe sont : l'euroscepticisme, le nationalisme, l'opposition à l'immigration, le populisme de droite ainsi que l'identitarisme.

Aujourd'hui, le groupe Identité et Démocratie est présidé par Marco Zanni, membre du parti politique italien d'extrême droite Lega Nord, et occupe 63 des 705 sièges du parlement européen. Il est le sixième plus important groupe de l'actuel Parlement européen. Le groupe est composé en majorité de députés européens d'origine Italienne (24/63), Française (18/63) et Allemande (10/63), tous issus de partis de droite à extrême droite.

2,26 millions, c'est le nombre d'immigrés dans l'Union Européenne pour l'année 2021 selon le site Toteleurope.

Chaque année, le solde migratoire au sein de l'Union Européenne est positif, c'est-à-dire que le nombre d'arrivées vers l'UE est plus important que le nombre de départs. Ainsi sur l'année 2022, le solde migratoire était de plus d'1 million de personnes. Cependant, la population de l'UE a diminué pour la première fois depuis plusieurs années, du fait d'un nombre de décès supérieur à celui des naissances. Le solde migratoire constitue l'élément principal de la croissance démographique européenne depuis le début des années 1990.

La vision d'ID met en avant la préservation de l'identité nationale comme un pilier fondamental de ses convictions politiques. Les partis membres soutiennent des politiques restrictives en matière d'immigration afin de maintenir la cohésion culturelle et sociale au sein de chaque nation. Selon eux, un contrôle accru de l'immigration contribue à préserver les valeurs et traditions nationales. De plus, l'accent mis sur la protection des frontières s'inscrit dans la volonté de garantir la souveraineté nationale. ID prône que des politiques migratoires plus strictes renforcent la capacité des États membres à contrôler qui entre sur

leur territoire, favorisant ainsi la sécurité et la stabilité. D'autre part, un élément clé de la vision d'ID est la conviction que des politiques d'immigration plus restrictives peuvent bénéficier à l'emploi européen. En réduisant la concurrence sur le marché du travail, le parti estime que cela favorise l'emploi des citoyens européens. Cette approche vise à répondre aux préoccupations économiques de leurs électeurs en mettant l'accent sur la protection des opportunités professionnelles pour les locaux. ID encourage des politiques visant à favoriser l'emploi des citoyens locaux, notamment par le biais de mesures incitatives pour les entreprises employant des travailleurs européens. Cela reflète la volonté du parti de créer des conditions propices à la prospérité économique et à la stabilité sociale au niveau européen. Le parti évoque principalement l'immigration clandestine et de personnes peu qualifiées, or cela est loin d'être exclusivement le cas.

Effets sur le marché du travail :

L'immigration économique a un effet globalement positif sur l'économie des pays d'accueil. Elle stimule les salaires et l'emploi des travailleurs nationaux possédant des compétences complémentaires, qui généralement constituent la majorité de la main d'œuvre. L'arrivée d'une personne immigrée dans un pays entraîne la nécessité de loger cette personne et de lui fournir des biens, ce qui demande de l'embauche, ce qui joue sur l'offre et la demande du travail à la fois.

Secteur	Emploi global des ressortissants de pays non membres de l'UE	Emploi global des citoyens de l'UE
Hébergement et restauration	11,3 %	4,2 %
Activités de services administratifs et de soutien	7,6 %	3,9 %
Travail domestique	5,9 %	0,7 %
Construction	9,1 %	6,6 %

Ce tableau nous montre les les domaines sous- représentés par les ressortissants de pays non membres de l'UE.

Un tiers des immigrants dans les pays de l'OCDE et en Europe sont diplômés du supérieur.

Une grande partie des emplois pénibles et difficiles sont délaissés par la population locale (ex : artisanats, travail peu qualifiés)

Parmi ceux qui sont actifs, 8,6 % sont au chômage.



Affiches publicitaires du groupe ID



Sous-représentation par profession

Les ressortissants de pays non membres de l'UE étaient en revanche **sous-représentés** dans les professions suivantes:

Catégorie professionnelle	Emploi global des ressortissants de pays non membres de l'UE	Emploi global des citoyens de l'UE
Spécialistes de l'enseignement	2,4 %	5,5 %
Professions intermédiaires, finance et administration	2,6 %	6,8 %
Employés de bureau	1,5 %	4,4 %
Professions intermédiaires des sciences et techniques	1,7 %	3,5 %
Spécialistes en administration d'entreprises	2,3 %	4,5 %

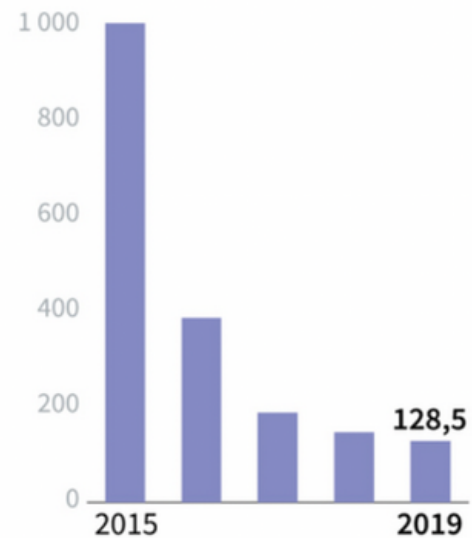
D'après ce tableau, on peut voir que les populations ressortissantes de pays non membres de l'UE sont sous-représentées dans les professions intermédiaires et cadres. Ces chiffres montrent donc que l'immigration ne représente pas une menace pour le marché du travail européen, au contraire elle permet de conserver des emplois moins recherchés par les citoyens européens qui cherchent des professions de cadre mieux rémunérées.

Ainsi, selon le parti Identité et Démocratie, l'immigration menace la stabilité et la sécurité de l'union européennes. De plus, il pense aussi que l'immigration nuit grandement au marché du travail européen et augmente le chômage local. Cependant, la réalité montre que l'immigration en fait bénéfique pour le marché du travail européen. En effet, l'arrivée de ces populations qui sont à la recherche de travail permet l'occupation d'emplois peu demandés par les populations locales qui elles cherchent des emplois en tant que cadre ou cadre supérieur et donc à plus haute rémunérations



Les migrants dans l'UE

Nombre d'arrivées en milliers depuis 2015



Source : Eurostat



Europe écologie les verts à quoi s'attendre pour les européennes ?

En juin 2024, les citoyens européens devront élire leurs représentants. Il est désormais temps d'examiner de plus près les mesures proposées par le parti écologiste Europe Ecologie Les Verts. Entre investissements dans la transition écologique, et la nécessité d'un engagement collectif, cet article explore la faisabilité de ces mesures.

Europe Ecologie Les Verts (EELV) est un parti tourné vers le futur, qui se concentre sur les enjeux liés à l'environnement, au développement durable, à la transition énergétique et à la justice sociale. Comment compte-t-il sortir d'une économie polluante en évitant la décroissance, d'importants changements de mode de vie et en engageant davantage les citoyens ?

Les élections européennes sont un peu les « élections oubliées ». En 2019 près de la moitié des citoyens européens n'est pas allée voter. Pourtant, l'enjeu est de taille : élire les eurodéputés qui les représenteront au Parlement européen. Dans cet article, vous trouverez les idées générales d'EELV, avec à la tête du parti Marie Toussaint, pour vous aiguiller lors des élections.



Les mesures environnementales

Il est assez clair, que l'idée majeure développée est la transition écologique. En conséquence, un plan massif de transition énergétique a été élaboré pour réduire l'utilisation des ressources fossiles et se concentrer sur des méthodes de production d'énergie plus durables telles que les énergies renouvelables.

Mais concrètement, quelles sont ces mesures ?

Premièrement, ils souhaitent développer un grand plan d'investissement dans la transition écologique, en augmentant l'investissement public annuel de 15 milliards à 60 milliards d'euros. Le budget de l'Union européenne sera également étendu de 5 %. Sans oublier, une aide en direction des pays vulnérables au changement climatique qui sera portée à 7 milliards d'euros, selon le projet 2022. A terme, ils envisagent d'abandonner totalement le nucléaire et d'investir massivement dans les énergies renouvelables :

Mais qu'en est-il de la taxe carbone ?

« Nous investirons notre savoir-faire industriel, technologique et nos emplois pour un mix énergétique 100% énergies renouvelables à horizon 2050, et si possible dès 2040, en concertation avec les citoyens et les collectivités », Les Ecologistes, projet 2022.

Mais qu'en est-il de la taxe carbone ?

Cette taxe, qui pour rappel, consiste en l'augmentation du coût de production et de consommation des produits les plus polluants, sera complètement refondue au niveau national. L'axe de justice sociale sera ainsi plus approfondi. Effectivement, elle s'appuiera sur une redistribution de ses recettes, dont la moitié reviendra aux ménages les plus précaires par le biais d'une extension des chèques énergie, et l'autre moitié participera au financement de la transition écologique.

Et les objectifs d'émissions...

La transition écologique passera évidemment par la réduction des émissions de gaz à effet de serre. Ils prévoient ainsi une « réduction des émissions importées de 65% d'ici 2050 en relocalisant l'économie » : Les Ecologistes, projet 2022.

La lutte contre la déforestation importée, l'action des entreprises face au dérèglement climatique, ainsi qu'une taxe carbone aux frontières, sont des manières de limiter l'importation des gaz à effet de serre, dans l'optique plus précise de réduction d'empreinte carbone.

En outre, l'interdiction de l'usage de plastique non recyclable sera introduite afin de réduire les émissions durant la production ainsi que la pollution après utilisation. Ou encore, la création d'un service public de l'air. Ainsi, les mesures sont nombreuses, chacune dans l'objectif de réduction des émissions.

L'ÉCONOMIE CIRCULAIRE EN BREF

C'est un des axes déterminés par « le Pacte Vert pour l'Europe » de 2019. Il marque alors un point de rupture avec le modèle de croissance conventionnel : le modèle linéaire, fondé sur le triptyque "extraire- fabriquer- jeter". Ce principe d'économie circulaire, induit donc une modification de la perception de la production, pour aller vers un modèle économique prenant en compte la rareté des ressources, ainsi que les impacts environnementaux et sociaux. Il repose alors sur un principe essentiel, le prolongement du cycle de vie des produits. Selon l'ADEME: "ce modèle s'inspire des écosystèmes naturels et de leur fonctionnement en boucle". Il respecterait par conséquent quatre fondements principaux :

«L'approvisionnement durable, l'éco-conception, l'écologie industrielle et territoriale, et l'économie de la fonctionnalité". Chaque produit serait alors pensé et conçu en privilégiant les ressources renouvelables, la réduction des quantités de ressources employées ainsi que des conditions de production durables notamment lors de l'extraction et de l'exploitation. D'autre part, la conception du produit veillerait à ce que son utilisation demeure respectueuse de l'environnement. Il serait également conçu en permettant sa réparabilité et/ou sa réemployabilité à terme, ainsi que le recyclage des matières qui le composent. Et pour finir respectant un principe d'échange et de partage induisant de vendre des « services » plutôt que des produits. Et tout cela de manière à maximiser son usage.

L'économie circulaire, la solution "facile"?

Cette mesure est plutôt simple à mettre en place, elle est assez naturelle. En effet, nos modes de vie et habitudes ne sont pas chamboulés. Trier ses déchets, partager des appareils électroménagers avec ses voisins, réparer son téléphone plutôt qu'en racheter un : ces actions sont même parfois bénéfiques pour le portefeuille. Les entreprises, elles devront peut-être réadapter leurs productions en réutilisant leurs déchets par exemple.

Pour EELV c'est une mesure clé puisque d'après eux "la mise en place d'une telle économie pourrait générer 700 milliards de dollars d'économies en matériaux au niveau européen et permettrait de créer jusqu'à 400 000 emplois."

La création d'emplois verts

La transition écologique, mais aussi l'économie circulaire permettent de créer des emplois appelés « emplois verts », ce sont des postes de travail qui contribuent directement à la préservation de l'environnement, à la durabilité

et à la lutte contre le changement climatique. Par exemple, on aura besoin d'installateurs de panneaux solaires, de chercheurs sur les énergies durables...

Ces emplois contribuent à créer une économie plus respectueuse de l'environnement tout en offrant des opportunités d'emploi dans des secteurs en croissance. C'est ainsi un cercle vertueux !

L'engagement des citoyens, un réel objectif

Un autre leitmotiv du parti est la démocratie participative, c'est une forme de partage et d'exercice du pouvoir, fondée sur le renforcement de la participation des citoyens à la prise de décision politique. Pour EELV, «cette démocratie doit reconnaître la capacité pour chacun d'apporter sa contribution et d'apporter de la reconnaissance de leurs initiatives concrètes et de toute forme de contributions ». Cependant, est ce que les citoyens se sentent concernés par les enjeux environnementaux ? Plus de 80% le sont d'après le Ministère de la transition écologique, même si seulement 50% disent avoir changé leurs habitudes.

En regardant de plus près, ils sont prêts à faire des efforts tant que cela ne vient pas interférer avec leur pouvoir d'achat. 88% sont prêts à trier leurs déchets ou 80% à privilégier l'économie circulaire. Mais ce pourcentage chute par exemple à 36% lorsqu'il s'agit d'acheter des produits Made in France: un engagement plus coûteux.

D'après Aude Pommeret, l'idéal serait que les citoyens s'investissent eux-mêmes dans les enjeux environnementaux, cela éviterait aux gouvernements d'imposer des mesures difficiles à mettre en place et à faire accepter, comme la taxe carbone.

Cependant, les citoyens ont besoin d'être incités et accompagnés, les pouvoirs publics peuvent informer sur les conséquences d'une action comme la surconsommation de viande, ou installer des infrastructures comme des pistes cyclables qui favorisent le transport à vélo.

Il faudrait ainsi parvenir à motiver les citoyens à s'engager en les accompagnant, avant de mettre en place des réglementations restrictives.

L'INTERVIEW

Aude Pommeret, titulaire d'un Doctorat de Paris I, est professeur en science économique à l'Université Savoie Mont Blanc. À travers de nombreux rapports et commissions, elle travaille sur les questions énergétiques et environnementales, en tant que conseillère scientifique chez France Stratégie. Lors de l'entretien, elle a pu répondre à plusieurs interrogations concernant la faisabilité des mesures que le parti envisage.

L'augmentation des budgets est-elle suffisante ? Réalisable ?

“Ces montants ne me semblent pas démesurés”, expliquait Madame Pommeret. Il est vrai, la commission Pisani-Ferry Mahfouz l'avait développé. Cette dernière aboutissait à une augmentation de 67 milliards de dépenses supplémentaires par an, dont 34 milliards de dépenses publiques.

L'exemple du bouclier tarifaire mis en place par l'état afin d'éviter l'augmentation des prix de l'énergie, et qui a donc représenté 35 milliards de dépenses supplémentaires, illustre bien la faisabilité de cette mesure. L'aide au pays en développement est bien évidemment inévitable.

Pour cela, l'augmentation des budgets dans ces secteurs est assez rationnelle.

Le 100% d'énergie renouvelable est-il envisageable ?

Des travaux de recherche appliqués particulièrement à l'Espagne et étendus à l'Europe ensuite, évoquent ce passage au total renouvelable. Ces modèles sans nucléaire confirmaient la possibilité d'une économie basée sur du renouvelable tout en prenant en compte l'intermittence ainsi que les problèmes de matériaux critiques.

Bien que cela soit à nuancer, au vu de divers autres rapports qui prenaient eux en compte une augmentation de la part du renouvelable tout en gardant une base de 30 % de nucléaire. De nos jours, il paraît encore complexe de parvenir au 100 % renouvelable.

L'environnement n'est d'ailleurs pas constamment propice pour des modes de production d'énergie tels que le solaire notamment. C'est pourquoi la COP28 prévoit une sortie progressive des énergies fossiles. Cela reste donc clairement envisageable.

Que pensez-vous de l'approfondissement de la redistribution de la taxe carbone ?

Les économistes ont montré qu'il était très efficace de financer la transition énergétique avec une taxe carbone. Bien que cela pose des problèmes d'acceptabilité, elle peut être particulièrement efficace, accompagnée de redistribution, et ceci serait bien plus performant que des subventions.

Selon Madame Pommeret, “c'est globalement une bonne idée bien qu'on perde en efficacité”. En effet, le produit de la taxe ne doit pas inévitablement être utilisé pour cela, et la moitié n'est peut-être pas nécessaire. Cependant, cela peut aider à la faire accepter, car si ce n'est pas le cas, elle n'aura pas lieu. Cela permet donc d'améliorer la transparence. Ainsi, diminuer notre exigence en termes d'efficacité peut être utile et mener au bon fonctionnement des mesures mises en place. Il s'agit de faire des compromis, d'autant plus que la redistribution doit être systématique et cela plus particulièrement vers les ménages les plus pauvres.



L'économie circulaire est elle une mesure réalisable et efficace ?

Oui, c'est une mesure facile à mettre en place puisqu'elle se fait « spontanément » par l'économie.

Si on a des problèmes de matériaux critiques, cela nous incite à réutiliser ce qu'on avait au départ plutôt que d'extraire de nouveau. Cependant, il faut tout de même se méfier des effets pervers, le recyclage par exemple peut aussi être émetteur de gaz, à une échelle moindre, mais il faut tout de même le prendre en compte.

Est il possible d'atteindre une économie durable sans passer par la décroissance ?

Il faut essayer de faire en sorte qu'on ait le moins de décroissance possible, tout dépend du type de sobriété. Toutefois, la décroissance touchera principalement les plus riches et aura ainsi un moindre impact sur leurs modes de vie. Les 50 % les moins riches ne subiront pas cette décroissance dont on a besoin.

Il ne faut pas oublier qu'une diminution du PIB entraîne une baisse des dépenses d'éducation et de santé. L'idée est donc “d'avoir une décroissance de biens physiques sans décroissance de bien-être”.

Laetitia Bouvier et Juliette Duparc

HISTOIRE ÉCONOMIQUE



L'inflation : Deutsche Qualität

Ecrit par Niklas Engel, Robin Pierre, Clément Piralla

Le Traité de Versailles de 1919, en imposant d'énormes réparations économiques à l'Allemagne, a créé un climat financier instable qui a jeté les bases de troubles économiques majeurs. Cette démarche a laissé une empreinte durable, contribuant à façonner les tensions économiques et politiques du XX siècle.

On nous parle et nous subissons depuis plusieurs mois maintenant un phénomène économique et monétaire que l'on nomme inflation, nous forçant parfois à revoir notre façon de consommer. Mais alors que ferions-nous si nous devions, en l'espace de quelques mois, venir avec une brouette pleine de liasse pour acheter notre baguette de pain ? Nous pourrions pour savoir demander simplement à nos amis vénézuéliens, ou bien remonter le temps d'un siècle et voyager outre-Rhin, rendre visite à nos collègues germaniques.

Situations après-guerre :

L'Allemagne à la fin de la Première Guerre mondiale connaît un contexte particulier : **endettement, nécessité de reconstruire le pays...** En plus de cela, l'Allemagne doit dès 1919 se mettre à rembourser les dégâts de la guerre aux pays vainqueurs. Ayant des difficultés évidentes à rembourser notamment à la France, cette dernière décide d'occuper la région de la Ruhr, cœur économique du pays. Cela désorganise encore plus cette même économie, qui conduit ainsi par l'accentuation du déficit budgétaire, ainsi que la monétisation des dettes publiques à l'effondrement du taux de change, ainsi qu'à l'inflation :

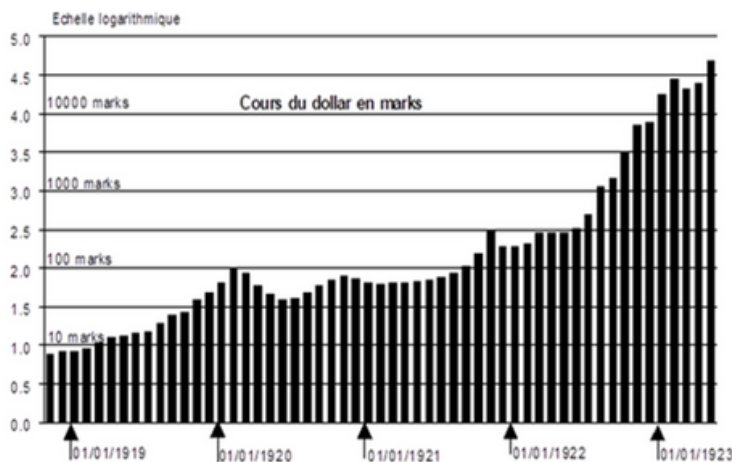
En effet, avant 1919, 10 marks avaient plus ou moins la même valeur qu'un dollar, soit un ratio de taux de change de 0,1 du mark au dollar (taux de change = ratio qui détermine un taux permettant de convertir une monnaie à une autre). En 1923, il fallait désormais près de 10 000 marks pour avoir un dollar, ce qui équivaut à un taux de change de 0,0001. Cette situation met en évidence l'hyperinflation vécue par l'Allemagne à cette époque où le mark a augmenté de plus de 1 000 % en 4 ans.

Les conséquences sur la population allemande :

Sur le graphique en seconde page 2), nous allons nous intéresser à l'évolution du pourcentage qu'un cadre supérieur accorde à son alimentation. Nous voyons ainsi que la part dédiée à l'alimentation augmente fortement dès les années 1919 liées à la situation que nous avons vue précédemment.

Là où elle ne représentait que 27 % des dépenses d'un cadre supérieur en 1914, en 1920, la part de l'alimentation dans le budget représente désormais 49 %.

Cette augmentation est significative et illustre la perte de la valeur de la monnaie et surtout du revenu.



(1) Evolution du cours du marks par rapport au dollar américain 1919-1923

Nous pouvons constater sûr que la valeur du Mark se déprécie par rapport au Dollar. Ici, l'échelle est logarithmique, c'est-à-dire que pour chaque point de plus sur l'axe des ordonnées, la valeur est multipliée par 10. Tous les 0,5, la valeur augmente donc de 5.

Ce cadre type ne pourra plus autant consommer de nourriture, ou il devra le faire au dépen d'autres dépenses. Nous voyons en effet que cette augmentation de l'importance de l'alimentation se répercute de façon quasiment proportionnelle par rapport à la diminution des autres dépenses de ce cadre. Ici, la situation est viable, car on pourrait supposer que ce cadre se priverait de certaines sorties culturelles par exemple, mais il faut bien avoir à l'esprit que la classe de fonctionnaire supérieur est une classe élevée qui peut se permettre ce type de dépenses.

Dans le cas d'une famille ouvrière, la situation est bien plus grave, car les ouvriers devront diminuer leur consommation alimentaire pour ceux dont ce secteur représentait la quasi-totalité de leurs dépenses.

Cette hyperinflation apporte donc de nombreuses inégalités entre les personnes riches et les moins riches.

Cela crée également des conditions de vie très dures pour les personnes les plus pauvres qui doivent parfois diminuer la quantité de biens de subsistance tels que la nourriture qu'ils consomment.

De même, en prenant cette fois-ci l'année 1914 comme référence, on constate que le taux de change, de 1 dollar équivalant à 4,2 marks en 1914 est 12 fois plus important en 1923 à l'apogée de l'hyperinflation allemande. Cela nous montre bien la déstabilisation du système économique allemand.

	1913-1914	1920	1921	1922	1922				1923		
					1 ^{er}	2 ^e	3 ^e	4 ^e	1 ^{er}	2 ^e	3 ^e
					Trimestre				Trimestre		
I. Alimentation	27	49	44	49	40	33	45	52	66	58	56
II. Dépenses domestiques	10	14	16	13	16	15	11	13	20	10	23
III. Autres dépenses	63	37	40	38	44	52	44	35	14	32	21

(2) Evolution des parts de dépense d'une famille de cadres supérieurs 1913- 1923



Cela induit également un dysfonctionnement du marché qui n'arrive plus à fixer le bon prix pour chaque bien.

En effet comment fixer le prix d'un bien quand le taux de change varie au sein même d'une journée ?

L'économiste Jean-Louis Pin, professeur à l'Université Savoie Mont-Blanc nous illustre très bien la situation lorsqu'il dit, à propos de la situation en Allemagne en 1923 que lorsque "les clients commandent dans un restaurant, ils ne se dépêchent pas de manger, mais ils se dépêchent de payer, car le prix du repas pouvait varier pendant qu'ils mangeaient leur repas". Ainsi, d'après Monsieur Pin, ce qui caractérise une situation d'inflation, ce ne sont pas des prix élevés, mais davantage un dérèglement des prix, que l'on retrouve particulièrement dans la situation précédente. Face à une telle situation, le rôle des anticipations aggrave la situation, car les individus sont incités à consommer tout de suite. Les biens sont plus intéressants que la monnaie. Il y a donc une fuite devant la monnaie, et l'épargne des Allemand est petit à petit dépensé.

Cela est donc très difficile de fixer des prix permettant d'équilibrer l'offre et la demande avec d'une part un afflux majeur de capitaux propres ainsi qu'une valeur de cette même monnaie qui se dévalue très rapidement. Cela réduit également fortement l'investissement, car il est trop risqué. L'hyperinflation amène donc à des conséquences bien plus graves et généralisées qu'une simple hausse des prix.

Qu'est-ce que l'hyperinflation ?

Dans une économie de marché, les prix des biens et des services varient (résultent de la confrontation de l'offre et de la demande). Certains augmentent, d'autres diminuent. On parle d'inflation lorsque les prix augmentent globalement et durablement. Et cela ne concerne qu'une quantité limitée de biens et de services. Quand tel est le cas, avec le temps, chaque euro permet d'acheter moins de produits. Autrement dit, l'inflation érode progressivement la valeur de la monnaie. L'hyperinflation est un cas extrême d'inflation où les prix des biens et services augmentent de manière extrêmement rapide et incontrôlée. D'après l'économiste Phillip Cagan, l'économie est en hyperinflation, dès lors que les prix augmentent à un rythme supérieur à 50 % par mois.

Les conséquences de l'hyperinflation sont dévastatrices pour une économie. Par exemple, les épargnants voient la valeur de leurs économies s'effondrer, les coûts de transaction augmentent considérablement et les entreprises ont du mal à planifier et à fonctionner. En effet, l'investissement est mis à l'épreuve, lié à la difficulté d'anticiper ; il y a beaucoup d'incertitudes et celui-ci est risqué, car il peut se traduire par des pertes financières. De plus, les conditions sociales peuvent se détériorer rapidement en raison d'un mécontentement généralisé. Les personnes avec un plus faible revenu sont fortement impactées par cette hausse des prix qui vient restreindre leur capacité de consommer des biens de nécessité (exemple, les biens alimentaires).

En temps normal, leur revenu est tout juste suffisant pour se nourrir. Avec de l'inflation, et encore plus avec de l'hyperinflation, ils ne pourront plus consommer autant et devront revoir leur consommation à la baisse ; ce qui entraîne un mécontentement et une pauvreté extrême...

Ainsi, les gouvernements et les banques centrales doivent prendre des mesures radicales pour stabiliser la situation, telles que le changement de monnaie, revoir à la baisse la valeur de la monnaie par rapport aux autres devises étrangères ou encore mettre en œuvre des politiques économiques et budgétaires plus saines. L'hyperinflation est heureusement un phénomène assez rare dans l'histoire économique, mais lorsqu'elle se produit, elle laisse des séquelles importantes et durables.

De l'inflation à la déflation :

Après la politique déflationniste extrêmement rude appliquée par le gouvernement et la mise en place du Rentenmark, le taux d'inflation s'effondre pour se retrouver en indice 143 par rapport à 1913. Autrement dit, le taux d'inflation était 43 % plus élevé en 1924 qu'en 1913. Bien que cela nous paraisse énorme, il faut rappeler que l'inflation avait atteint 16 millions de pourcents. Selon l'économiste Jean-Louis Pin, pour faire face à cette situation, « il faut faire revenir et restaurer la confiance avec de nouvelles

mesures ». En 1929, éclate le krach boursier de Wall Street. Les Etats-Unis ainsi que la Grande-Bretagne avaient investi près de 5 milliards de dollars pour redresser l'Allemagne après l'hyperinflation de 1923 et son incapacité à régler ses dettes de guerre aux alliés. Au moment de cette crise, toutes les liquidités disponibles à l'étranger, dont celles de l'Allemagne, sont rapatriées aux USA. Par conséquent, avant même d'être directement touchée par la crise boursière, l'Allemagne est à genoux à cause de l'absence des investissements américains.

Pour faire face à cette situation de crise sans précédent, le Maréchal-Président Hindenburg nomme en 1930 Heinrich Brüning à la chancellerie allemande. Sous son gouvernement, l'État engage une politique « de rigueur ». Une telle politique se manifeste lorsque l'État décide de réduire ses dépenses au maximum pour combler le déficit, ce qui s'accompagne souvent par une hausse des impôts. Certains économistes auraient recommandé la dévaluation du Mark pour rétablir la différence entre importations et exportations, appelée balance commerciale, bien que cela mène à une augmentation des biens importés. Cette politique aurait donc engendré une inflation. Sauf que tous les Allemands avaient en mémoire les événements vus précédemment de 1923, où l'inflation se comptait en millions de pourcents.

Mais pour Brüning, cette possibilité n'en était pas une. Le gouvernement Brüning décide donc de réduire les dépenses publiques de 25 %, de baisser les salaires des fonctionnaires de 10 % ainsi que les allocations chômage de 14 %. L'espoir du gouvernement était que les profits des entreprises remontent et encouragent les investissements et les exportations. Par conséquent, cette politique anti-inflation, et donc déflationniste, a mené à une explosion du chômage de 3 à 6 millions de personnes, un des éléments expliquant la montée au pouvoir des nazis. La déflation est l'inverse de l'inflation. Selon l'économiste Jean-Louis Pin, la déflation est l'anticipation d'une baisse des prix qui mène donc à cette même baisse des prix. Bien que cela paraisse attractif pour les consommateurs, cela amène un gros problème, car les gens vont attendre de plus en plus pour acheter vu qu'ils attendent des prix toujours plus bas. Ce qui amène à un fort ralentissement de la croissance et de l'activité économique qui aura un impact sur l'emploi, les impôts, le budget de l'État...

Quelles conclusions ? :

Le Traité de Versailles, par ses demandes irréalisables pour une Allemagne sortant de la Première Guerre mondiale, a induit pour l'économie allemande des enjeux terribles, dont cette hyperinflation presque inédite pour l'époque. Malgré la situation alarmante en 1923, les politiques économiques mise en place, comme la création d'une nouvelle monnaie temporaire, le Rentenmark, ont permis à terme de mettre fin à l'inflation. Cet épisode traumatisant pour l'Allemagne et ses habitants a instauré dans l'inconscient collectif une réticence à l'inflation, d'où une politique monétaire axée sur la stabilité des prix depuis ces événements, hors temps de guerre bien entendu.



Le mark n'ayant plus aucune valeur en 1923, cet allemand les utilise comme tapisserie

Un murmure de l'Est

Ecrit par Philippe Bevy, Jacinthe Cahagne et Gustave Crea

Le 3 octobre 1990, les Républiques Fédérale et Démocratique d'Allemagne se réunissent. Le gouvernement s'emploie alors hâtivement au redressement économique de l'ex-RDA sans se soucier des conséquences sociales et économiques qui laissent un certain ressentiment derrière elles.

Il n'aura fallu que deux mots pour changer le quotidien de 16 millions d'Allemands de l'Est : "sofort, unverzüglich" (à ce que je sache, immédiatement). C'est l'affirmation de l'homme politique membre du parti unique de RDA Schabowski le soir du 9 novembre lorsqu'on lui a demandé quand les Allemands de l'Est pourront se rendre à l'ouest. Deux mots pour réunir tout un peuple après des décennies de vie séparée. Deux mots qui provoqueront une véritable ruée vers l'ouest et la réunification de deux mondes antagonistes. Mais ce sont aussi deux mots qui témoignent de la précipitation de cette réunification et qui expliquent certains dommages collatéraux.

La Treuhand, une institution de confiance ?

En 1989, la RDA est très en retard économiquement par rapport à la RFA. Aussi, le dernier gouvernement Est allemand crée la Treuhandanstalt en mars 1990. Cette agence a pour but de permettre la transition d'une économie planifiée vers une économie de marché. Pour cela, elle privatise les entreprises et les industries est-allemandes. Elle joue donc un rôle central dans la transition économique, est sera active jusqu'en décembre 1994.

La transition était censée être douce et permettre à l'ex-RDA de se libéraliser en évitant l'effondrement de son système, mais le changement de cap amorcé en 1991 donne une nouvelle ligne directrice. La transition sera vite faite, bien faite. Cette privatisation de masse se fait au détriment des Allemands de l'Est qui y perdent leurs industries et leurs emplois. En effet, ce sont près de 13000 entreprises qui sont vendues en à peine trois ans [1].

[1] Selon Radio France

[2] Cairn Infos

En 1994, 30 % des entreprises sont fermées, et 80 % des biens industriels sont rachetés par des habitants de l'ouest, français comme allemands, pour une bouchée de pain [2].

Ute Kreiß a vécu les trente premières années de sa vie en RDA, à Torgau. Nous avons eu la chance de l'interviewer. Elle se livre sur la situation difficile de ses parents après la chute du mur. Comme de nombreux Allemands, son père s'est retrouvé au chômage. Il était professeur de sport, et depuis 1970 membres de l'école supérieure allemande de culture physique - une institution purement soviétique qui a été liquidée à la suite de la chute de l'Union soviétique. Dans sa ville natale, « le taux de chômage atteignait 25 % ». Ute est professeur et fonctionnaire, mais sa route n'était pas toute tracée pour autant. "L'obtention de mon diplôme en 1991 - après cinq années d'étude - n'a pas été reconnue et j'ai dû réaliser une année d'étude ainsi que des stages supplémentaires avant de pouvoir enseigner," déclare-t-elle.



Chute du mur de Berlin 9 novembre 1989

L'économie de marché se substitue à l'économie planifiée et les travailleurs de l'Est doivent s'adapter à une pression accrue pour rester productifs et compétitifs. La perte de la sécurité de l'emploi a contraint de nombreux travailleurs de l'Est à s'installer à l'Ouest à la recherche d'opportunités, créant une migration interne importante. Le territoire de l'ex RDA se désertifie et sa population se masculinise en même temps qu'elle vieillit [1]. En 2017, les Länder de l'Est affichaient encore un solde démographique négatif de 1,2 millions de personnes par rapport à 1989, mais pour la première fois, la même année, « l'installation d'Allemands de l'Ouest en Allemagne de l'Est a dépassé celle des Allemands de l'Est à l'Ouest », toujours selon le même article.

Une monnaie nationale, à quel prix ?

La seconde mesure mise en place par le gouvernement Kohl (chancelier allemand 1982-1998) a été l'établissement du Deutsche Mark comme monnaie nationale ainsi que d'un taux de change de 1 pour 1. Cela a encore plus précipité l'effondrement des industries de l'Est. En effet, leurs principaux débouchés étaient les pays de l'ex-Union soviétique, qui ne pouvaient pas supporter des coûts de production aussi élevés qu'à l'Ouest. Un taux de 1 pour 3 ou encore 1 pour 4 aurait été plus judicieux pour accompagner ce changement, mais il aurait été considéré comme un outrage par la population, déjà victime de la sensation d'appartenir à une seconde zone. Le taux de 1 pour 1 était beaucoup plus acceptable, mais a provoqué la faillite de nombreuses entreprises livrées sans préparation à la mondialisation.

« Le pays a été submergé de biens de consommation, les rayons étaient pleins, tout était disponible en plusieurs exemplaires », nous raconte Ute. « Les possibilités de consommer étaient multiples, les salaires sont cependant restés durant un certain temps nettement moins importants qu'à l'Ouest, alors que les prix étaient similaires, sinon plus élevés », ajoute-t-elle.

Le pouvoir économique des Länder de l'ex-RDA correspondait à seulement 43 % du niveau de celui de l'Ouest en 1990.

C'était mieux avant ?

La réunification a entraîné la perte de certains avantages sociaux de la RDA. Ute Kreiß nous parle par exemple de l'accès aux crèches. Elle a pu continuer ses études grâce à ces aménagements en faveur du travail des femmes. En 1986, elle est étudiante à l'université de Potsdam où elle obtient une place en internat avec son fils. La crèche de jour est ouverte de 6h à 18h, elle est gratuite et dépend de l'université, ce qui lui permet de poursuivre son cursus. Cet exemple de service social montre l'intégration des femmes dans le marché du travail en RDA. A la suite de la réunification, ces dernières sont confrontées à des défis supplémentaires pour concilier vie professionnelle et vie familiale.

Les habitudes de consommation ont aussi évolué.

Les Allemands de l'Est adoptent progressivement les produits ainsi que le mode de vie occidental. Ute voyage par exemple pour la première fois dans les Alpes.

Cependant, une nostalgie de l'est, que l'on nomme Ostalgie apparaît. Elle concerne les aspects de la vie de l'Est tels que la camaraderie, les produits spécifiques dont les marques rappellent des souvenirs. Sous le régime communiste, l'entreprise était le principal lieu de socialisation, depuis la perte d'un emploi est chose courante et désagrège le lien social. Pour éviter cet isolement, les Allemands de l'est ont dû apprendre les codes de socialisation de l'Ouest. Les surnoms « Besser Wessis » et « Jammer Osis », sont nés de ces différences et illustrent le mur toujours présent dans les mentalités.

Une dissimulation de la culture de l'Est

Dès 1990, la culture de la RDA disparaît au profit de celle de l'Ouest, et l'histoire de l'Allemagne est dictée par le vécu de la RFA.

MODELES ECONOMIQUES, QUESACO ?

Les modèles économiques des deux superpuissances qui s'opposent sont ceux de l'économie planifiée (en RDA) contre l'économie de marché (en RFA).

L'économie planifiée est un modèle où les choix en matière d'investissement, de production et de fixation des prix sont faits par l'État ou ses organismes affiliés. Le plan d'État est très rigide. Il n'est pas basé sur des besoins réels et des pénuries régulières ainsi que des ventes à pertes sont à déplorer. Le plan d'État, nommé Gosplan en URSS, décide quels biens et quelle quantité produire dans toutes les usines et entreprises du pays. Cette centralisation est le nœud du problème et la raison de son inefficacité, car la planification se complexifie avec le nombre croissant de produits. Par conséquent, cette organisation ne peut satisfaire les besoins les plus basiques dans des délais immédiats. Par exemple, chaque matin, le ministre des Transports reçoit un rapport avec le nombre de roues de wagon à produire et prend des mesures pour atteindre la quantité mensuelle prévue sans se soucier du nombre de voyageurs prévus.

Alors qu'avec l'économie de marché, c'est la demande qui définit l'offre. Dans ce modèle libéral, les agents économiques (entreprises, individus) ont la liberté de vendre et d'acheter des biens, des services et des capitaux. Chacun agit alors en fonction de ses intérêts et le profit, considéré positivement, y figure comme la récompense du risque. L'innovation est donc encouragée. La concurrence octroi au consommateur une plus grande variété de produits à un prix plus bas.

Il n'y a pas de consensus sur les limites entre une économie de marché et une économie dirigée. On parle même « d'économie de marché mixte » comme terme intermédiaire.



Une femme du côté ouest du mur de Berlin en 1961, les bras levés après avoir attendu trois heures pour voir ses amis et ses proches à Berlin-Est.

POUR ALLER MOINS LOIN

À la fin de la Seconde Guerre mondiale, l'Allemagne a été découpée en 4 et chaque vainqueur, ainsi que la France, s'est vu attribuer la gérance d'une région. À partir de 1948, les trois régions de l'ouest administrées par l'Angleterre, les États Unis ainsi que la France fusionnent et créent la République fédérale d'Allemagne (RFA). En réaction à cela, la République Démocratique d'Allemagne (RDA) voit le jour peu après à l'est. Les jeunes migrent de l'est vers l'ouest et la RDA voit sa main-d'œuvre diminuer. Afin de lutter contre cette migration, qui met en péril la pérennité de sa croissance, un mur se construit entre ces deux nouveaux pays en 1961. Il s'agit d'un véritable « rideau de fer » qui s'étend sur 155 km, jalonné par près de 300 miradors qui surveillent un no man's land de 15 à 150 m de large. Durant les trente années qui suivront, les contacts entre les deux seront très restreints. On comprend donc le choc des cultures qu'il y a eu lors de la réunification.

Une des premières mesures prises par le gouvernement a été de renommer les noms des rues de Berlin-Est, afin d'effacer toute trace du communisme. De façon similaire, des bâtiments dont l'histoire est en lien avec celle de la RDA comme le palais de la République ont été peu à peu détruits, au lieu de devenir des musées, des lieux de mémoire ou de commémoration. Cet « effacement des traces » explique pourquoi certains parlent d'une absorption de l'Allemagne de l'Est plutôt qu'une réunification. Malgré l'existence de nombreux films portant sur la vie en ex-RDA, Ute affirme qu'elle ne s'est pas beaucoup intéressée à ces œuvres, car « elles sont presque toutes réalisées ou écrites par des Wessis », c'est-à-dire des Allemands de l'Ouest. « Je ne me reconnais pas dans ces représentations » ajoute-t-elle.

Une seconde zone ?

Dans les années 1990, Ute confie qu'elle se sentait telle une « citoyenne de seconde zone », laissée pour compte, en raison des disparités économiques et sociales et elle n'est pas la seule. Selon elle, les différences se sont atténuées et elle ne se sent désormais plus à la marge.

[1] Francetv Infos

[2] Les Echos

Cependant, une étude réalisée en 2019 par le gouvernement allemand révèle que 57 % des ex-Allemands de l'Est se considèrent toujours comme des Allemands de seconde zone [1]. Beaucoup pensent que leur histoire a été effacée et ne se sentent pas reconnus par la Bundesrepublik Deutschland.

En 2023, le terme d'Ostalgie semble malgré tout être un concept dépassé, car les ex-Allemands de l'Est n'expriment plus de regret pour la RDA, mais sont juste déçus du régime actuel, imposé, qui n'a selon eux pas pu tenir ses promesses. « Les salaires ne sont toujours pas équivalents », nous apprennent Ute. Actuellement, les fonctionnaires de l'ex-Allemagne de l'Est sont par exemple payés 15 % de moins qu'à l'Ouest. « Encore aujourd'hui, il n'y a que très peu de grandes entreprises à l'Est » continue-t-elle. Cette impression est très nette avec le DAX, indice boursier allemand (équivalent du CAC 40), dont aucun des sièges d'entreprises ne se situe à l'est de l'ancien tracé du mur [1]. De plus, une étude de l'université de Leipzig révèle que moins de 4 % de ses dirigeants proviennent de cette région [2], quel que soit le domaine de l'entreprise. L'activité économique reste donc inégalement répartie sur le territoire national. Nonobstant, les régions de l'ex RFA reprennent du poil de la bête et le pouvoir économique de ces Länder correspond maintenant à 75 % du niveau de vie de l'Ouest.

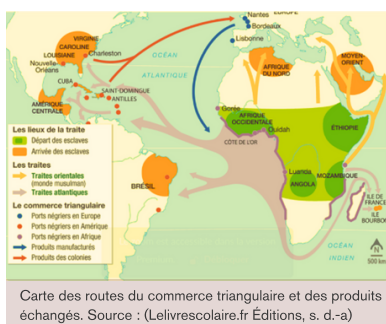
L'Ombre du Commerce Triangulaire : Les Racines des Inégalités Mondiales

Rédigé par Laulan Sarah, Germain Iléa et Grange Valentin.

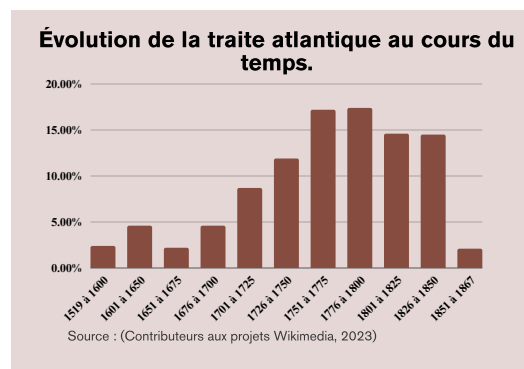
Dans les méandres de l'histoire, là où les océans ont été témoins de tragédies silencieuses, le commerce triangulaire a laissé une empreinte indélébile sur les économies mondiales. Entre enrichissement européen et exploitation dévastatrice, cet article trace les contours des inégalités internationales encore persistantes aujourd'hui.

Plus de trois siècles d'exploitation, le plus vaste mouvement forcé de personnes, une période souvent reniée de l'histoire.

Au cœur de la traite atlantique, résonnent des chiffres glaçants : 12 millions d'individus, 13 % d'entre eux est fauchés par la mort, les autres irrémédiablement plongés dans l'esclavage. Cette tragédie dévoile des destins déportés, des vies éteintes, et une obscurité persistante qui jette son ombre à travers les pages de l'histoire, tout en contribuant à l'enrichissement grandissant de l'Europe.



Du XVIe au XIXe siècle, il y a quatre fois plus d'Africains qui traversent l'Atlantique que d'Européens due à la traite atlantique. Guidés par la soif de richesse et de pouvoir, des navigateurs européens se lancent à la découverte de nouvelles terres et découvrent le potentiel du commerce d'esclaves. Le Portugal, l'Espagne, la France et l'Angleterre conçoivent alors une stratégie d'échange inhumaine, bien que très profitable : Le "commerce triangulaire". Ces transactions entre les trois continents Européens, Africains et Américains s'assimilent à ce que l'on présume aujourd'hui être le début de la mondialisation. Une « traite négrière » est instaurée et chaque continent ou pays se spécialise dans la production où il est le moins mauvais relativement aux autres, on parle alors **d'avantage comparatif***. Des millions d'esclaves noirs sont déportés dans des conditions invivables, entassés dans des navires négriers par centaines. Plus de 70% sont des hommes et 26% sont des enfants.



La boucle se termine alors en retournant en direction de l'Ancien Monde, réjouit de ce navire plein de richesses tirées des Amériques grâce au sang des esclaves. Le processus peut alors recommencer, l'esclavage et la déshumanisation s'en suivront pour de nombreuses populations innocentes, pendant de nombreuses décennies, pour un total de 36 000 exportations de navires négriers. Tandis que l'Europe connaîtra une croissance sans précédent, et ce, jusqu'en 1848, lorsque l'esclavage sera définitivement aboli.

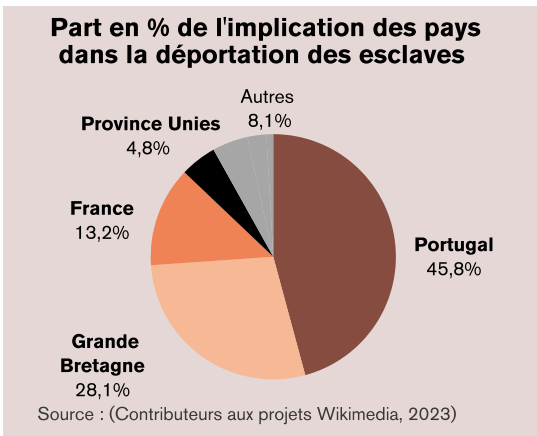
L'avantage comparatif*

Théorie économique développée par l'économiste classique David Ricardo, au XIXe siècle, dans les Principes de l'économie politique et de l'impôt (1817). Il expose l'idée de libre-échange entre les pays et leur spécialisation dans les biens où ils sont relativement plus productifs. De ce fait, si les pays se spécialisent dans le domaine où ils ont le coût d'opportunité le plus faible, comparé aux autres pays, alors, les biens vendus seront aux prix les plus attractifs, favorisant ainsi les échanges entre les pays.

Exemple : si la France produit des meubles en bois, pour un travail annuel de 70 hommes et des canapés demandant un travail annuel de 60 hommes. Mais qu'en Italie, la fabrication de meubles en bois demande un travail annuel de 80 hommes et la fabrication de canapés demande un travail annuel de 90 hommes. La France est la plus productive dans les 2 domaines, pourtant son écart de productivité est le plus important dans la fabrication de canapés. Elle a donc un avantage comparatif dans la fabrication de canapés. L'Italie va donc chercher à se spécialiser dans la production où elle est la moins mauvaise par rapport à la France, c'est-à-dire dans les meubles en bois. Ce qui lui offre un meilleur coût d'opportunité que la fabrication de canapés.

L'avantage comparatif illustre le cœur des échanges entre les continents et le début de la mondialisation, ainsi que les différentes productions dans plusieurs régions du monde.

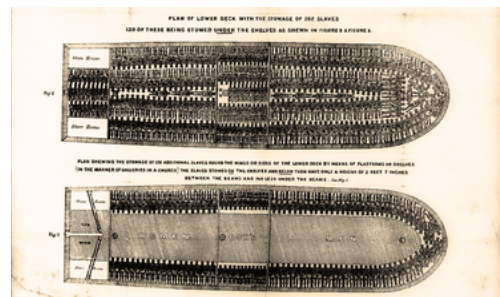
Un enrichissement puissant et des inégalités au sein de l'Europe.



L'Europe a fortement contribué au commerce triangulaire. Effectivement, sa part, concernant le nombre d'esclaves déportés, est conséquente. Le Portugal a expatrié à lui seul 45,8 % du total des esclaves déportés. La France, de son côté, est responsable de 13,2 % des déportations d'esclaves. L'implication dans le commerce triangulaire est alors inégale selon les continents et les pays. Le commerce triangulaire a entraîné un développement économique important pour les européens. Effectivement, l'Europe a connu un enrichissement marquant notamment grâce au sucre, qui est vu comme un produit riche et luxueux. Cette richesse a permis un développement puissant de l'Europe. Elle a alors pu entreprendre la construction de nombreuses infrastructures, comme des hôtels, des immeubles, des entreprises... Ce continent est alors devenu l'une des principales puissances économiques grâce à cette première mondialisation, avec l'Asie qui tire également profit de cette mondialisation.

Dans son ensemble, l'économie des pays européens a été impactée positivement. Cependant, l'enrichissement ne s'est pas fait de manière homogène au sein de l'Europe. Une grande part des bénéfices est reçue par les régions qui sont dotées de ports atlantiques, là où une part importante des échanges du commerce triangulaire prend place. On peut également souligner l'enrichissement des pays du Nord de l'Europe par leur développement d'industries sur le long terme, qui leur permet de vendre à des prix élevés les produits à l'Espagne qu'elle ne peut pas fabriquer elle-même.

Au XIXe siècle, l'esclavage fini par être aboli. Néanmoins, cette abolition ne bénéficie pas, d'un point de vue économique, de la même manière à chaque pays d'Europe. À cette période, il était évident d'indemniser les propriétaires d'esclaves, car ils avaient investi en les achetant et en les entretenant. Cependant, cette compensation représente des sommes lourdes et demande donc d'attribuer, à des pays en particulier, l'obligation de devoir payer cette dette. Par exemple, la France oblige Haïti, nommée auparavant Saint-Domingue, à dédommager les propriétaires d'esclaves. La population de cette île était majoritairement composée d'esclaves (90 %). La dette qui leur a été imposée s'élevait à 150 millions de francs-ors, ce qui correspond à 300 % de son revenu national. L'île mettra près de 100 ans à payer cette dette. Cette indemnisation a donc heurté l'économie de l'île dans le passé et a un impact encore aujourd'hui. Haïti est actuellement l'un des pays les plus pauvres du monde. Ce phénomène de compensation financière aux propriétaires d'esclaves a eu un impact lourd sur les économies de nombreux pays et a dessiné la présence d'inégalités dans l'Europe d'aujourd'hui.



Source : (Contributeurs aux projets Wikimedia, 2023)

Des inégalités économiques et sociales dans les pays exploités

En effet, le continent africain a connu des impacts tels que la traite négrière et l'appauvrissement économique. La traite négrière a été la manifestation la plus dévastatrice du commerce triangulaire en Afrique.

Douze millions d'Africains ont été capturés, déportés et vendus comme esclaves, entraînant une dépopulation importante et la destruction de sociétés entières. Sur le plan économique, l'Afrique a subi un appauvrissement sévère. L'échange de main-d'œuvre contre des biens manufacturés a créé un déséquilibre économique, contribuant à la dépendance économique envers les puissances coloniales européennes.

Mais l'Afrique a également connu des déplacements de ressources et des perturbations économiques. Les Européens ont exploité les ressources naturelles de l'Afrique pour soutenir le commerce des esclaves, entraînant la déforestation, l'épuisement des sols et la perturbation des structures économiques locales. Les sociétés africaines, initialement basées sur la production agricole, ont été transformées pour répondre aux demandes du commerce des esclaves, laissant des régions entières endettées et économiquement précaires.

Pour le continent des Amériques, les impacts du commerce triangulaire ont été tout aussi importants avec l'esclavage et le développement économique des colonies. L'esclavage a été le moteur du développement économique des colonies américaines. Les plantations de tabac, de coton et de sucre dépendaient du travail forcé des esclaves africains, contribuant à la prospérité économique des colonies. Cependant, cette prospérité s'est accompagnée d'une concentration de la richesse chez les propriétaires d'esclaves, renforçant les inégalités économiques. La dépendance économique et les changements structurels ont également été des impacts. Les colonies américaines sont devenues dépendantes de l'esclavage et du commerce triangulaire pour maintenir leurs économies. La fin de l'esclavage a laissé un vide économique significatif, obligeant les colonies à chercher de nouvelles formes de main-d'œuvre et de revenus.

Un sujet toujours d'actualité, qui fait débat et pose certaines problématiques.

Au cœur du présent, là où résonnent encore les échos d'une époque sinistre, se pose alors la question de la justice via la réparation. Sur cette scène où se mêlent passé et présent, la notion de compensation financière émerge comme une lueur d'espoir, une tentative tardive de réparer les fractures profondes héritées du commerce triangulaire qui se font encore sentir.

Il ne s'agit pas simplement d'une question monétaire, mais d'un acte symbolique de reconnaissance des souffrances endurées par des générations entières.

Malgré des tentatives de projets de loi, à ce jour, rien n'a été instauré, et il est très difficilement envisageable d'observer un changement à l'avenir. En effet, il est extrêmement complexe de déterminer des causalités entre le commerce triangulaire et les effets sur les populations exploités. Ainsi, plus le temps passe plus il sera difficile d'estimer le montant d'une possible compensation, la question s'efface alors peu à peu...

De plus, la question de la responsabilité des continents à l'égard de la traite atlantique divise profondément. Chacun porte un fardeau différent, façonné par ses propres expériences et perspectives. L'Amérique et l'Europe s'avancent alors sur la scène de la mémoire collective avec des points de vue différents.

En Amérique, le débat sur la réparation résonne de manière particulièrement vibrante. Les descendants d'esclaves américains, plongés dans l'injustice, élèvent leur voix pour réclamer une réparation digne de ce nom. L'assombrissement du rêve américain par le poids de l'esclavage et de la discrimination systémique est au cœur des débats actuels. L'Amérique cherche à réparer au mieux les blessures, en assumant le passé de manière confrontée, à la recherche de la réconciliation.

Quant à l'Europe, son rôle en tant que fondateur du commerce triangulaire la place au centre de la question de responsabilité historique. Pourtant, l'approche européenne envers la question de la réparation tourne souvent au malaise, avec des débats complexes sur une culpabilité à moitié assumée et sur les moyens de réparer les torts passés. Certains finissent ainsi par conclure que la question serait de toute manière trop ancienne, et que la compensation serait strictement impossible.

Interview donnée par Bénédicte VADON-GOBLET, professeure d'histoire et de géographie au lycée Gabriel Fauré :

"Les populations africaines qui sont arrivées sur le territoire américain, elles ont été aussi englobées dans des grandes économies coloniales, et je pense que c'est plutôt la colonisation qui est dénoncée aujourd'hui, plus que le commerce triangulaire. En ce qui concerne les Etats Unis, c'est toujours cette marque-là, qui est inscrite, ils sont des lointains descendants des populations africaines. En revanche, pour les pays européens, qui ont orchestré le commerce triangulaire, le mea-culpa est très difficile à faire. La preuve en France, avec la polémique autour des programmes scolaires, le gouvernement français voulait absolument nous faire valoir la partie positive de la colonisation et non pas tous les aspects négatifs, il y a bien un problème de reconnaissance de ce qu'on a pu tirer du commerce triangulaire."

LA FIN DE L'ÉPOQUE DORÉE

En 1971, le président Nixon a sonné le glas de l'étalon-or, inscrivant les États-Unis dans un nouveau système monétaire. Ainsi, l'or cesse d'être une référence du système d'échanges.

Le dollar est notre monnaie, mais c'est votre problème !” Déclara John Connally, secrétaire au Trésor face à une délégation européenne qui s'inquiétait des conséquences de la fluctuation du billet vert. Et en réponse à ses homologues des autres grandes économies dans le contexte du lent déclin du système monétaire de Bretton Woods.

“Le contexte de la fin de Brettons Wood est tel que les pays européens se reconstruisent et réduisent leur déficit vis-à-vis des Etats-Unis. Le déficit des Etats-Unis évolue de manière croissante, car de plus en plus de dollars circulent en dehors du pays. Par ailleurs, les pays occidentaux émettent de plus en plus de doutes face au taux de change du dollar en or. “

La démonétisation kesako ?

Concept dans lequel un étalon métallique cesse d'être légalement reconnu comme moyen de paiement. Lors de changements monétaires, la démonétisation illustre le fait de remplacer l'ancienne monnaie en circulation par la nouvelle. Elle peut avoir un impact négatif sur la liquidité du pays entraînant une baisse du pouvoir d'achat des consommateurs.

Cela engendre un manque de confiance en la nouvelle monnaie en circulation donnant lieu à une baisse de la demande de biens et services. Le recul d'une économie aussi importante que celle des Etats-Unis, associée à une décision de taille. En revanche, ce concept permet un meilleur contrôle de l'inflation et de lutter contre une économie souterraine en décourageant l'utilisation de certaines monnaies. Ce concept unique est propre aux pays ou à leurs politiques communes.

Une décision unilatérale...de Nixon

L'origine du mécanisme de changement de la politique américaine de l'or remonte à la réunion à Camp David en août 1971. Lors de celle-ci, le Trésor américain a fermé son guichet de l'or parce qu'il craignait une ruée sur ses avoirs en or, ceux-ci ayant diminué jusqu'à atteindre 10 milliards de dollars. En décembre 1971, Nixon ajoute une surtaxe de 10 % sur les

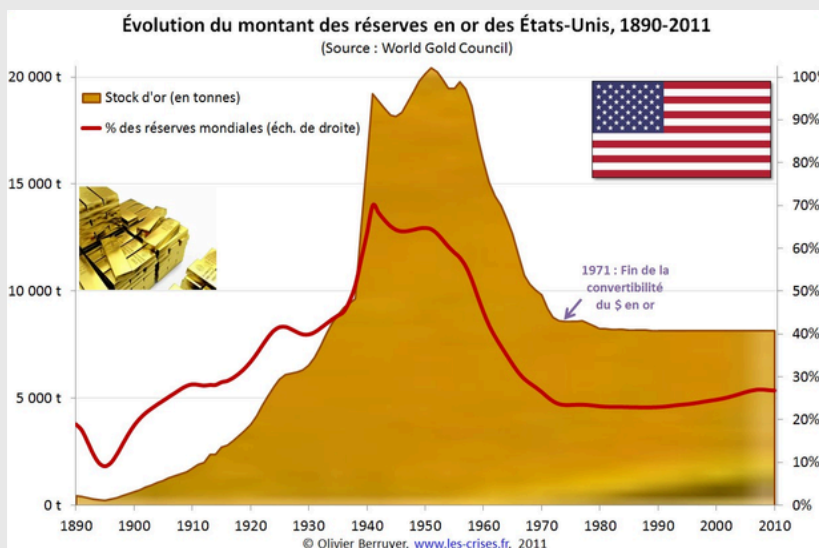
importations et bloque les prix et les salaires. Il comprend que le système monétaire n'est plus adapté et fait en sorte de provoquer une dévaluation du dollar en fin 1971, passé à 38 puis 42 dollars l'once d'or. Le but étant d'atténuer la hausse du niveau des prix à la consommation, dont l'origine serait due à l'augmentation du prix des importations et des



Le président Richard M. Nixon, en mars 1973, lors de l'enquête sur le Watergate

exportations en dollars américains. Ici, l'objectif final était alors de réaligner les prix des monnaies afin d'obtenir une augmentation de la balance commerciale américaine, de son excédent commercial. Mais cela ne s'est visiblement pas passé comme prévu, car au lieu de cela, ils ont fait face à un déficit commercial, important et persistant. Parallèlement, les banques centrales étrangères multiplient l'achat de titres en dollars, “ pour que ça marche, il faut qu'il y ait suffisamment de dollars sur le marché donc que la balance américaine soit déficitaire cela veut dire que si celle-ci est déficitaire. Cela tire le dollar vers le bas donc le

maintien de parité fixe serait compliqué” selon Robert Triffin. Néanmoins, les Etats-Unis font face au triangle d’incompatibilité de Mundell : ils ont 3 priorités (taux de change stable, mobilité parfaite des capitaux, politique autonome) mais on ne peut pas avoir les trois simultanément, c’est ce qui a engendré le déficit de la balance commerciale américaine. Quant aux dollars circulant en dehors des USA, les eurodollars, ils vont prendre des proportions énormes, supérieures au stock d’or américain. Les Etats-Unis n’auront pas assez d’or si tout le monde demande la conversion de leurs dollars en or. Cela souligne une remise en cause de la domination des Etats-Unis. Cependant, un pays sonne la charge de l’étalon-or, il s’agit de la France du général de Gaulle elle veut s’autonomiser en devenant le premier pays à demander la totalité de ses dollars en or.



Souhaitant plus d’indépendance, il est hors de question qu’elle continue d’obéir aux directives des Américains. Cela fut réalisable pour une raison simple. En effet, le système risque d’être ébranlé uniquement si tous les pays demandent la conversion de leurs dollars en or en même temps, heureusement pour les Etats-Unis il n’y a eu que la France !

Et le reste du monde qu’en est-il ?

Suite à la Seconde Guerre mondiale, les accords de Bretton Woods ont mis le dollar sur un piédestal, le convertissant en la seule monnaie internationalement acceptée pour tous les échanges. Ainsi, il s’en est surpris de voir que la fin de convertibilité du dollar en or, a entraîné des répercussions sur le monde entier, et notamment chez ces partenaires commerciaux...

Le Canada, le Japon, l’Allemagne de l’Ouest ou encore le Royaume-Uni, étaient les pays qui échangeaient le plus avec les Etats-Unis à cette époque, et suite à une telle décision, l’étonnement fut au rendez-vous, il fallait à présent penser à la manière de faire face à ce bouleversement... Les réactions furent très différentes selon les pays... Certains, pensant que le dollar serait affecté, ont préféré diversifier leurs réserves de changes ; pour ne plus être dépendant du dollar américain ; en achetant d’autres devises comme l’euro, le yen japonais ou encore le franc suisse... Tandis que d’autres, sont venus revaloriser leurs monnaies, c’était notamment le cas du Deutschmark, du Florin et du Yen, qui ont profité de la fin de l’étalon or pour développer leur propre marché financier. Espérant ainsi parvenir à réduire la suprématie du dollar américain. Enfin, quelques pays ont vu la décision de Nixon comme le moment propice pour dévaluer leur monnaie. Certains y sont parvenus en imprimant davantage de billets, tandis que d’autres ont opté pour une baisse de leur taux d’intérêt.

LE SAVIEZ-VOUS ?

INTERVIEW -- JEAN LOUIS PIN

Mis en place en juillet 1944, les accords de Bretton Woods attribuent au dollar américain le statut de monnaie de référence. Créant ainsi le Fond Monétaire International (FMI) pour garantir une coopération suite à la crise de 1929 en adoptant des taux de change fixes : 35 dollars l’once d’or et des fluctuations autorisées à hauteur de plus ou moins 1%.

S'installe donc à cette époque, « Une guerre des monnaies » ; tous les pays cherchaient à gagner en avantage concurrentiel sur le plan commercial en mettant en place une domination par les coûts, rendant leur produit moins cher sur le marché mondial, espérant ainsi augmenter leurs exportations...

Un bouleversement à grande échelle

Cette décision a entraîné des répercussions positives et négatives sur le monde entier, et pas des moindres... Le passage au système monétaire flottant entraîna tout d'abord l'abandon des taux de change fixes, laissant place à des fluctuations déterminées par l'offre et la demande. N'étant plus liés à des réserves d'or fixes, les pays se sont vus accorder une plus grande liberté dans la gestion de leurs politiques. En outre, certains verront cette flexibilité de gestion comme un levier inflationniste laissant place à une monnaie plus volatile.

Le commerce international va lui aussi être impacté, en plus de mettre fin à la convertibilité du dollar en or, Nixon décide d'élargir les fluctuations de change, modifiant ainsi l'écart maximal à la base fixé à 2 % en le faisant passer à 4,5 %. Les pays en développement voient leur pouvoir d'achat réduit, de plus avec cette nouvelle fluctuation, entre une monnaie forte et une monnaie faible l'écart maximal atteindra un taux de 9 %. C'est-à-dire que pour un même produit, il aura une différence de 9 % sur le prix, ce qui peut nuire aux échanges.

Pour ne pas subir d'impact négatif sur ses échanges, l'Union Européenne va essayer de réduire les fluctuations en instaurant le « serpent monétaire » entre les pays européens.

L'objectif est d'atténuer les écarts considérables auxquels ils font face pour une meilleure stabilité.

La fin de la convertibilité du dollar en or a marqué un tournant majeur dans l'économie mondiale, laissant ainsi le monde entier face à un système qui lui était jusqu'à présent méconnu...

Un retour dans le passé ...serait-il possible ?

Un retour à l'étalon-or strict peut être envisageable à 2 conditions : il faut disposer d'un stock d'or très important et posséder une monnaie forte.

Aujourd'hui, les principaux pays en termes de réserves d'or sont l'Allemagne, l'Italie, la France. Ces pays européens possèdent à eux trois quasiment le même stock d'or que les États-Unis. Et leurs réserves de changes, détenues en or ou en devise, sont à hauteur de deux tiers de l'or.

Aujourd'hui, le dollar et l'euro ont tous les deux des taux de change parfaitement flexibles, il n'y a donc plus de parité fixe. Mais quels sont les avantages de la parité flexible ? Celle-ci permet la parfaite mobilité des capitaux.

Ainsi, revenir à une convertibilité, or serait source de contraintes et de perte de liberté, et surtout quelle serait la monnaie de référence ?

Saviez-vous que ce ne sont pas des rivalités nationales qui ont remis en question le système monétaire américain ? On a construit un système centré sur le dollar, mais pour qu'il fonctionne, il faut que le dollar soit uniforme. Vous vous demandez peut-être comment il se fait qu'il ne soit pas resté uniforme ? Les prêts alloués par les États-Unis, notamment à destination des Européens, se sont traduits par d'importantes sorties de capitaux. Et évidemment, on ne peut pas leur reprocher puisque nous-même en avons profité.

Si le dollar est aujourd'hui encore une monnaie largement prédominante, c'est que les pays en ont largement intérêt.

On relève que la réserve de changes mondiale est constituée à 60 % de dollars. Le dollar est une monnaie face à laquelle il y a peu de défiance. La Chine essaye elle d'inciter les pays à payer en Yuan, mais tant qu'elle n'aura pas libéralisé les flux de ses capitaux elle n'aura jamais une mobilité parfaite de ceux-ci.

Le dollar fait partie des devises clés, comme l'euro. L'ensemble des pays détiennent autant de dollars et d'euros, car ils ont confiance en ces 2 monnaies. On peut imaginer que le jour où on n'aura plus confiance, on s'en débarrassera, mais pour avoir quoi à la place ? Cela prouve que le dollar domine toujours. Même si on évoque l'éventuelle fin de sa domination, une chose est sûre, ce n'est pas encore pour aujourd'hui, ni pour demain.

Romain Jacquier, Nadia Silva-Ferreira et Laura Murette

PORTRAITS D'INTERVENANTS





“ON EST DANS UN MONDE ASSEZ ÉTRANGE PAR RAPPORT À L’IA”

À TRAVERS CE PORTRAIT, PLONGEONS DANS LA PENSÉE DE BRUNO PATINO, PRÉSIDENT D’ARTE, QUI S’INTERROGE SUR L’AVENIR DE L’UTILISATION DE L’IA DANS LA COLLECTE D’INFORMATIONS, QUI SELON LUI, PERMET DE DISCERNER LE VRAI DU FAUX DANS LES MÉDIAS.

« Dans 75 % des cas, les rédactions utilisent de l’IA », ce sont les mots prononcés par Bruno Patino, président d’Arte, le 16 novembre 2023 lors de sa conférence « l’IA va-t-elle détruire les médias ? » À l’occasion des journées de l’économie à Lyon (JÉCO). Nous allons, à travers ce portrait, découvrir qui est Bruno Patino, et comprendre sa vision de l’avenir des médias par rapport aux intelligences artificielles.

Bruno Patino est né le 8 mars 1965 à Courbevoie, dans les Hauts-de-Seine. Après avoir travaillé dans plusieurs médias, il est aujourd’hui un professionnel dans ce domaine, ainsi que dans le domaine de la communication. Il est le fils d’un chef d’orchestre et d’une assistante sociale.

Patino a étudié à l’Institut d’Études Politiques de Paris, où il reçoit son diplôme en 1986, mais également à l’ESSEC, où il est diplômé en 1990. Il est titulaire d’un Master of Arts de l’Université Johns-Hopkins, et d’un doctorat de sciences politiques de l’Université Paris 3 Sorbonne-Nouvelle. Par ailleurs, il est un ancien élève de l’INSEAD (institut européen d’Administration des Affaires).

À la suite de ses études, il travaille pour l’ONU de 1991 à 1994, d’abord à New York puis au Chili à partir de 1992, où il a travaillé plus précisément pour le programme des Nations Unies pour le développement. Ensuite, il devient directeur délégué du quotidien Info Matin de 1994 à 1996, puis en 1997, il se reconvertit en secrétaire général de la branche littérature d’Hachette Livre, jusqu’en 1999. Par la suite, après avoir été chargé de mission à la direction internationale de Canal+, il parvient à entrer dans le groupe Le Monde, dans lequel il est secrétaire général du directoire du groupe jusqu’en 2000, avant d’être promu directeur général du Monde Interactif de 2000 à 2003. Il en devient le président en 2003 jusqu’à 2008. Dans le même temps, il publie plusieurs ouvrages : Pinochet s’en va, une étude sur la transition chilienne, publiée en 2000, qu’il eut l’occasion d’écrire après avoir interrogé Pinochet lorsqu’il travaillait au Chili.

Puis une presse sans Gutenberg avec Jean-François Fogel, dans lequel il commence à s'interroger de l'impact d'Internet sur la presse et le journalisme, paru en 2005.

En 2008, il s'oriente vers la station de radio publique France Culture, où il reste jusqu'en août 2010, avant de rejoindre France Télévisions comme directeur général délégué au développement numérique et à la stratégie, puis directeur de France 5. En parallèle, depuis mars 2007, Patino est maître de conférences à l'Institut d'études politiques de Paris.

En 2008, il devient président du pôle numérique des États généraux de la presse écrite, puis en 2013 il est nommé directeur général délégué aux programmes, antennes et développements numériques de France Télévisions. En parallèle, il écrit un nouvel ouvrage avec Jean-François Fogel : la condition numérique, qui traite des transformations anthropologiques, économiques et sociales liées à l'ère du numérique, paru en 2013. Il quitte finalement son poste chez France Télévisions en 2015, et il rejoint alors Arte en tant que directeur éditorial, puis devient finalement directeur d'Arte France en 2022. Le parcours hors du commun de Bruno Patino permet de comprendre son intérêt pour l'avenir des médias dans un monde de plus en plus influencé par les intelligences artificielles.

L'Intelligence artificielle (IA), est une sorte de cerveau artificiel visant à imiter le comportement du cerveau d'un humain lors de la prise de décision, tels que la créativité, la planification et le raisonnement. L'IA n'est pas qu'un simple outil informatique, car elle va au-delà du simple traitement de données, elle a en effet un sens de la réflexion, des interactions sociales qui dépasserait les capacités humaines dans certaines tâches. Ces capacités ont permis de créer facilement des recommandations de tout type aux utilisateurs, qui ont d'ailleurs, énormément plu. Seulement 20 % des utilisateurs n'ont pas de préférence pour les recommandations de contenu personnalisé, généré par des algorithmes d'IA.

On comprend alors qu'une majorité préfère déléguer ses choix d'information. Les médias à la base distribuent les informations, alors que maintenant, on délègue nos choix de contenu et d'informations.

Les chercheurs Peter et Stuart Russel se sont interrogés sur le sujet, ils en ont conclu que l'IA repose sur 4 fondements : la pensée humaine, la pensée rationnelle, l'action humaine et l'action rationnelle.

Nous pouvons qualifier l'IA comme un facteur de production, mais pas forcément rémunéré. En effet, l'IA est créée et utilisée par des entreprises ou des individus qui revendiquent les droits de propriété intellectuelle sur l'algorithme ou le modèle généré par l'IA. Ces créateurs peuvent être rémunérés pour leur travail initial, mais, l'IA peut fonctionner comme un outil de production continu sans nécessiter une rémunération directe. Une étude montre que 82% des personnes interrogées ne dépensent pas d'argent pour s'informer.

Selon Bruno Patino, « On est dans une génération qui se fait informer et non qui va s'informer » Aussi, de moins en moins de personnes dépensent de l'argent pour acheter un journal.

De plus, on utilise souvent l'IA dans l'automatisation de tâches, ce qui peut augmenter l'efficacité et la productivité. Dans ce contexte, l'IA peut être considérée comme un facteur de production, tout comme d'autres technologies telles que les machines ou les logiciels. Cependant, l'impact sur l'emploi et la répartition des revenus peut soulever des questions importantes. Ainsi, l'IA peut être considérée comme une sorte d'outils dans le domaine des échecs, ce qui a considérablement élevé le niveau de jeu et a ouvert de nouvelles opportunités pour l'entraînement, l'analyse et du jeu d'échecs sous de nouveaux angles.

Grace à l'IA, la génération de données va également être révolutionnée puisque les intelligences artificielles multiplient considérablement la création de données. Cela peut être relié au concept d'économie de l'attention.





L'économie de l'attention décrit une idée où l'attention des personnes est devenue une ressource rare et précieuse dans un contexte où l'information foisonne partout.

Bruno Patino

PRÉSIDENT D'ARTE

Dans cette réalité, attirer l'attention des individus est devenu crucial pour de nombreuses industries et plateformes. C'est ainsi que la création excessive d'information engendrera le fait que tout le monde pourra trouver de quoi se satisfaire. N'oublions pas que cela devient de plus en plus difficile puisque la durée d'attention moyenne pour une annonce en ligne est passée de 12 secondes en 2000 à 8 secondes aujourd'hui.

Les individus font de plus en plus confiance en l'IA, qui selon eux fournit des données vérifiées, ils vont donc moins s'attarder sur des données pouvant être des « fake news », de ce fait, comme l'IA est de plus en plus présente, on passe moins de temps sur les annonces. C'est un paradoxe, car selon Bruno Patino, le rôle des médias va vers la certification, c'est un cadre de confiance : L'IA collecte ce que les médias disent. L'IA va nous plonger vers une hyper production de messages. Cependant, il est important de rappeler que l'IA engendre de nombreuses craintes pour l'humanité, car on peut assister à une destruction de l'emploi, notamment dans les secteurs où les tâches sont répétitives.

Selon Bruno Patino, « on est dans un moment assez étrange par rapport à l'IA » concernant les chaînes de télévision, les médias. L'IA n'est pas une notion lointaine, mais bien présente dans le monde médiatique.

On voit très bien aujourd'hui que l'IA va changer des emplois, on voit qu'elle est déjà présente dans la collecte d'informations depuis très longtemps, que ce soit sur la météo, sur les résultats électoraux ou sportifs. L'IA est de plus en plus présente dans l'édition, pour préparer un résumé ou autre, notamment pour Arte. Dans la certification, on fait de plus en plus confiance en l'IA : l'IA est là pour produire des mots et des messages, et la « découvrabilité » dans un moment où on est noyé.

La plupart des réseaux utilisent l'IA pour classer les messages suivant leur efficacité économique : ce que l'on appelle l'économie de l'attention, pour nous faire passer le plus de temps possible sur les réseaux.

L'enjeu le plus important est sur l'espace public en général : l'IA est un outil pour les guerres informationnelles de nos jours, l'IA ne peut rien cacher à partir du moment où elle sait. On voit bien que L'IA modifie les outils présents dans les médias. Et qu'elles vont en être les conséquences ? Est-ce qu'on va produire beaucoup plus qu'avant ? Bruno Patino emploie le terme de submersion, soulevant la question de savoir si la production augmentera significativement ou si les prix de production diminueront considérablement.

Il y a un autre phénomène, après la révolution de 2017 et l'arrivée dans le grand public de l'intelligence générative. Aujourd'hui, l'ancienne génération a vécu dans l'idée qu'un média est un intermédiaire qu'on utilise pour acheter quelque chose : je regarde le journal télévisé pour m'informer, le média distribue l'information.

Mais l'IA aujourd'hui est comme un assistant personnel à qui l'on délègue une partie de nos choix. C'est donc un enjeu pour les médias maintenant, « d'aller vers », car toute la nouvelle génération n'a pas l'habitude de s'informer, mais d'être informé.

Le point de vue de Bruno Patino, étant influé dans le domaine, nous permet de nous éclairer sur les facettes de l'IA et de comprendre que même si c'est une innovation en constante évolution, l'IA a un réel impact sur les médias.

PROJET INTERVIEW

PIERRE BALAND, ENSEIGNANT BANQUE ET FINANCE

Quels sont les avantages de l'utilisation de l'intelligence artificielle dans les médias et quels sont ses potentiels inconvénients ?

- > Les avantages seraient la rapidité de prise en compte d'une multitude d'informations pour en faire une synthèse fiable et efficace.
- > L'inconvénient serait une question de confiance, on pourrait se demander si l'IA n'aurait pas des biais d'interprétation qui influent sur notre propre raisonnement.

Pensez-vous que l'IA va révolutionner davantage le monde des médias à l'avenir ?

- > *Oui, car elle sera capable de faire une multitude de choses, d'écrire des articles seules, de faire des journaux télévisés seules, en prenant en compte toutes les informations diffusées sur les réseaux sociaux par des agences de presse. Sa révolution n'est pas linéaire mais exponentielle, sa performance va doubler, on va arriver à un moment où ce sera difficile de distinguer une IA et un humain.*

Est-ce que vous pouvez qualifier l'IA comme un facteur de production pour une entreprise ?

- > *L'IA est un énorme gain de productivité à venir après Internet et le digital. On peut l'utiliser dans la banque dans l'octroi de crédit, grâce à l'IA on peut traiter plus de dossier par jour grâce à une note de synthèse.*

Par Noélia Dos Santos, Camille Dupont, Shana Duchêne

QUI EST LE GOUVERNEUR DE LA BANQUE DE FRANCE ?

Ecrit par Selen Kat & Mathilde Mansey

Nous allons nous intéresser au parcours professionnel de François Villeroy de Galhau depuis 1984 jusqu'à aujourd'hui, et plus précisément sur son rôle de gouverneur de la Banque de France.



Après avoir été chargé de mission à la direction du trésor, conseiller européen du ministre des Finances et du Premier ministre, directeur général des impôts et directeur général du groupe BNP Paribas : c'est en 2015 qu'il devient gouverneur de la Banque de France.

10 ans plus tard, François Villeroy de Galhau devient chargé de mission à la direction du trésor, son bureau est alors situé en Afrique et ensuite en Europe. Il apprend à exercer une mission principale d'étude et de conduite de projets. Pendant 3 ans, il est conseiller européen du ministre des Finances et du Premier ministre, Pierre Bérégovoy entre 1990 à 1993. Peu de temps après, il entame d'autres grandes responsabilités à la direction du Trésor en France à Paris, puis en Belgique à Bruxelles comme conseiller financier à la représentation permanente de la France. De 1997 aux années 2000, il devient directeur du cabinet du ministre des économies, des finances et de l'industrie. Il est nommé ensuite directeur général des impôts de 2000 à 2003.

I/Portrait

Qui est François Villeroy de Galhau ?

François Villeroy de Galhau est né à Strasbourg le 24 février 1959, il est âgé de 64 ans. Issu d'une famille d'ancienne bourgeoisie.

François Villeroy de Galhau est originaire de Lorraine, étant frontalier avec l'Allemagne, il parle couramment l'allemand.

Quel est son parcours professionnel avant la Banque de France ?

François Villeroy de Galhau obtient sa première promotion en École polytechnique en 1978, puis une seconde en École nationale d'administration en 1984. Très vite il devient Major de la voie économique et en sort de l'ENA (École nationale d'administration) inspecteur des finances. Il assure auprès de l'état une mission de contrôle, d'enquête et de conseil sur la perception des recettes publiques.

Trois ans plus tard, il devient PDG de l'assurance Cetelem, mais aussi responsable de la banque de détail de la BNP Paribas en France (jusqu'à 2008).

De 2011 à 2015, il est directeur général délégué du groupe BNP Paribas, en charge des marchés domestiques et de la RSE. Le 11 janvier 2015, le gouvernement lui confie une mission sur le financement de l'investissement des entreprises. À la suite de François Hollande et d'Emmanuel Macron, c'est François Villeroy de Galhau qui devient gouverneur de la Banque de France le 1er novembre 2015.

II/ La Banque de France : son rôle.

Son rôle au sein de la Banque de France.

Revenons un peu plus sur son rôle de gouverneur.

Il est assisté de deux sous-gouverneurs et préside le Conseil général en étudiant des questions relatives à la gestion de l'activité économique, sauf celles relevant de l'Eurosystème.

Son rôle en tant que gouverneur est d'assurer la direction de la Banque de France. Pour ce faire, en amont, il prépare ses décisions, et les instaure ensuite. Par ailleurs, celles-ci sont prises pour répondre à des objectifs, ceux de la Banque de France, c'est-à-dire générer la confiance en l'économie et le système financier, stabiliser les prix, sécuriser la monnaie en circulation et les moyens de paiement. Il est important de noter que sa mission est indépendante du pouvoir politique.

Il préside également l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution qui encadre les assurances ainsi que les banques. L'ACPR assure notamment la protection des clients, la stabilité du système financier, et elle lutte contre le blanchiment des capitaux.

En tant que gouverneur de la Banque de France, François Villeroy de Galhau participe également au conseil des gouverneurs de la Banque centrale européenne, principal organe de décision de celle-ci. À l'inverse de la Banque de France, c'est ici que la politique monétaire de l'Eurosystème est définie. Les responsabilités de ce conseil sont nombreuses : il doit déterminer la politique monétaire, mais aussi élaborer des décisions relatives à l'accomplissement des objectifs monétaires de la BCE, notamment sur les taux directeurs et l'approvisionnement en réserves, et enfin assurer la supervision bancaire et la surveillance prudentielle.

N'oublions pas de mentionner l'objectif principal de la BCE : la stabilité des prix. Ce conseil se réunit deux fois par mois, et il prend en compte les évolutions économiques actuelles pour émettre des décisions sur la politique monétaires toutes les six semaines.

Toutes les décisions prises sont ensuite expliquées minutieusement lors d'une conférence de presse de la présidente assistée du vice-président, elles sont également publiées sous forme de comptes-rendus. D'autres réunions sont programmées pour les différentes missions de la BCE.

Ses prévisions pour 2024

Maintenant, que nous connaissons les rôles de François Villeroy de Galhau, nous pouvons nous intéresser de plus près aux perspectives économiques pour la France en 2024, qu'il a annoncé lors de son interview sur BFM TV.

Tout d'abord, la croissance serait moins bonne que celle prédit par le gouvernement. Cette prévision qualifiée de plus prudente : 0,9 % contre 1,4 % selon Bercy. Un écart qui peut sembler inquiétant quand on sait que le gouvernement calcule le budget de la France à partir de celui-ci. Toutefois, on peut relever un écart semblable chaque année.

Aussi, il nous annonce la suppression progressive des subventions à l'énergie, qu'il fixe « nécessaire » pour la transition écologique, car elles incitent à la consommation d'énergies fossiles.

Le chômage quant à lui serait également moins bon que ce que prédit le gouvernement. Le plein-emploi, c'est-à-dire un chômage autour de 5 %, serait trop optimiste. La Banque de France prévoit même une légère augmentation par rapport à l'année dernière, 7,2 % et pour 2024 7,5 %.



On peut expliquer cette augmentation avec la faible croissance économique prévue pour 2024. Abordons enfin le sujet qui intéresse tous les Français : l'inflation. Selon François Villeroy de Galhau, l'inflation reviendrait à 2,4 % d'ici 2024, et il s'est engagé à la ramener à 2 % d'ici 2025. Cette baisse de l'inflation a été possible grâce à la hausse du taux directeur de la BCE à 4 %.

Il nous explique que la France a passé le point haut de l'inflation et qu'il y a eu un retournement de l'inflation sous-jacente. En clair, la tendance de fond de l'évolution des prix hors énergie et hors consommation se stabilise. En effet, c'est en mettant en place une politique de rigueur que la BCE a augmenté son taux directeur, réduisant ainsi la masse monétaire en circulation et donc l'inflation. Toutefois, ce taux restera aussi élevé jusqu'à ce que l'inflation se stabilise à 2 %, rendant l'investissement plus difficile.

Enfin, en 2024, les salaires devraient croître plus vite que l'inflation, donc le pouvoir d'achat devrait augmenter.



ENTRETIENS CROISÉS



Le télétravail dans la région Aura : un choix non-aléatoire

Ecrit par Arnaud Bonnet Thomas Bordet Nolan Boutosque

La méthode de travail qui s'est imposée depuis le Covid, lève des interrogations dans les entreprises, mais également chez les théoriciens quant à sa mise en place et son avenir dans notre société. Entre perspectives locales, enjeux régionaux et témoignages percutants, découvrez les nuances et les défis du travail à distance au sein d'une des régions qui utilise le plus de télétravail en France, à travers notre extrait d'entretien croisé, entre théorie et pratique.

Qu'est-ce que le télétravail ?

Le télétravail est une forme d'organisation dans laquelle une tâche qui aurait pu être exécutée dans les locaux de l'employeur est effectuée par un salarié hors de ces locaux (télétravail dans le secteur privé, 2023). En 2002, le télétravail est reconnu légalement, car durant cette année, un accord européen est signé établissant les droits des télétravailleurs identiques aux collaborateurs qui travaillent dans les locaux. Il prend d'autant plus d'importance en France en 2017 puisque le télétravail est reconnu dans le code du travail dans l'article L.1222-9. Le but de cette pratique est d'augmenter la productivité en diminuant les temps de transports ou aux travailleurs ne pouvant pas se déplacer sur leur lieu de travail pour une raison quelconque de continuer à travailler. Le télétravail apporte plus de flexibilité aux travailleurs et leur donne de l'autonomie, car la hiérarchie n'est pas présente comme sur le lieu de travail. Le télétravail est aujourd'hui utilisé dans les beaucoup d'entreprises pas seulement comme alternative, mais comme mode de travail, et ce, sur beaucoup de postes différents permettant le télétravail.

Pourquoi s'intéresser au télétravail ?

Avant l'apparition du virus de la pandémie de Covid-19, la France pratiquait peu le télétravail, seulement 25 %. Or, il a doublé pendant les confinements. Cette explosion a laissé une marque dans la manière dont les Français voient cette pratique.

Cette méthode avait pour but d'augmenter la productivité de l'entreprise en diminuant le temps perdu notamment dans les transports. Cependant, certains ont pu observer l'effet inverse. En effet, la mise en place et le développement de ce management peuvent poser des problèmes organisationnels. Il peut éveiller des problèmes de confiance, si les travailleurs qui se sentent plus libres grâce à l'absence de hiérarchie directement présente peuvent être moins productifs et moins rigoureux dans leur travail.

La mise en place du télétravail peut aussi créer de la distance entre les salariés, les démotiver, il y a moins de socialisation.

Mohamed Charbili, doctorant chercheur et Michel Rouault directeur régional de la banque postal sur Auvergne Rhône Alpes, Bourgogne et Franche-Comté, vont échanger à propos du choix du télétravail dans la région AURA.



entre les salariés et la cohésion entre eux peut être fragilisée. Il devient donc essentiel de s'appuyer sur la théorie afin de savoir comment manier cet outil afin de l'utiliser à bon escient, mais également de connaître sa place dans l'entreprise de demain pour mieux gérer, et même apprendre à télétravailler, surtout dans la région AURA. Effectivement, cette région, limitée par les transports, a besoin d'alternatives afin d'améliorer sa productivité. Le télétravail pourrait être une alternative liant le bien-être du salarié, la productivité et la responsabilité environnementale.

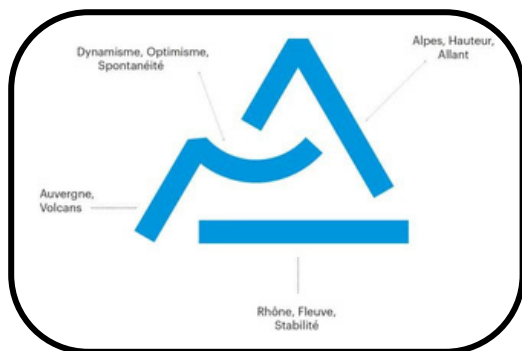
Comment est-ce que vous décidez du télétravail ?

Michel R. -

« Nous sommes une banque nationale donc les accords de télétravail résultent d'une négociation nationale. Ils se déclinent sur notre région et impactent nos collaborateurs. À la suite du Covid, l'effet du télétravail s'est amplifié dans toutes les entreprises puisqu'il a été contraint sous cette crise et il a permis de tirer un bilan plutôt positif finalement, d'un mode de travail différent à savoir le télétravail. » [...]

« Donc c'est vraiment un dispositif de banque dans le cadre des accords entre la direction générale et les représentants des salariés, dans le cadre du dialogue social qui a été défini il y a maintenant un an et demi. » [...]

« Il y avait une demande des collaborateurs, me semble-t-il, conciliant que le télétravail est devenu dans une certaine mesure plus efficace. Donc je considère que cela répond plus à une demande des collaborateurs. »



Dans la région, AURA est ce que vous pensez que c'est un arbitrage qui va se faire plus facilement ?

Mohamed C. -

« Oui, il y a plusieurs mécanismes dans la région qui peut faciliter la mise en place du télétravail par exemple les travailleurs transfrontaliers lors des pics de congestions, il y a un gain de temps le télétravail peut être un outil pour gagner du temps. »

Les avantages du télétravail selon les français (Khadija, 2020)



Mohamed C. -

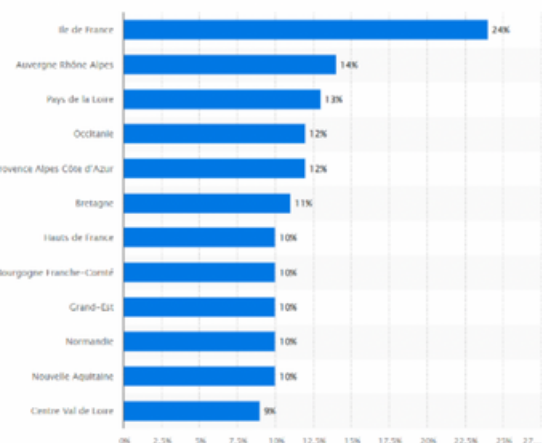
« Ce que je fais, c'est que j'analyse les mécaniques qui décident si un travailleur souhaite télétravailler ou non. Pour cela, un agent économique va faire un arbitrage entre la valeur qu'attribue un poste qui propose du télétravail et un non. Et pour attribuer cette valeur, il faut prendre en compte le salaire offert, la distance entre la localité de résidence et la localité du pôle où il travaille. » [...]

« Il y a aussi un aspect énergétique, c'est-à-dire en fonction du véhicule ou de la mobilité vas décider s'il fait du télétravail ou non, parce que si l'agent a par exemple un véhicule électrique qui est rentable à partir d'un certain seuil de kilomètre, avec le télétravail, il fait moins de kilomètres et va donc opter pour un véhicule thermique. » [...]

« Le gain de temps du trajet domicile travail est aussi pris en compte, surtout dans les heures de pique de congestion. Il y a aussi les horaires de travail flexibles selon certains travailleurs pour la productivité et l'efficacité. Avant tout, c'est de savoir si le télétravail peut être mis en place sur un secteur d'activité ou non. Par exemple, il y a des secteurs qui sont plus dépendants des technologies de l'information que d'autres qui nécessitent la présence physique et à partir du secteur, on peut dire si on peut télétravailler ou non. [...] »

Ci-contre, le logo de la Région AURA et sa signification

Part des Français ayant fréquemment recours au télétravail en 2020, selon la région de résidence (Statista, 2023), la région AURA est 2ème



Le télétravail un avantage ou un inconvénient ?

Michel R. –

« Pour moi en tant que manager commercial, c'est d'abord uniforme de qualité de lieu de travail pour le collaborateur, il considère qu'il a une meilleure qualité de vie au travail. Deuxième chose, le télétravail, c'est à la fois un moyen d'augmenter sa productivité, il y a des cas où la productivité est meilleure en étant moins dérangée, travailler de manière beaucoup plus structurée parce qu'on est chez soi. Il y a un certain nombre de métiers par exemple, je pense à des métiers juridiques des métiers informatiques où on le voit bien que le télétravail permet de gagner en productivité. »



« Après les éléments me semblent-ils négatifs, c'est qu'on peut perdre non pas en productivité, mais en efficacité, parce que les effets d'un groupe, les formes d'émulations au sein d'un collectif et notamment lorsqu'on est junior ou lorsqu'on a des difficultés dans son travail, on peut à un moment perdre le filet se sentir isolé, et perdre en qualité de travail d'une certaine manière en étant moins productif. Donc en substance le télétravail, c'est un autre mode qui comporte des avantages et des inconvénients. En tant que manager commercial, je pense que c'est vraiment positif globalement parce qu'il permet d'avoir des gens collaborateurs mieux engagés. Par contre, ils doivent veiller à certaines contraintes d'une disponibilité vis-à-vis des autres. En étant au télétravail, on ne doit pas occulter le fait qu'on travaille dans un collectif, ça, c'est une première chose. Après, il y a des sujets d'organisation comment organiser le télétravail au sein d'une équipe, ça, c'est très important. Puis enfin, il y a respecté les missions quand on est commercial, notamment de besoins client : un client souhaite qu'on se déplace le voir tel jour si c'est un jour de télétravail, il faut avoir l'agilité de décaler cette journée de travail et non pas rentrer dans quelque chose qui soit complètement figée. Alors en termes de productivité, le contact client grâce au télétravail permet d'avoir des contacts beaucoup plus intensifs avec les clients sans faire de déplacement, c'est un mode qui permet finalement d'être plus proche des clients, et donc en fonction de la complexité du sujet, des missions, le rendez-vous physique est préférable à Teams et dans d'autres cas le Teams est aussi voir plus efficace qu'un rendez-vous physique. » [...]

Mohamed C. -

« Je vais développer un peu de mon côté sur le côté macroéconomique et environnemental, qui est un peu l'objectif de ma thèse. Pour moi, certes, il y a des avantages et des désavantages, dès maintenant, je vais vous le dire que théoriquement, on dit que c'est l'aspect avantageux qui l'emporte contre l'aspect inconvénient. Alors l'un des avantages que nous on considère que notre modèle théorique nous dit, c'est que d'un côté environnemental il y a un effet direct sur la réduction du nombre de trajets domicile travail et par conséquent, c'est une réduction d'un nombre de kilomètres parcourus et on sait que plus on fait des kilomètres plus on a des émissions de CO₂ alors pour un premier temps, c'est une réduction des émissions de CO₂. Pour une première chose, c'est qu'il y a une baisse de chômage, c'est parce qu'imaginer que dans les chômeurs, il y en a qui le sont juste parce qu'ils souffrent de coûts de transports un peu élevés pour faire des allers-retours vers un peu les centres de business. Si on prend une ville comme Paris le business district est concentré dans le centre-ville et puis tous ceux qui sont chômeurs ils sont loin du centre-ville c'est parce qu'il y a une hausse de loyer et ils ont des coûts de transports élevés du coup ils décident de rester au chômage, mais par contre le télétravail leur donne cette opportunité de travailler chez eux c'est à dire qu'ils vont au lieu de travailler par exemple 5 jours par semaine ben il vont travailler 2 jours ou 3 jours du coup c'est à dire moins de coûts de transports. Mais par contre, ça un effet un peu négatif, c'est parce que quand on donne cette possibilité aux gens de télétravailler, il y aura plus d'entrants dans le marché du travail et comme il y a plus d'entrant dans le marché du travail, c'est-à-dire plus de trajet domicile travail plus de kilomètres et du coup une augmentation de CO₂, et là, c'est un peu la double facette du télétravail. Il y a aussi pour les inconvénients d'un point de vue toujours environnemental, pour les télétravailleurs comme ils font moins de jours en présentiels ils sont pas vraiment emmenés à faire un investissement pour l'adoption de véhicule électrique, c'est parce que comme j'ai déjà évoqué il y a un seuil kilométrique qu'il faut atteindre je pense que c'est 10 000 kilomètres par an c'est à peu près 200 kilomètres par semaine et avec le télétravail les gens, les individus n'arrivent pas à atteindre ce seuil kilométrique du coup il reste toujours au véhicule thermique ce qui est plus polluant qu'un véhicule électrique. » [...]

Le télétravail un avantage ou un Est-il plus difficile de mettre en place le télétravail en fonction des différents postes et si oui est- pour des raisons techniques et humaines ?

Mohamed C. -

« Oui, en effet, c'est plus difficile, comme j'ai déjà évoqué, ça dépend du secteur d'activité. Il y a plein d'études qui disent dans les différents secteurs, il y a des difficultés à mettre en place le travail, plus on a un secteur qui dépend de la technologie de l'information un peu tout ce qui est réunion en visio, en relation avec les matières informatiques, de la base de données, l'ingénierie un peu orientée informatique, on a plus de facilité à mettre en place le télétravail. Par contre, plus on est dans des secteurs où il dépend de la présence physique des travailleurs, plus il est difficile de mettre en place le télétravail, je vous donne un exemple, ici, on a un site à Annecy le vieux juste à côté du parc des Glaisins, c'est un site où se regroupent les ingénieurs en développement web, un peu IT, là ce site a plus de chance de mettre en place le télétravail. Cependant, si on considère les sites de construction du bâtiment, là, on peut le mettre en télétravail, c'est fortement lié à la présence physique de salarié. » [...]

Que pensez-vous de la place du télétravail dans le futur.

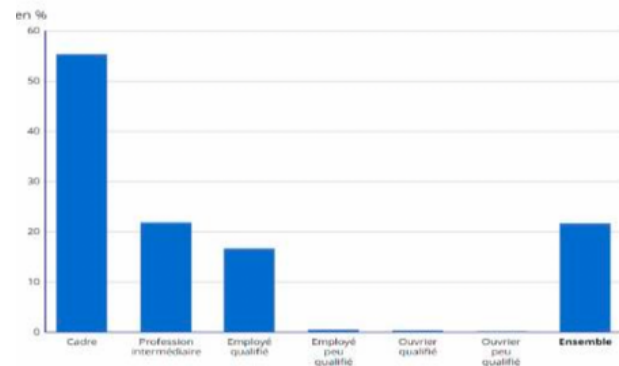
Michel R. -

« Le télétravail est aujourd'hui une réalité, il impact fortement les organisations collectives, il y a des secteurs ou les collaborateurs sont full télétravail, c'est-à-dire ne vont même plus une journée par mois à l'entreprise, on voit bien que les notions d'engagements de rapports vis-à-vis de l'entreprise sont profondément modifiées. » [...]

« Elle s'impose aujourd'hui, c'est une expression des salariés. On ne peut plus raisonner sans intégrer cette dimension pour la performance de l'entreprise » [...]

« La dimension transition énergétique, évidemment si ça peut diminuer les effets de serre ça va dans le bon sens. C'est un moyen incontournable, mais qui crée des inégalités de salaires, sociale et d'autres types d'inégalités, sur une usine de production, le télétravail est difficile à imaginer. On a donc des fractures entre collaborateurs et salariés en fonction du package intégrant ou non du télétravail. »

Répartition du télétravail en fonction des catégories socio-professionnelles (statista, 2023), les cadres y sont surreprésentés



Mohammed C. -

« Je pense que le télétravail gagne de plus en plus de l'importance entre les travailleurs à partir de la pandémie » [...] Je trouve que le télétravail restera présent dans l'organisation du travail. Pourquoi pas dans le CT et MT ne serait pas seulement une mesure dans les mains d'une entreprise, mais un moyen pour les politiques publiques dans un niveau macroéconomique. Je sais qu'il y a des difficultés en fonction des secteurs, il y a des inégalités salariales, d'après une étude anglophone "How many jobs can be done from home", cette étude explique que les télétravailleurs sont les plus rémunérés. Cette étude démontre que les secteurs où le télétravail est mis en place, ce sont les secteurs qui se reposent sur la tech de l'information, si on n'est pas un travailleur qualifié, on ne peut pas avoir cette formation pour interagir avec cette technologie. On est totalement indépendant du site du travail, par contre des secteurs majoritairement dépendant d'un effort physique, je pense que c'est moins rémunéré, car on a des salariés moins qualifiés. Comme a dit Monsieur, le télétravail reste incontournable dans le futur. Ça devient un outil. Il y a des recommandations de politique publique environnementale où le télétravail sera "forcé". »



Kiel Express

7 ÉTUDIANT.E.S

DU 17 MAI AU 27 MAI 2024



STRASBOURG

→ KIEL-ALLEMAGNE

10 JOURS

800KM À VÉLO

COMMENT POUVEZ-VOUS NOUS AIDER?

NOUS SUIVRE SUR LES RÉSEAUX

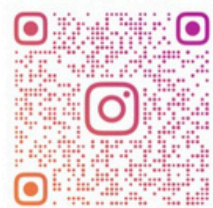
EN PARLER AUTOUR DE VOUS

NOUS PRÊTER DU MATÉRIEL DE CYCLISME OU DE CAMPING

CAGNOTTE LITCHEE DISPONIBLE



NOUS CONTACTER
ASSOCIATION.ALFA74940@GMAIL.COM
INSTAGRAM: KIEL_EXPRESS



KIEL_EXPRESS

